

(B)OLCHEVIK

vive le pcf (mlm) !

LE PARTI

- L'engagement et le poids croissant de la subjectivité dans les métropoles impérialistes- p.8
- L'esprit national français et le Parti Communiste- p.14
 - Le chemin au PCF(mlm)- p.18
- Le sens de la reconstitution du Parti Communiste en France- p.53
 - L'idéologie au poste de commande du Parti Communiste : contre le révisionnisme- p.56
- Parti Communiste, crise générale, démocratie populaire- p.59

L'Internationale

- Déclaration du premier mai 2020 :
Avec la guerre populaire, sous la bannière du MLM,
face à la seconde crise générale du capitalisme !- p.2

MATÉRIALISME HISTORIQUE

- Le Parti socialiste SFIO au lendemain de la première guerre mondiale- p.26
- La fondation de la Section Française de l'Internationale Communistes- p.38

Matérialisme-dialectique

- Le matérialisme dialectique et l'assimilation des concepts d'unité, d'identité, de coïncidence, d'équivalence des contraires- p.22
- Le matérialisme dialectique et la loi de la contradiction comme loi de la complémentarité oppositionnelle: la théorie des deux points- p.23

Déclaration du premier mai 20 : Avec la guerre populaire, sous la bannière du MLM, face à la seconde crise générale du capitalisme !



Nous rentrons dans la nouvelle époque, celle où tout va changer de manière la plus profonde, à tous les niveaux, dans tous les domaines. L'offensive stratégique de la révolution mondiale dispose désormais de sa base matérielle pour se réaliser de la manière la plus pleine.

Cela confirme parfaitement l'affirmation de Mao Zedong, lors de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne lancée en 1966, comme quoi l'humanité connaîtra des bouleversements comme elle n'en a jamais connu dans les cinquante, cent années à venir. Cela confirme l'affirmation du glorieux Parti Communiste du Pérou, dirigé par Gonzalo, comme quoi la victoire du prolétariat « *demandera, approximativement, 200 ans en comptant à partir de la Commune de Paris en 1871* ».

C'est ce qui a momentanément permis au mode de production capitaliste de relativement se sauver qui se retourne en son contraire et vient le poignarder.

Car cette crise générale apparaît avec le covid-19, une maladie dont le virus qui le produit est issu d'une mutation provenant directement de contradictions développées par le mode de production capitaliste : la contradiction entre les êtres humains et les animaux d'un côté, la contradiction entre les villes et les campagnes de l'autre.

Le covid-19 est le produit d'une mutation rendue possible par la destruction de la vie sauvage, son utilisation par le marché capitaliste, ainsi que la formation d'une industrie de l'élevage prenant des proportions toujours plus horribles à l'échelle mondiale.

Le mode de production capitaliste a installé un dispositif agro-industriel tellement contre-nature qu'il provoque des dérèglements à l'échelle de la vie elle-même, au niveau planétaire.

Que la crise soit partie de Chine ne doit rien au hasard : ce pays joue un rôle clef dans le mode de production capitaliste depuis son intégration totale dans celui-ci sous l'égide du révisionniste Deng Xiao Ping. La Chine sociale-fasciste a permis de relancer le mode de production capitaliste, mais son propre développement amène de nouvelles contradictions, qui se révèlent d'autant plus explosives.

Nous affirmons, en ce premier mai 2020, que le mode de production capitaliste est un obstacle complet au développement de l'humanité et à la valorisation de la vie elle-même. Tous les États qui sont au service du mode de production capitaliste doivent être renversés, afin que l'humanité soit en mesure d'établir des rapports socialistes, dialectiques et non destructeurs, avec tout ce qui forme la Biosphère planétaire !

Au sens strict, cette problématique est déjà apparue de manière parfaitement lisible avec le changement climatique. On la retrouve même auparavant avec la question animale parallèlement au développement des élevages industriels et de l'expérimentation animale généralisée. C'est également la base de l'agression contre la condition humaine elle-même, puisque les êtres humains sont aliénés et exploités, soumis à des pressions psychologiques et physiologiques les déformant dans le sens de l'utilité capitaliste.

Si le mode de production capitaliste a développé les forces productives, ce qui a été son rôle historiquement positif, il est passé désormais dans le camp de la destruction. Il démolit ce que l'évolution de la vie a mis un temps immense à développer, il déforme chaque chose afin de l'intégrer dans ses propres modalités.

Il démolit l'humanité, il démolit la vie animale, il démolit la vie végétale, il démolit la Biosphère. Il prône la fuite dans le virtuel, dans l'ego consommateur et futile, dans le cynisme et l'égoïsme, dans les abstractions sans plus aucun lien avec le réel. Il produit la décadence.

Le souci est en effet que, en même temps que son aspect négatif, c'est le mode de production capitaliste qui assure la reproduction de la vie de l'humanité et cette dernière est donc prisonnière de lui sur le plan des valeurs, des mentalités, de la vision du monde.

La bataille culturelle contre les valeurs portées par le mode de production capitaliste est pour cette raison essentielle.

Dans les métropoles impérialistes, là où triomphe le 24 heures sur 24 du capitalisme, il faut un esprit de rupture à la hauteur, une capacité à être conséquent jusqu'au bout dans l'affirmation du communisme. Nous soulignons le poids croissant de la subjectivité

dans les métropoles impérialistes et rappelons que la conscience révolutionnaire n'émerge jamais mécaniquement, mais comme fracture avec les valeurs dominantes.

Cet aspect est également présent dans les pays semi-féodaux semi-coloniaux, même si de manière moindre, car l'instabilité prime par définition dans la majeure partie des pays du monde, qui connaît une situation de dépendance par rapport au noyau dur du mode de production capitaliste que sont les pays impérialistes.

Cependant, de par l'ampleur de la crise générale du capitalisme qui s'ouvre, le retour de l'instabilité dans ces derniers est inévitable et apparaît déjà. Le confinement mondial a puissamment ébranlé les esprits, il a cassé nombre de certitudes, il a remis en cause beaucoup de routines, il a dévalorisé toute une série de traditions.

Cela est d'ailleurs vrai à l'échelle mondiale. L'humanité oscille bien entendu entre l'espoir idéaliste d'un hypothétique retour à la normale et la compréhension matérialiste que le mode de production capitaliste est dans une impasse. Plus le niveau de conscience est élevé, plus il y a la saisie que la situation actuelle est le fruit d'une fuite en avant du mode de production capitaliste, qui cherche à échapper à la chute tendancielle du taux de profit en trouvant toujours plus d'espaces pour se développer.

La crise du covid-19 apparaît alors comme un rempart naturel au développement halluciné d'un mode de production capitaliste mondial et destructeur.

Nous affirmons ici que seule une juste compréhension matérialiste dialectique de la crise peut amener une juste orientation politique et culturelle, sans parler de la dimension idéologique, scientifique.

Qui n'utilise pas les concepts de Biosphère, qui ne veut pas comprendre la dignité du réel de la question animale, qui n'a jamais saisi la portée du réchauffement climatique, qui n'utilise pas dans son approche la contradiction villes/campagnes... ne peut absolument pas saisir notre époque.

Nous tenons à souligner qu'il ne s'agit en aucun cas d'une modification, d'une révision ou d'un apport au marxisme-léninisme-maoïsme. Il s'agit d'une utilisation de concepts déjà existants, d'une compréhension plus approfondie de ceux-ci en raison de notre époque.

Nous notons avec tristesse d'ailleurs que tout cela échappe complètement aux organisations se revendiquant du marxisme-léninisme-maoïsme, alors qu'elles devraient aboutir à cela de par leur démarche même. Il est vrai que, malheureusement, ces dernières années, deux tendances ont dominé, menant tout droit dans le mur.

La première tendance, regroupant principalement l'ensemble des organisations d'Amérique (du Nord et du Sud), a voulu dans une approche abstraite-formelle faire de Gonzalo un classique du marxisme-léninisme-maoïsme, en niant au passage le principe de pensée-guide. Un style stéréotypé a amené cette tendance à nier la crise du covid-19, à y voir une sorte de complot bourgeois pour masquer la crise et renforcer l'emprise politique et policière. Une telle vision aboutit à une totale banqueroute.

La seconde tendance regroupe des organisations ayant une démarche syndicaliste-populiste issue de leur origine « marxiste-léniniste » des années 1970. Il est toujours étrange de voir le Parti Communiste Maoïste d'Italie parler de guerre populaire alors qu'il existait déjà lorsque la lutte armée était générale en Italie et qu'alors cela lui semblait un simple anarchisme. Quant à l'autre organisation relevant du noyau de cette approche, le Parti Communiste Révolutionnaire du Canada, il assume ouverte-

ment de considérer que la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne est un fait tout à fait secondaire, bien moins important par exemple que la révolution chinoise culminant en 1949.

Il n'est guère étonnant que cette tendance ait beaucoup de choses à dire, mais que cela relève d'une approche syndicaliste-populiste, sans aucune profondeur, sans aucune envergure. La vacuité de cette approche n'est que d'autant plus flagrante désormais.

Nous affirmons qu'il existe trois lignes dans les mouvements se revendiquant du marxisme-léninisme-maoïsme. Il y a celle opportuniste de gauche, qui propose une idéologie clef en main dont Gonzalo serait la clef universelle permettant de faire ce que l'on veut comme on veut, ce qui est du gauchisme. Il y a celle opportuniste de droite voulant unir tous les maoïstes sans aucun égard pour le contenu idéologique. Il y a, enfin, la ligne juste qui fait des enseignements de Gonzalo et du Parti Communiste du Pérou l'interprétation correcte du maoïsme et prône la formation des pensées guides pour aller à la guerre populaire.

Cela revient à une lutte de deux lignes, car la ligne opportuniste de droite et la ligne opportuniste de gauche ont la même démarche anti-matérialiste historique et anti-matérialiste dialectique, comme en témoigne les multiples groupes folkloriques et bruyants, souvent éphémères, oscillant entre les deux, telles ces structures déjà disparues comme *Jugendwiderstand* en Allemagne, ou encore aux États-Unis le *Tampa Maoist Collective*, les *Red Guards Kansas City*, les *Red Guards Charlotte*, les *Red Guards Los Angeles*, les *Red Guards Austin*, etc.

Nous avons de notre côté, avec différentes forces, cherché à développer une autre tendance, allant dans le sens d'un réel niveau quant au matérialisme historique, d'une véritable clarté idéologique, ce qui va de pair avec l'acceptation des enseignements de Gonzalo et du Parti Communiste du Pérou. Nous con-

sidérons que notre document commun de 2013 sur la Pensée-Guide est une source très riche d'enseignement. La réfutation du révisionnisme de Prachanda a été réalisé en premier par le PCF (mlm) et c'est également une contribution tout à fait juste.

Il est fort dommageable que la réfutation internationale de Prachanda ne se soit pas prolongée politiquement jusqu'à se réaliser en une unité internationale. Il faut ici souligner le rôle néfaste de l'UOC(MLM) de Colombie, qui hier dénonçait le Parti Communiste Maoïste d'Italie comme centriste pour devenir finalement un de ses vassaux.

Il faut bien voir que l'échec de l'UOC(MLM) est d'autant plus dommageable que cette organisation avait les qualités de ses défauts. Elle ne comprenait pas la notion de semi-féodalisme semi-colonialisme et considérait de manière erronée son pays, la Colombie, comme capitaliste. Cela reflétait toutefois une observation très fine du développement du capitalisme (bureaucratique) agro-industriel dans son propre pays. L'UOC(MLM) aurait dû jouer un rôle primordial idéologiquement dans la crise actuelle, de par la nature de celle-ci. Mais comme elle a été hautaine avec la question animale et le changement climatique, elle n'a pas saisi la contradiction villes/campagnes de manière adéquate, elle a échoué à réaliser un saut qualitatif qui aurait été d'une grande valeur.

On peut se douter que le Parti Communiste d'Inde (maoïste) aurait également pu jouer ici un rôle très important, de par la situation de l'Inde dans le cadre de la contradiction villes/campagnes, de la culture historique existant dans ce pays par rapport à la condition animale. Ce Parti préserve cependant sa tradition de non-interférence dans le Mouvement Communiste International, tout comme le Parti Communiste des Philippines. Ces deux Partis ont d'ailleurs toujours réfuté les enseignements de Gonzalo, à l'instar du TKP/ML de Turquie.

De toutes manières, le problème de l'affirmation du marxisme-léninisme-maoïsme ne peut avoir qu'une base concrète, mais non pas syndicaliste, populiste, semi-anarchiste, etc. : cela doit être une base concrète historique.

Le problème de fond dans chaque pays est la question de l'assimilation des principes du matérialisme dialectique et de l'étude concrète de la réalité à partir de la subjectivité révolutionnaire reconnaissant la dignité du réel. Cela forme la base de la génération d'une pensée guide orientant l'engagement communiste dans les luttes de classes ayant, par définition, un cadre national.

Ce mouvement de génération des pensées guides va connaître un puissant développement avec la crise. La bourgeoisie n'a pas d'autre choix que de chercher à faire payer celle-ci aux pays opprimés, mais également au prolétariat des pays impérialistes. De la même manière, l'endettement massif des États consécutif à la pandémie de covid-19 ne consiste nullement en une abstraction comptable de la part des banques centrales réalisant une « création » d'argent, mais simplement en un crédit au détriment du prolétariat.

La pression va être gigantesque, dynamitant les rapports neutralisés entre les classes en raison de la grande vague d'accumulation capitaliste partie des années 1950 et renforcée par l'effondrement du social-impérialisme soviétique et le triomphe du révisionnisme en Chine.

La lutte de classe ne se bornera donc pas à un conflit pour une meilleure répartition des richesses, comme c'était principalement le cas pratiquement depuis cinquante ans dans les pays capitalistes les plus avancés en raison du caractère relatif seulement de la paupérisation du prolétariat, permettant la formation d'une puissante aristocratie ouvrière. Ce processus était relativement vrai dans les pays opprimés également.

La raison de ce changement est que la lutte de classes connaît désormais l'apport de la contradiction entre villes et campagnes, qui lui confère une dimension explosive. Elle reflète la dimension planétaire de la question révolutionnaire, elle plonge le mode de production capitaliste dans une contradiction avec la vie elle-même, elle révèle à la face du monde sa tendance à l'absolutisme destructeur.

Et, étant donné qu'il est triomphant, le mode de production capitaliste va partir à l'assaut des larges masses pour chercher à se sortir de cette crise générale.

Cela signifie la matérialisation de la lutte de classes la plus acharnée en raison d'une polarisation immense dans le cadre de la lutte des classes dont le cadre est planétaire tant dans la forme que dans le contenu de la crise. Le tissu prolétarien va se recomposer, l'affrontement entre les classes va reprendre son caractère authentique, sa substance étant la guerre, la bataille pour le pouvoir.

C'est là un aspect primordial pour saisir la nouvelle période qui s'annonce, et dont la compréhension distinguera plus que jamais les révolutionnaires authentiques des usurpateurs et ce tout au long du processus révolutionnaire. C'est le sens du mot d'ordre MLM : **GUERRE POPULAIRE JUSQU'AU COMMUNISME !**

La question est celle du pouvoir. Il faut un État qui soit celui des masses, sous la direction de la classe ouvrière. Cet État ne peut naître que dans la guerre, dans le renversement du vieil État et on voit avec la crise du covid-19 à quel point celui-ci est décadent, bureaucratique, toujours plus déconnecté de la réalité et des masses.

La contradiction État / société a été flagrante depuis le début de la crise sanitaire, et ce dans tous les pays du monde. C'est un aspect constitutif de la crise en tant que produit du mode de production capitaliste et son incarnation

concrète. La décadence de la bourgeoisie, aux commandes des États, est tout autant le produit de cette crise que sa manifestation politique et culturelle, idéologique.

Les puissances impérialistes les plus fragiles comme la France, l'Italie ou la Belgique ont particulièrement marqué les esprits sur le plan international de par leur grande faiblesse, laissant ni plus ni moins que la crise sanitaire s'installer dans leur pays en ne prenant des mesures que très tardivement et de manière largement insuffisante. Il en va de même dans des nombreux pays du monde, que cela soit en Inde où le gouvernement a littéralement renoncé à confiner la population en raison de la désorganisation totale du pays ou encore dans la plupart des pays africains, terrorisés devant le constat de leur impuissance.

Cette décadence des appareils d'États concerne également largement les deux super-puissances actuelles que sont la Chine et les États-Unis. En Chine, d'où est partie la pandémie de covid-19, l'État a été particulièrement ébranlé dans son élan expansionniste, malgré une apparente capacité à gérer sur le plan sanitaire, qui fut en réalité de type militaro-policière. Les États-Unis se retrouvent quant à eux profondément bouleversés par un affrontement entre les autorités fédérales et des gouverneurs d'État, rappelant la situation du XIXe siècle, ramenant l'État à une instabilité dans ses fondements originaux mêmes.

Nous affirmons que la question étatique est centrale. Le peuple doit devenir le nouvel État et cela demande un très haut niveau d'organisation et de conscience. Qui ne travaille pas en ce sens a une démarche anarchiste, totalement étrangère aux principes du bolchevisme. Il ne faut pas mener une activité populiste, mais réaliser un travail de fond, à la fois organisationnel et programmatique, pour qu'un nouvel État se constitue, brisant violemment le vieil État, l'écrasant dans tous les domaines, donc également culturellement et idéologiquement.

Cela pose, encore une fois, la nécessité de la pensée guide, d'une juste compréhension de la culture nationale, des mentalités populaires, du parcours historique propre à un pays. Il ne s'agit pas en effet de stopper, freiner, d'encadrer, de faire régresser le mode de production capitaliste dans chaque pays, mais bien de le dépasser.

Nous insistons sur ce principe de dépassement. Le matérialisme historique, fournissant le concept de mode de production, souligne que l'Histoire a un sens et ce sens s'intègre, de fait, dans le mouvement universel de la matière vers plus de complexité, plus de liaisons, plus d'interpénétrations.

Un mode de production concerne la vie sociale de l'Humanité et cette vie sociale se déroule toujours dans une situation concrète. C'est pourquoi on ne peut pas comprendre la crise du covid-19 sans voir que c'est un aspect du développement destructeur du mode de production capitaliste... Tout comme on ne peut pas comprendre la crise du covid-19 sans considérer la vie sur Terre comme une Biosphère, un ensemble organisé, en mouvement, en évolution.

Cela ne se comprend pas sans la dynamique du mode de production capitaliste, qui cherche à échapper à la chute tendancielle du taux de profit par la pressurisation du travail salarié, par l'élargissement de ses domaines d'interventions, par la guerre impérialiste avec ici en toile de fond l'inéluctable conflit sino-américain. Cela ne se comprend pas sans saisir la nature de la surproduction de marchandises et la surproduction de capital, dont le rapport dialectique forme le noyau dur de la crise générale du capitalisme.

Et tout cela s'exprime concrètement, dans chaque pays, comme contradiction révolutionnaire avec des aspects bien spécifiques.

L'unité du mouvement communiste international authentique, marxiste-léniniste-maoïste, ne peut passer que par des échanges scientifiques au sujet du caractère concret de ces aspects. Nous affirmons la nécessité d'une plate-forme internationale permettant d'accéder aux mises en perspectives des uns et des autres quant à ces aspects concrets.

Ce processus est de toutes façons inévitable, car la subjectivité révolutionnaire rompt avec l'idéologie dominante, tend inéluctablement au marxisme-léninisme-maoïsme, saisissant l'universel pour revenir au particulier et développer la guerre populaire dans le pays ayant été le terreau de cette subjectivité.

Il ne peut pas y avoir de diffusion formelle du marxisme-léninisme-maoïsme, cela ne produit qu'un opportunisme d'autant plus folklorique pour masquer sa nature réelle.

**Vive l'Internationalisme prolétarien !
Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !
Guerre populaire jusqu'au communisme !**

Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste de Belgique

Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)



L'engagement et le poids croissant de la subjectivité dans les métropoles impérialistes

Nous voulons ici rendre plus clair le rapport entre la notion de Parti et la question de l'engagement subjectif dans une métropole impérialiste. Nous ne raisonnons en effet pas du tout selon le principe de « l'adhésion », de la carte de membre, de la cotisation, etc.

Cela ne veut pas dire que nous n'assimilons pas les gens qui viennent chez nous, qu'ils ne s'intègrent pas selon des principes, des règles, avec des droits et des devoirs, dans le cadre d'une démocratie centralisée.

Ce que nous voulons dire ici, c'est qu'il y a un processus de reconnaissance naturelle entre notre organisation et les gens se reconnaissant en notre démarche. Nous fonctionnons en termes de longueur d'ondes, pour ainsi dire : il y a un principe d'unité qui tombe sous le sens entre les gens décidant de choisir de rompre avec les valeurs dominantes et d'aller dans le sens du communisme.

Nous ne demandons pas de comprendre parfaitement tel ou tel point idéologique ; ce qui compte c'est d'être en mesure de le comprendre et pour cela il faut être porté par une certaine rébellion dans les métropoles impérialistes.

Nous ne sommes pas une association, ni un syndicat ; nous ne sommes pas un regroupement pro-

grammatique de gens « raisonnables » s'étant tourné vers certains « principes ». Ce qui compte, c'est la dignité du réel, d'être porté par un mouvement historique résolument tourné vers le futur, en portant le principe de la transformation, de la collectivité.

Le caractère erroné du regroupement fermé sur lui-même et ne visant qu'à recruter

Il est une erreur connue qui a été faite dans les années 1960-1970 en France.

Face au Parti « Communiste » Français passé dans le camp du capitalisme suite au triomphe des positions révisionnistes, il y a eu des tentatives de reconstruire le Parti. Cependant, ces tentatives ont été formelles. Des gens ont établi un programme, le plus souvent en reprenant ce qui avait été fait dans le passé, puis ont mis en place quelques points théoriques, afin de se distinguer de ce qui n'allait pas à leurs yeux.

C'est une approche erronée, car elle n'est pas portée par la dignité du réel, mais par un esprit de « correction ». Le résultat bien connu est que ces gens ont cherché à recruter d'autres personnes autour de la base formée.

Ensuite, les gens recrutés devaient faire ceci ou faire cela, selon les exigences de l'organisation qu'ils avaient rejointe, chaque organisation se distinguant par un certain style, un certain état d'esprit, une certaine culture. Dans les années 1970, un homme à Lutte Ouvrière ne pouvait pas porter de boucle d'oreille pour ne pas « choquer », alors qu'une femme à la Ligue Communiste Révolutionnaire devait avoir des mœurs « libres ».

Dans tous les cas, les gens adhéraient à une organisation, car ils en appréciaient tel ou tel point, mais on ne prenait pas en compte leur personnalité, leur propre parcours. Ils étaient pris pour être façonnés dans un certain moule et obéir aux directives.

Soit le moule leur plaisait suffisamment et ils restaient un certain temps, soit somme toute cela n'allait rapidement pas et ils partaient d'autant plus vite. Les organisations construites de telle manière connaissent un intense va-et-vient.

Pourquoi les gens ne restaient pas, de toutes façons ? Car on ne prenait pas en considération leur richesse intérieure, ce qu'ils avaient à dire, à apporter. Un exemple vraiment flagrant est la Gauche Prolétarienne. Il est bien connu qu'après sa dissolution au début des années 1970, de

nombreux membres ont eu une carrière significative en tant qu'expert musical, journaliste, intellectuel, philosophe, dans la radio, etc.

C'est là l'expression d'un opportunisme individuel, mais également d'une incapacité de la Gauche Pro-létarienne à s'appuyer sur la richesse de ses membres. Forcés à être comme ci ou comme ça, les gens ressentent une certaine frustration et, à un moment, partent.

Cela ne signifie nullement qu'il faille accepter tous les subjectivismes – mais cela veut dire que si on ne comprend pas la subjectivité des gens, on ne peut pas les intégrer correctement et avoir une véritable organisation révolutionnaire.

*Le recrutement
comme fin en soi*

Il est bien connu que les Témoins de Jéhovah ou bien l'Église de la scientologie forment des « contre-mondes » séparés de la société et que le recrutement missionnaire est considéré comme vital pour alimenter un tel « contre-monde ».

Cette approche a été similaire à beaucoup d'organisations des années 1960, provoquant en retour une vague d'anarchisme et de pseudo-spontanéisme, dont l'expression la plus célèbre est De la misère en milieu étudiant.

Les anarchistes, spontanéistes proposaient une réponse totalement erronée à un vrai problème. En effet, des regroupements entièrement tournés vers eux-mêmes sont déconnectés de toute vie sociale et cul-

turelle. Les mentalités deviennent bornées, la vie de l'esprit se tarit, la déconnexion avec la réalité devient toujours plus marquée.

Les gens recrutés avaient comme mission d'en recruter d'autres, qui eux-mêmes devaient en recruter d'autres. La société n'était plus analysée, ni le pays ; l'organisation fonctionnait en cercle fermé, avec comme but de recruter pour elle-même, sans faire attention à rien d'autre.

Le pragmatisme était général ; tous les moyens étaient considérés comme bons. Une technique classique était d'envoyer des gens dans une autre organisation et, au bout de quelques mois, de les faire annoncer qu'en réalité ils s'étaient trompés, que l'autre organisation était en fait la bonne.

Les anarchistes, spontanéistes... ont affirmé que c'était inévitable au principe d'organisation et que, par conséquent, il fallait le supprimer. C'est là une réponse petite-bourgeoise à un travers petit-bourgeois.

Ce n'est en effet pas la question de l'organisation qui est en jeu, mais celui de la rupture. Qui a rompu avec les valeurs dominantes cherche, forcément, à retrouver des gens comme lui. Le recrutement comme fin en soi est une caricature de ce processus.

Aussi ne fallait-il pas dire que l'organisation est un principe mauvais en soi, mais : qui recrute-t-on ? Pourquoi ? Sur quelle base ?

*La seule base :
la rupture subjective*

La question de l'engagement subjectif a été comprise de manière progressive dans le mouvement communiste. Ce n'est pas apparent chez Lénine, aussi y a-t-il eu beaucoup d'erreurs dans l'interprétation de son activité.

Il est bien connu qu'il y a chez beaucoup de gens une lecture machiavélique de Lénine. Ce dernier aurait formé un cercle qu'il aurait « militarisé » pour être plus opérationnel en terme militant, formant une sorte de mini-armée prête au coup de force.

Cette lecture de la perspective de Lénine est totalement anti-léniniste. Elle fait de Lénine une sorte de calculateur pragmatique, prêt à tout du moment que cela marche et ce sur la base d'une organisation de petits soldats agissant au doigt et à l'œil selon les besoins pratiques.

Beaucoup de gens dans les années 1920 ont vraiment cru, en Europe de l'Ouest, que c'était cela le « bolchevisme ». Ne connaissant pas le matérialisme dialectique, ils n'ont rien compris de la démarche idéologique de Lénine ; partant de là ils pouvaient encore moins comprendre Staline, qui a souligné avec le marxisme-léninisme la nécessité d'une démarche idéologique, la nécessité d'un engagement dans l'affrontement de classe.

C'est tout le sens de la liquidation violente des contre-révolutionnaires dans les années 1930. **L'agent du NKVD, le commissaire politique,**

le travailleur de choc, le stakhanoviste était la pointe de l'engagement subjectif pour la cause communiste.

C'est également le sens de la diffusion de la pensée Mao Zedong en Chine populaire, où les communistes ont compris qu'il y avait un état d'esprit communiste propre à la situation d'un pays, que c'est cet état d'esprit, cette manière de voir et de sentir les choses qu'il fallait adopter et promouvoir. Le communisme, en Chine, était porté par Mao Zedong et la pensée Mao Zedong, c'est le marxisme-léninisme concrétisé en Chine.

C'est pour cette raison qu'au Pérou, l'idéologie du Parti Communiste n'a pas été défini abstraitement, mais correctement délimitée comme « marxisme-léninisme-maoïsme pensée Gonzalo, principalement pensée Gonzalo ».

Pourquoi cela ? Car il fallait quelqu'un pour concrétiser le matérialisme dialectique, pour porter la transformation.

Gonzalo a saisi la réalité du Pérou de manière matérialiste dialectique, parce qu'il était un révolutionnaire authentique, qui a assumé l'antagonisme, qui a compris ce qui devait se transformer.

De ce fait, tout révolutionnaire du Pérou considère nécessairement les choses comme lui, il retombe sur les mêmes vérités constatées par Gonzalo. Gonzalo a été le premier et il sert de repère.

Comme qui plus est Gonzalo a été à la pointe du regard matérialiste dialectique au Pérou, qu'il a ouvert des espaces, de nouvelles compréhensions, qu'il s'est forgé comme un dirigeant, cela implique que sa pensée sert de guide, car elle balise le chemin à suivre pour les révolutionnaires au Pérou.

Et lorsqu'il n'y a plus Gonzalo, ceux qui ont assumé sa direction prolonge son mouvement et approfondisse sa démarche, jusqu'à faire passer à une autre étape, exactement comme Staline a prolongé le mouvement de Lénine en URSS et comment Mao Zedong a approfondi la démarche de Lénine au point de vue universel, dans le contexte chinois.

La pensée guide n'est ainsi pas un « ajout » au matérialisme dialectique, ni une « interprétation » : c'est au contraire le matérialisme dialectique lui-même, dans une situation concrète, de manière pratique, car c'est la seule manière dont le matérialisme dialectique peut exister, de manière transformatrice.

D'où le mot d'ordre péruvien de « arborer, défendre et appliquer, principalement appliquer ». L'aspect principal est la l'application, la transformation, exactement comme la RAF se fondait sur le primat de la pratique.

Et cela passe par des grands dirigeants, qui affirment la transformation, qui la portent dans leur existence même.

Staline est ici un excellent exemple même d'une abnégation complète de son existence sachant assumer les différentes situations, depuis les braquages de banque jusqu'à la conduite de la construction du socialisme en URSS, puis la direction de la Grande guerre patriotique antinazie.

Voilà pourquoi il est tellement la cible de la propagande contre-révolutionnaire ; voilà pourquoi les dirigeants révolutionnaires en général sont la cible de la contre-révolution cherchant à les nier, en dire du mal, les agresser, les exterminer, etc., afin d'écraser ce qu'ils véhiculent.

*Parti de cadres
ou de militants ?*

À l'arrière-plan de la question subjective concernant la définition de qui est communiste, on trouve la question des cadres et des militants. Le cœur de l'erreur des regroupements visant au recrutement comme fin en soi est qu'ils veulent des militants obéissant à des cadres.

Ce n'est pas là la vision correcte du rapport entre communistes. Il n'y a, au sens strict, pas de distinction entre cadres et militants dans une organisation communiste.

Bien entendu, il y a des éléments plus avancés, plus éprouvés, ayant des fonctions techniques, opératives, dirigeantes. Cependant, dans leur nature, ils ne sont pas différents des autres.

En effet, en pratique, tout le monde doit aller dans le sens d'être cadre. C'est un processus long, connaissant un développement inégal. Ce n'est

pas un processus linéaire et une véritable organisation est capable de prendre les gens tels qu'ils sont et de les accompagner dans leur montée en puissance sur le long terme.

Staline note, avec une justesse caractéristique de sa part, cette question du facteur individuel (on devrait en fait dire : personnel), en 1937 dans son discours « *Pour une formation bolchévik* ».

« Enfin, encore une question. Je veux parler de l'attitude formaliste et sèchement bureaucratique de certains de nos communistes pour le sort de tels ou tels membres du Parti, pour les exclusions du Parti ou la réintégration des exclus dans leurs droits de membres du Parti.

La vérité est que certains de nos dirigeants du Parti pèchent par un manque d'attention pour les hommes, pour les membres du Parti, pour les militants. Bien plus, ils ne cherchent pas à connaître les membres du Parti, ils ne savent pas ce qui fait leur vie, ni comment ils progressent ; d'une façon générale, ils ne connaissent pas les militants. C'est pourquoi, dans leur façon d'aborder les membres du Parti, les militants du Parti, ils ne tiennent pas compte du facteur individuel.

Et, justement parce qu'ils ne tiennent pas compte du facteur individuel en jugeant les membres du Parti et les militants du Parti, ils agissent habituellement au hasard : ou bien ils les vantent en bloc et sans mesure (...).

La plupart du temps, on exclut du Parti pour ce qu'on appelle la passivité. Qu'est-ce que la passivité ?

On considère, paraît-il, que si un membre du Parti ne s'est pas assimilé le programme du Parti, il est passif et doit être exclu.

Mais c'est faux, camarades. On ne peut pourtant pas interpréter de façon aussi pédonasque le statut de notre Parti. Pour s'assimiler le programme du Parti, il faut être un vrai marxiste, un marxiste éprouvé et possédant une formation théorique.

Je ne sais s'il se trouvera beaucoup de membres dans notre Parti, qui se soient déjà

assimilé notre programme, qui soient devenus de vrais marxistes éprouvés et possédant une formation théorique. Si l'on continuait à marcher dans cette voie, il ne nous faudrait laisser dans le Parti que les intellectuels, et, en général, les hommes savants.

Qui a besoin d'un tel Parti ?

Nous avons pour l'appartenance au Parti une formule léniniste vérifiée et qui a résisté à toutes les épreuves. Selon cette formule, est considéré comme membre du Parti celui qui reconnaît le programme du Parti, paie les cotisations et travaille dans une de ses organisations. Remarquez bien : la formule léniniste ne parle pas d'assimilation du programme, mais de reconnaissance du programme.

Ce sont deux choses absolument différentes. Inutile de démontrer qu'ici c'est Lénine qui a raison, et non pas nos camarades du Parti, qui bavardent inutilement d'assimilation du programme.

Et cela se conçoit.

Si le Parti partait du point de vue que, seuls, les camarades qui se sont assimilés le programme et sont devenus des marxistes théoriquement formés peuvent être membres du Parti, il ne créerait pas dans son sein des milliers de cercles communistes, des centaines d'écoles du Parti, où l'on enseigne le marxisme aux membres du Parti et où on les aide à s'assimiler notre programme.

Il est parfaitement clair que si le Parti organise ces écoles et ces cercles pour ses membres, c'est parce qu'il sait que les membres du Parti n'ont pas encore eu le temps de s'assimiler le programme du Parti, qu'ils n'ont pas encore eu le temps de devenir des marxistes ayant une formation théorique.

Ainsi donc, pour redresser notre politique dans la question de l'appartenance au Parti et des exclusions, il faut en finir avec cette façon stupide d'interpréter la question de la passivité. Mais nous péchons encore sur un autre point, dans ce domaine.

La vérité est que nos camarades ne reconnaissent pas de milieu entre les deux extrêmes. Il suffit qu'un ouvrier, membre du Parti, commette une faute légère, qu'il arrive en retard une ou deux fois à une réunion du Parti, qu'il ne paye pas pour une raison ou pour une autre sa cotisation, pour qu'aussitôt il soit chassé du Parti.

On ne cherche pas à établir le degré de sa culpabilité, le motif pour lequel il n'est pas venu à la réunion, la raison pour laquelle il n'a pas payé sa cotisation. Le bureaucratisme, dans ces questions, est tout simplement inouï. »

Ainsi, à la fameuse alternative Parti de cadres / Parti de masse sur laquelle a buté l'Internationale Communiste pendant les années 1920-1930, nous répondons qu'il faut avoir une forte exigence, donc aller dans le sens d'un Parti de cadres, tout en sachant que dans les faits les masses elles-mêmes peuvent être cadres si elles se lancent réellement.

Il y a ici une dialectique à l'œuvre qui ne peut être saisie que dans la pratique, et il est évident que, dans une métropole impérialiste source de corruption, cette pratique vit dans l'antagonisme : c'est ce terrain qui définit les modalités d'organisation du Parti.

Qu'est-ce que l'activisme communiste dans une métropole impérialiste ?

Un reproche qui nous est fait consiste à dire, pour résumer, est qu'en respectant les parcours personnels et en nous reposant sur la question de la subjectivité, on enlève tout espace pour le « militantisme ».

Une telle lecture est fondamentalement fautive, car elle se fonde sur l'analyse totalement erronée qu'il existerait, dans une métropole impérialiste comme la France, un terrain naturel, spontané, pour l'activité communiste et qu'il suffirait simplement de recruter pour apporter des militants dans un tel cadre.

Il faut vraiment être sur une base syndicaliste pour croire qu'il suffirait de monter un regroupement « militant » et d'intervenir dans un pays pacifié, d'esprit petit-bourgeois jusque dans la classe ouvrière, pour croire qu'on va changer les choses. En 1988, la RAF et les BR-PCC constataient déjà que :

« Le niveau historiquement atteint par la contre-révolution impérialiste a fondamentalement modifié le conflit entre l'impérialisme et les forces révolutionnaires. Cela signifie devenir conscient du poids croissant de la subjectivité dans la confrontation des classes et du fait que le terrain révolutionnaire ne peut pas être un simple réflexe aux conditions objectives. »

C'était là la conclusion de toute une réflexion commençant dans les années 1960 et constatant l'impact du 24 heures sur 24 du capitalisme. Aussi, il n'est certainement pas possible d'avoir une conception réduite, bornée de l'activité communiste et de s'imaginer que « militer », c'est diffuser des tracts dans une manifestation ou adhérer au syndicat de son entreprise.

Dans une métropole impérialiste, la question se pose de manière extrêmement complexe, car il n'est tout simplement pas possible d'aborder les gens pour proposer la révolution – même s'ils l'accepteraient, ils resteraient sur une base subjective et une démarche culturelle prisonnières du capitalisme.

On le voit bien avec les mouvements de contestation « anticapitaliste » comme le Parti du Travail en Belgique, La France Insoumise en France, Podemos en Espagne, etc. Il n'y a dans le fond strictement

aucune rupture avec le capitalisme. Il n'y a pas d'espace « naturel » où militer – ce sont aux communistes de les former, de les développer et c'est un processus qui demande des qualités humaines qui n'apparaissent pas du jour au lendemain.

Ce sont ces qualités qui permettent d'asseoir la subjectivité, qu'elle soit à la hauteur face à la corruption et à l'envahissement des valeurs bourgeoises dans le 24 heures sur 24 du capitalisme.

*Les porteurs de rupture,
chose la plus précieuse*

Dans son discours de 1935 prononcé au palais du Kremlin à l'occasion de la promotion des élèves de l'Académie de l'Armée rouge, connu sous le nom de « L'Homme, capital le plus précieux », Staline dit la chose suivante. Auparavant, nous étions dans une situation économique très arriérée et il fallait dire « la technique décide de tout ». Maintenant, il faut dire « les cadres décident de tout », sinon on ne peut pas avancer dans le socialisme.

Il en va de même pour le Parti et la question du poids croissant de la subjectivité dans les métropoles impérialistes, lieu de perdution pour les esprits, de démolition pour la sensibilité. Ce qui porte le Parti, ce sont des êtres humains incarnant une démarche de rupture. Sans de tels êtres humains, il n'y a rien.

On ne peut pas les évaluer de manière formelle, en portant sur eux le même regard que sur des militants associatifs ou des représentants syndicaux. Ce qu'il porte les amène à

avoir un profil différent. Il ne faut bien entendu pas faire du fétichisme de ce profil, sinon c'est du subjectivisme. Ce n'est pas évident et c'est un danger « de gauche ».

Mais il est moins dangereux que le danger « de droite » visant à aplatir les gens, à les réduire pour ainsi dire à néant.

Les porteurs de rupture sont la chose la plus précieuse, car ils forment le matériau humain servant de vecteur à l'expression de la révolution. Ils portent en effet la conflictualité, le refus complet d'accepter l'ordre dominant.

Au sens strict, ils expriment le besoin de communisme et véhiculent l'antagonisme. Voilà pourquoi ces porteurs doivent être préservés, doivent voir leur niveau s'élever, doivent se façonner selon les besoins de l'époque.

Staline a résumé cette nature particulière en disant que les communistes sont taillés dans une roche à part ; Gonzalo insiste pareillement sur l'esprit communiste particulier, constitué d'une passion inextinguible, d'une volonté ferme et résolue, avec un esprit clair et audacieux, expression de la révolution. Gonzalo, auteur du document de mars 1980 du Parti Communiste du Pérou intitulé Commençons à démolir les murs et à déployer l'aurore, dit ici encore :

« Nous sommes communistes, grandis dans un temple à part, faits d'une roche à part ; nous sommes des communistes prêts à tout et nous savons ce que nous avons à affronter. Nous l'avons déjà affronté, nous l'affronterons encore demain. Le futur, fils du

présent, sera plus dur, mais le passé nous a déjà trempé et au présent nous nous for-geons.

Trempons nos âmes dans la révolution, ce sont les seules flammes capables de nous forger. Nous avons besoin d'un optimisme élevé, qui a une raison d'être : nous sommes ceux qui conduisent ceux qui façonnent l'avenir, nous sommes des guides, l'état ma-jor du triomphe invincible de la classe, pour cette raison nous sommes optimistes.

Nous possédons l'enthousiasme, parce que nous nourrit l'idéologie de la classe : la marxisme-léninisme-pensée Mao Zedong. Nous vivons la vie de la classe, nous parti-cipons de sa geste héroïque, le sang de notre peuple nous remplit d'ardeur et bout dans nos cœurs.

Nous sommes ce sang puissant et palpitant, prenons ce fer et cet acier inflexible qu'est la classe et fusionnons-le avec la lumière im-marcescible [= qui ne peut se flétrir] du marxisme-léninisme-pensée Mao Zedong. L'enthousiasme, c'est participer de la force des dieux, c'est pour cela que nous débordons d'enthousiasme, parce que nous parti-cipons des divinités du monde actuel : la masse, la classe, le marxisme, la révolution. Pour cette raison, notre enthousiasme est in-épuisable, pour cette raison, nous sommes

forts, optimistes, notre âme est vigoureuse et nous débordons d'enthousiasme.

Et qu'avons-nous vu ici? Des dirigeants, des militants orphelins d'optimisme, ayant perdu l'ébullition enthousiaste, des âmes éteintes, des volontés déchues, des passions en fuite. Inacceptable.

Nous en connaissons l'origine : ce qui les soutient, ce n'est pas le marxisme, la classe ni la masse, c'est l'individualisme corrosif; c'est la pourriture réactionnaire qui les fait s'effrayer, c'est d'avoir été moulé dans les cloaques du vieil ordre, c'est l'expression d'un monde qui se meurt, ce sont les gaz mortels qui s'échappent des barrages de la réaction ; à cause de cela, leurs énergies s'affaiblissent, leur cœur tremble, la pensée les abandonne, leurs nerfs se détruisent, leur action se trouble. »

Pense-t-on une seule seconde que les communistes tels qu'ils sont définis ici se « recrutent » ? Absolu-ment pas, ils sont le produit de l'his-toire, ils se forgent collectivement dans le Parti, ils correspondent à un certain état d'esprit qu'un dirigeant synthétise dans chaque pays.

C'est d'ailleurs pour cela que l'État ouest-allemand avait fait en sorte de liquider en prison Ulrike Meinhof en 1976, Andreas Baader, Jan-Carl Raspe et Gudrun Ensslin en 1977. C'était le matériau humain que l'im-périalisme voulait supprimer.

Car le capitalisme sent que même s'il supprime tout espace d'antagon-isme, il est des porteurs de rébel-lion, qui trouvent les failles de par leur rupture subjective, qui choisissent de s'engager pour lever le drapeau de la révolution.

Le Parti consiste en ces porteurs ; il est leur maison, ce sont eux qui le forme et c'est lui qui les forge. Avoir une lecture formelle en cette ques-tion, c'est littéralement massacrer ce qu'est le Parti dans sa substance même, et cela d'autant plus de par le poids croissant de la subjectivité dans les métropoles impérialistes.



Guerre populaire jusqu'au Communisme !

L'esprit national français et le Parti Communiste

L'Italien Vincenzo Gioberti, un partisan de l'unité nationale italienne au XIXe siècle, disait des Français qu'ils sont des gens « *qui vont par sauts et par bonds, et qui sont des gens de premier mouvement* ». C'est que les Français sont des gens pour qui vivre c'est dans un même élan raisonner et se mettre à relier, enchaîner, combiner, associer, arranger, composer, coordonner, apparier, ordonnancer.

C'est un jeu de l'esprit qui permet de triompher de l'adversité et c'est le sens du mot de Napoléon dans une lettre : « *c'est impossible m'écrivez-vous ; cela n'est pas français.* »

Les Français sont au sens positif mathématiciens, ingénieurs, pharmaciens, avocats, militaires du génie. Ils sont au sens négatif des politiciens opportunistes, des libertins pour qui tromper est un plaisir de l'esprit, des commerçants truqueurs, des religieux prenant des libertés avec leur propre religion, des généraux calculateurs.

Les caractéristiques de l'esprit national français

Les Français sont particulièrement sociables : ils ont besoin d'entendre des bons mots. Pour eux, rire, c'est apprécier un trait de l'esprit et aussi pardonnent-ils tous les propos, toutes les caricatures, refusant de s'offusquer au nom de tel

ou tel principe féodal-patriarcal. Les Français aiment les éclairs de génie et peu importe qu'une œuvre soit longue et insipide, si on y trouve de belles formules. On pardonne le caractère insipide des Fleurs du Mal de Baudelaire rien que pour le vers si bien trouvé « *Homme libre, toujours tu chériras la mer !* ».

Les Français sont donc littéraires, car ils aiment agencer les mots, mais ces mots peuvent être des idées, des formules ou des actions. Les Français apprécient les sports où il y a de subites fulgurances, ce qu'on appelle le « French flair » dans le rugby mondial et qui fait que la France est la hantise du football allemand pour ses initiatives inattendues.

Pour les Français, un mot, une idée, une action... relève toujours d'une partition, celle de la raison, comprise comme un jeu de l'esprit. Tout succès ne peut venir que de là et Charles de Saint-Évremond définit au XVIIe siècle cette vision des choses en disant que : « Il n'est rien que l'intelligence du Français ne puisse faire, pourvu qu'il veuille bien se donner la peine de réfléchir ».

Le trait d'esprit comme marque française

Cyrano de Bergerac d'Edmond Rostand (1897) est une œuvre réactionnaire, car elle caricature ce qui est la marque française : la capa-

citée à forger un trait d'esprit comme expression d'une lecture analytique des choses. Dans la pièce *Cyrano de Bergerac* et dans le comique produit de manière commerciale, c'est au contraire totalement vain.

Le véritable trait d'esprit comme marque française correspond, dans sa nature authentique, à des pointes venant couronner un subtil agencement. Ce sont les ornements ingénieux des châteaux de la Loire, c'est Molière et ses portraits comiques des caractères non raisonnables, c'est La Bruyère et sa peinture démonstrative de caractères également. C'est Racine et ses portraits de psychologies raisonnant calmement sur leur folie furieuse, c'est le château de Versailles et son très raisonnable jardin, c'est la déclaration des droits de l'Homme comme expression constitutionnelle raisonnée d'un peuple raisonnable composé de citoyens.

L'esprit en réflexion ou le doute permanent

Comme penser c'est réfléchir, que réfléchir c'est triompher, les Français ne veulent jamais s'interrompre dans la mise en branle de l'esprit. C'est là leur problème : ils raisonnent en roue libre, jusqu'à déraisonner. Les Français n'aiment pas les pensées qui se concluent, ils n'aiment pas les théoriciens, les idéologues, les théologiens, les penseurs. Ils apprécient les intellectuels, ceux pour qui, à l'instar de Pascal, « *La vérité est une pointe subtile* ».

Les vrais auteurs sont donc, aux yeux des Français, les essayistes : Montaigne, Camus, Voltaire, Jaurès, Sartre, Maurras, Bernanos... Dites une chose en disant que vous en êtes certains, les Français ne vous écouteront pas. Dites la même en chose en disant que vous en doutez encore, ils la croiront. MERCI
Le caractère historique de l'esprit national français

Les Français ont systématisé le doute cartésien, le doute permanent de Descartes au sujet de

toute chose, qui était déjà exprimé dans le scepticisme de Montaigne. C'est pour cela qu'on dit des Français qu'ils sont « cartésiens ». Mais c'est là en réalité une faiblesse historique, c'est le fruit de l'incapacité à assumer le protestantisme, alors que Jean Calvin est par ailleurs Français. Historiquement, le relativisme français existe pour mettre de côté la religion catholique omniprésente, parce que le pays n'a pas été à la hauteur pour assumer le calvinisme, avec son affirmation de la responsabilité personnelle et de l'autonomie de la raison.

Ce relativisme traverse l'Histoire française, depuis François Ier et sa mise au second plan de la religion, jusqu'à la franc-maçonnerie avec son refus bourgeois des contradictions intellectuelles et bien sûr l'idéologie républicaine qui cherche à neutraliser toute opinion, toute idée, toute valeur.

Le capitalisme avancé, avec son ultra-individualisme, son égocentrisme, ne pouvait qu'être en phase avec un tel relativisme, un tel repli sur l'individu. C'est la raison pour laquelle l'idéologie « post-moderne » s'appuie en grande partie sur les philosophes français relativistes, existentialistes, tournés vers la conscience individuelle « *critique* », etc.

L'esprit national français se retourne en son contraire

Le relativisme et le scepticisme ont asséché la vigueur de l'esprit, apportant de la rigidité dans une société censée être fluidifiée par le « génie français ». La société bourgeoise a toujours plus systématisé ce qu'avait déjà mis en œuvre, en partie, la société féodale : l'esprit français, « *carré* » et ingénieux, s'est réduit au fait de picorer, piocher, emprunter une démarche partiellement seulement. Être poli, cultivé serait emprunter des prêts-à-penser, des prêts-à-exister en société.

« *Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement / Et les mots pour le dire arrivent aisément* » expliquait ainsi Boileau dans son fameux Art poétique du XVIII^e siècle, ce grand classique français. Et force est de constater qu'au-delà des mérites d'une telle approche, cela a produit des générations de jeunes se croyant intelligents et même subtils, car ils écrivaient avec des paragraphes organisés et qu'ils connaissaient la géométrie.

L'esprit national français et la question romantique

Les Français veulent de la rigueur dans l'expression des choses et des personnes : c'était un grand progrès face à la barbarie et au féodalisme. Mais ce progrès, devenu fictif, formel, abstrait, a produit un rejet de la vie dans toute sa complexité.

Les Français voient dans les caractères entiers des dogmatiques ou des fantaisistes, qui systématisent leurs travers consistant à se laisser entraîner malgré eux. Les Français valorisent de rester à distance des choses, de maintenir un écart et cela est particulièrement vrai dans leur rapport dénaturé aux animaux.

Cette problématique était apparue dès le XVIII^e siècle et le romantisme est né justement en Allemagne et en Angleterre comme expression du besoin d'authenticité face aux manières, aux règles, aux codes sociaux que l'esprit national français a produit et finalement transformé en partie en arbitraire au XVIII^e siècle.

L'amour romantique, immédiat et unitaire, a été le symbole d'une opposition à un esprit français pour qui les sentiments ne pouvaient être exprimés que par étapes, selon des règles préétablies, telles que notamment présentées dans la « *carte de Tendre* » au XVIII^e siècle.

Les contradictions de l'esprit national français
La France a payé cher la contradiction entre l'approche raisonnable – formelle de son esprit

national et le romantisme international. Par esprit de défense nationale, elle a réfuté le romantisme, ce qui a amené la naissance d'un romantisme français qui a été une démarche ultraréactionnaire, un travestissement des romantismes allemand et anglais, visant à utiliser le naturel, le sentimental... pour attaquer la République. Ce sera la base idéologique de l'idéologie monarchiste française jusqu'en 1914, puis du fascisme international comme idéologie se prétendant libératrice, spontanée, vitaliste, créatrice, etc.

Qui plus est, dans une société capitaliste développée, l'esprit formel d'abstraction et le repli sur une conscience relativiste devaient inmanquablement se généraliser. Les Français sont alors d'autant plus aisément versatiles, superficiels, vaniteux, légers, inconstant.

Pire encore, au niveau de la superstructure idéologique, les contradictions sont antagoniques entre un esprit républicain se voulant universel et une reconnaissance de tous les relativismes communautaires et religieux.

Dépasser l'esprit national français en l'amenant à l'universel

L'esprit national français accompagne l'émergence du peuple français et il va se prolonger, en ne gardant que l'essentiellement positif, dans la disparition du peuple français dans la république socialiste mondiale.

Ce processus est historiquement évident rien que par le fait que l'esprit national français a été un obstacle général à l'intégration des principes du marxisme. L'esprit national français a permis l'avènement d'un socialisme français remuant, en mouvement permanent, capable de prendre des initiatives, comme lors de la tentative de coup d'État du 6 février 1934. Il a permis d'avoir des luttes de classe avec des esprits clairs, pleines de fulgurances dans leurs interventions. Mai 1968 ne s'explique pas sans saisir l'esprit national français et c'est ce qui lui confère une expression littéraire, artistique.

Les socialistes et l'esprit national français

Les socialistes français, lors de leur unification en 1905, ont souligné que dans les rangs deux choses devaient primer : tout d'abord une expression entièrement libre, ensuite une représentation proportionnelle dans la direction des idées exprimées dans le Parti. Cette approche était accompagnée d'un fédéralisme à tous les niveaux.

Cette conception s'oppose historiquement à celle de la social-démocratie, qui pose une centralisation organique et exige une même mise en perspective. Elle s'appuie très clairement sur le libéralisme bourgeois, avec notamment la franc-maçonnerie, ainsi que sur le scepticisme ayant traversé l'histoire culturelle française.

Les socialistes avaient bien entendu des moments de fulgurance, avec des figures politiques haut-en-couleur connues pour cela, tels Jules Guesde et Jean Jaurès. Le refus de systématiser fermait toutefois la porte à toute possibilité d'établir un programme politique bien déterminé.

Les communistes et l'esprit national français

Le Parti Communiste est une tentative de dépasser le socialisme français avec ses traditions relativistes. Il a cependant échoué et est revenu très rapidement, dès les années 1930, à une valorisation de l'esprit républicain, de l'expression relative d'avis multiples.

Le Parti Communiste a été remuant et efficace lorsqu'il s'appuyait sur l'esprit national français, avec des activistes plein d'esprit, mais c'est devenu une démarche ayant l'esprit national français comme fin en soi. Le Parti Communiste a dès les années 1930 mis en valeur la Marseillaise, la République, le drapeau Bleu Blanc Rouge, affirmant que l'esprit national français non seulement se conjuguer au communisme, mais même qu'il lui ouvrait la voie, voire qu'il était lui-même le chemin au communisme.

Toutes les positions de Maurice Thorez sont traversées par cette valorisation de l'esprit national français, qui est en réalité une soumission à la société bourgeoise. C'est que l'esprit national français n'existe pas abstraitement, il existe seulement comme mise en perspective d'une classe.

Parti Communiste de France et non pas Parti Communiste Français

L'esprit national français dans son interprétation bourgeoise a tellement apporté de subversion dans les rangs communistes que le nom du Parti a été incorrect, étant le seul dans l'Internationale Communiste à utiliser l'adjectif national, au lieu de désigner la localisation historique, géographique.

La réponse ne peut qu'être la suivante : l'esprit national français accompagne la nation, mais il n'est pas la nation et obéit à la loi de la contradiction dans son parcours. Le relativisme français a permis comme retrait intellectuel défensif de faire céder le catholicisme, mais il aurait mieux valu que le calvinisme l'emporte, car il représentait une affirmation réellement positive en comparaison.

Le subtil agencement des choses n'a pareillement pas le même sens suivant qu'on se cantonne dans la gestion des choses comme un bourgeois ou qu'on reconnaisse la dignité du réel et de son mouvement dialectique. L'esprit national français, par exemple, consiste aussi en l'application criminelle de l'expérimentation animale comme « *jeu de l'esprit* ».

En ce sens, et c'est sans doute vrai pour tous les pays, on peut dire que l'esprit national français n'a une portée que démocratique, qu'il accompagne la mise en place des nations comme formes civilisées d'organisation sociale, mais que leur limite est leur vision du monde, forcément borné à leur horizon, qui est la classe bourgeoise établissant la nation dès l'émergence du capitalisme.

Le prolétariat, classe universelle, peut puiser dans la réalité nationale-démocratique, mais son drapeau est nécessairement uniquement rouge, car son esprit est par définition international, mondial ; son esprit est celui de l'humanité travailleuse toute entière dans sa marche au communisme.

Le Parti Communiste est le Parti de la classe ouvrière, dans les conditions concrètes d'un pays qui a son parcours qui lui est propre. Le Parti Communiste a ainsi une dimension universelle, tout en étant lui-même particulier : pour faire l'Histoire universelle, il doit dépasser l'Histoire de son pays, et pour cela il doit déjà faire l'Histoire de son pays. L'aspect principal est toutefois l'aspect universel.

Le Parti Communiste ne peut pas être « français », mais de France, même si le Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste) s'appuie sur la réalité nationale-démocratique française pour faire triompher la démocratie populaire comme expression de la dictature du prolétariat. Il en va de même pour l'art dans le socialisme, qui sera national dans sa forme, mais socialiste dans son contenu. Les meilleurs traits nationaux passent dans l'universel, les autres disparaissent, tout comme le Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste) s'effacera dans le Parti Communiste mondial.



Le chemin au PCF(mlm)

Le chemin menant au PCF(mlm) consiste en une série de sauts qualitatifs nécessaires historiquement. Il s'ouvre au début des années 1990.

Action Directe a été une organisation de lutte armée issue du mouvement autonome de la fin des années 1970 et des milieux anarchistes. Elle se fait écraser dans la seconde partie des années 1980. Au début des années 1990, il y a dans la mouvance d'Action Directe deux

courants, l'un de type « guévariste » et publiant la revue Guérilla, l'autre exigeant des analyses politiques en développement et qui publiera la revue trimestrielle Front Social dans la seconde partie des années 1990.

La revue Front Social

De par leur orientation, les gens de la revue Front Social se lièrent de manière approfondie (ou très approfondie) à l'extrême-gauche turque,

principalement les milieux du TKP(ML) et du DHKC. Concrètement, on peut considérer la revue Front Social comme relevant des milieux de l'extrême-gauche turque durant tout son parcours.

Il y avait également eu des discussions approfondies avec les quelques sympathisants en France de la revue maoïste internationale Un monde à gagner (notamment du Bangladesh) et avec le Mouvement Populaire

Pérou, émanation du Parti Communiste du Pérou pour le travail à l'étranger.

Mais le milieu principal où agissaient les gens de la revue Front Social était l'extrême-gauche turque. C'était alors vu par eux comme inévitable. La position était de considérer que seuls les milieux alternatifs pouvaient tenir le choc face au 24 heures sur 24 du capitalisme, mais que malheureusement il n'existait pas en France de scène comme en Allemagne avec les autonomes, qui disposaient de bases comme les squats, les centres sociaux, des organisations « souterraines » échappant aux surveillances étatiques.

Les milieux de l'extrême-gauche turque formaient donc un véritable refuge, puisque de toutes façons il était estimé qu'il fallait se tourner politiquement vers les expériences les plus avancées relevant forcément d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. C'était une application de la ligne « anti-impérialiste » et ce n'est pas un secret que la RAF allemande était ici la référence.

*La contradiction
dans la revue Front Social*

La tension existante dans la revue Front Social était la suivante : d'un côté, il y avait l'étude, la valorisation et les contacts avec les milieux alternatifs, en ayant conscience de leurs limites, mais considérant que c'était un espace possible pour l'expression d'un véritable antagonisme dans un pays capitaliste aseptisé. De l'autre, il y avait l'appui à des expériences politiques très avancées,

très structurées, comme celles de Turquie et du Pérou.

Il fallait faire un choix :

- soit proposer une ligne activiste dans les milieux alternatifs et militants, en profitant des acquis effectués... en considérant que le niveau atteint était tel qu'il y avait les moyens de concrétiser quelque chose ayant une petite ampleur ;
- soit considérer qu'il fallait prolonger le tir, parvenir à une synthèse idéologico-politique, en se mettant encore plus à l'écart de ce qui se passe comme activisme ou pseudo-activisme dans la métropole impérialiste.

Il va de soi que les perspectives étaient opposées et que la tension entre les deux positions ne pouvaient qu'aller en grandissant. Il en résultait surtout qu'attendre, c'était placer la revue Front Social dans une situation très délicate face à la répression, de par les perspectives proposées. Le rapport des Renseignements Généraux ayant « fuité » en 2000 fut considéré comme le bon moment pour cesser Front Social et cela provoqua la séparation des tenants des deux positions.

DES ELECTRONS LIBRES

o Nostalgiques de l'ex-Action Directe

- Les Noyaux Autonomes pour le Communisme

Apparu en début d'année 1995 sous la dénomination initiale de Noyaux Anti-Capitalistes, le mouvement Noyaux Autonomes pour le Communisme s'est organisé autour de la publication "Front Social".

Revue trimestrielle lancée à l'automne 1995, et ferraillant sur le créneau de la "Triple oppression" -racisme, sexisme et capitalisme comme fondements et piliers des sociétés contemporaines-, elle prône la réappropri-

ation sociale, un front anti-impérialiste et antifasciste, les luttes sociales d'offensive anticapitaliste, la création de "cercles actions" ; "l'autonomie de classe"

Aspirant, entre autres, au communisme, à la révolution, au "Marxisme-Léninisme - Maoïsme", les N.A.C., bien que donnant dans l'intellectualisme, revendiquent en privé l'héritage de l'ex-Action Directe.

La structure reprend d'ailleurs l'emblème de l'étoile à cinq branches en ajoutant, en son centre, un poing fermé. Bien qu'elle prétende travailler "à la construction d'un rassemblement des révolutionnaires, sur une base d'avant-garde et selon les principes marxistes-léninistes-maoïstes", l'organisation compte au mieux une vingtaine de membres. Vulgarisant nombre de textes célébrant "les antifascistes kurdes en France", les Cellules Communistes Combattantes (C.C.C.) de Belgique, l'I.N.L.A. en Irlande, les G.R.A.P.O. d'Espagne, la R.A.F., les Brigades Rouges, l'ex-Action Directe..., les N.A.C. sont en relation avec des éléments peu ou prou impliqués au sein des organisations terroristes concernées.

*C'est ainsi que le leader des N.A.C., *** a effectué, en Italie, divers séjours le mettant en rapport avec "l'Autonomie Ouvrière" et a, en janvier 1998, contribué à animer en Allemagne des rencontres avec des proches de la R.A.F. et des Brigades Rouges tandis qu'il correspond par ailleurs avec les leaders emprisonnés de l'ex-Action Directe.*

*De son côté, ***, révolutionnaire de longue date, dispose de relations anciennes avec les sympathisants de la R.A.F. et des proches de l'ex-Action Directe tandis que ***, désormais en retrait, aurait des accointances en direction de l'I.N.L.A..*

D'une manière générale, la structure semble entretenir des contacts plus particuliers avec d'anciens brigadistes ayant appartenu à la "Cellule pour la Constitution du Parti Communiste Combattant" (C.C.-P.C.C.). A noter toutefois que, bien que les N.A.C. ne soient pas peu fiers de rappeler que la Fédération Anarchiste a interdit leur revue dans sa librairie, dès son numéro 1, en les suspectant de vouloir "reformer un bras armé de type R.A.F./A.D.", rien n'est venu pour l'heure étayer de tels soupçons. La menace reste virtuelle.

- *Le Collectif Communiste Résistance Offensive*

*D'apparition récente, présentant une certaine porosité avec les N.A.C. dont il fait figure, tantôt de complément, tantôt de dissidence, ce groupuscule qui ne regrouperait guère qu'une dizaine de militants, est localisé dans les Hauts-de-Seine. L'un de ses principaux animateurs, ***, ancien numéro 2 des N.A.C. a, par ailleurs, été responsable du Bureau d'Information des Amis du Front Révolutionnaire de Libération du Peuple Kurde (B.I.A.-D.H.K.C.) jusqu'à son autodissolution.*

- *Collectif pour un Secours Rouge*

Constitué au cours de l'été 1999 "pour faire connaître l'existence de prisonniers politiques en France, les causes et les conséquences de leur incarcération et créer un mouvement de solidarité en vue de faire respecter leurs droits et exiger leur libération", le Collectif pour un Secours Rouge a vocation à sensibiliser l'opinion à la situation des militants incarcérés de l'ultra gauche européenne.

*La structure est domiciliée au siège d'une association évoluant en périphérie du Collectif Communiste Résistance Offensive, à savoir ***.*

Pour le PCMLM

La dissolution de Front Social en 2000 s'accompagna d'une séparation déjà inévitable entre ce qu'on peut appeler les « mouvementistes » et les « idéologiques ». Les premiers, qui contribuèrent notamment à Résistance Offensive, n'aboutirent à rien, alors que les seconds purent établir la ligne « pour le Parti Communiste

Marxiste-Léniniste-Maoïste ».

Ils agirent dans toute la première partie des années 2000, en relevant de tout le milieu maoïste lié au Mouvement Populaire Pérou. Ce processus d'affirmation « idéologique » fut alors marqué par trois positions déterminantes :

- la valorisation de la révolte des banlieues françaises de 2005 – une position totalement isolée alors – comme expression d'un antagonisme refaisant enfin surface dans la société française ;

- la considération que le « non » au référendum sur la constitution européenne, la même année, marquait l'ouverture d'un conflit au sein de la bourgeoisie entre la fraction nationaliste agressive et la fraction moderniste ;

- la réfutation du développement du révisionnisme dans la guerre populaire au Népal – une position isolée alors en apparence dans le mouvement maoïste international, mais reflétant en fait la position du Mouvement Populaire Pérou et qui fut embrayée par de nombreuses organisations (PC populaire d'Argentine, URC MLM du Chili, UOC(MLM) de Colombie, etc.).

On peut considérer qu'en 2006, tout en étant restreint numériquement, le travail pour le PCMLM a établi une base idéologique, une approche, réaffirmant le maoïsme en France.

La contradiction dans le PCMLM

De la même manière que dans la revue Front Social, il y eut une opposition entre « mouvementistes » et « idéologiques » et le PCMLM fut travaillé dans les années 2000 par une grande tension entre deux tendances. Cela se cristallisa à travers l'affirmation, dans la seconde partie des années 2000, de la nécessité de groupes se définissant comme « Action antifasciste ».

Il est significatif que la mouvance

anarchiste ait pu récupérer cette dénomination par la suite, ce qui est une aberration à tous les niveaux.

C'est une conséquence de l'activité des « mouvementistes », qui remplacèrent l'unité antifasciste par la fusion de tous les points de vue contestataires dans un grand pack « antifasciste ». Les « mouvementistes » firent implorer en 2010 les différents groupes de l'Action antifasciste, proposant leur propre version qui fut éphémère et laissa l'espace vacant aux anarchistes.

Cela donna également naissance à une sorte de mouvance maoïste éclectique de style anarchiste, relevant des milieux d'ultra-gauche et puisant largement dans leur style et leurs conceptions, totalement coupée de la culture autonome et des expériences de la lutte armée. Cette mouvance subsista et se développa durant tous les années 2000 en racolant de manière systématique sur les réseaux sociaux. Leur méthode était de proposer un « maoïsme » en mode prêt à porter à bas prix, sur une base totalement spontanéiste et anti-idéologique, à la fois pro-CGT et de style anarchiste, aux pratiques oscillant entre charité chrétienne, syndicalisme traditionnel et agitation bruyante anarchiste.

En apparence, les « idéologiques » avaient été isolés, mais en réalité ils connaissaient un saut qualitatif extrêmement marquant. La quantité des « mouvementistes » était le pendant opportuniste du déploiement de la qualité des « idéologiques », dont l'isolement apparent provenait du développement inégal.

C'est que les « idéologiques » étaient incroyablement en avance concernant les questions écologique

et animale. Si cela était totalement décalé au milieu des années 2000, c'était tout à fait en phase avec son époque ; la saisie des concepts de Biosphère, de véganisme, de mouvement unifié de la matière à travers pourtant différents niveaux... amenait et provenait d'une maîtrise approfondie du matérialisme dialectique. Cela débloqua toute une mise en perspective de l'évolution historique et permit la production d'analyses matérialistes historiques en série, notamment concernant l'histoire de France. Pour ne mentionner que différents aspects, on a la compréhension de la signification du calvinisme et de son écrasement, celle de la pose des bases de la nation française au XVI^e et XVII^e siècles, la lecture de la monarchie absolue de Louis XIV comme stade suprême de la féodalité, la saisie de la forme romantique fasciste française du début du XX^e siècle, l'analyse du retour de De Gaulle en 1958 comme coup d'État, etc. C'est de là que vint la modification du nom, de PCMLM à PCF(mlm), pour souligner que le cadre national avait bien été saisi, que tout cosmopolitisme avait été réfuté.

*Une précision
sur la nature des « idéologiques »*

Le capitalisme produit une intense contradiction entre le travail manuel et le travail intellectuel. Il arrive ainsi régulièrement que, voyant la

capacité intellectuelle des « idéologiques », il en soit déduit qu'il n'y ait pas de pratique. C'est là une conception bourgeoise : personne peut produire quelque chose de valeur intellectuellement s'il n'est pas dialectiquement lié à la pratique. C'est d'ailleurs vrai inversement : une absence d'approche intellectuelle amène une pratique sans intérêt. Le profil des gens agissant dans le cadre du PCMLM/PCF(mlm) a d'ailleurs historiquement grosso modo toujours été assez proche. Il s'agit de gens ayant été des activistes de manière quasi permanente dans leur jeunesse, très à l'aise dans certains milieux contestataires et hautement socialisés en leur sein, mais comprenant qu'il fallait du recul et une mise en perspective.

Les « idéologiques » s'appuient concrètement sur une vraie activité les ayant justement menés au Parti, pour trouver une base à leur action. Personne n'a envie de lutter et de s'apercevoir que ce qu'il fait ne mène à rien, ne sert à rien. Qui lutte veut ancrer son travail, lui donner une signification. Il se tourne alors vers ce qui a de la profondeur, une profondeur qu'il a lui-même compris de par sa pratique.

Il faut souligner ici qu'il y a eu d'ailleurs énormément d'hypocrites, de gens restant à la marge du PCMLM/PCF(mlm), puisant largement chez lui pour trafiquer dans leur coin au moyen de versions

édulcorées, délavées, rendues acceptables pour le folklore d'ultra-gauche, etc. C'était une version « mouvementiste » en dehors de l'organisation, avec laquelle convergeaient les « mouvementistes » au sein de l'organisation.

Ce trafic a pu avoir parfois un véritable succès, provoquant d'indéniables torts au développement de l'organisation, mais n'a jamais relevé en même temps que d'une époque arriérée et corrompue. De tels sous-produits d'un développement authentique sont inévitables en général, et en particulier dans un capitalisme permettant à des couches petites-bourgeoises de massivement exister, et donc de chercher à parasiter, dévier, dénigrer, calomnier, etc.

De fait, les « mouvementistes » n'ont jamais pu vivre que dans l'ombre des « idéologiques », cherchant autant que possible à arracher des morceaux de lumière pour tromper, trafiquer, tenter de subsister en se donnant une image révolutionnaire. Cela peut sembler frustrant, mais cela n'est qu'un incident propre à une époque qui n'est pas encore la bonne. Quand les dés de l'Histoire sont tombés, tout est alors bien différent. Et c'est là que le chemin menant au PCF(mlm) permet l'incarnation de la révolution.



Le matérialisme dialectique et l'assimilation des concepts d'unité, d'identité, de coïncidence, d'équivalence des contraires

Selon le matérialisme dialectique, chaque phénomène a deux aspects, qui forment une unité et qui, en même temps, sont en lutte. L'unité permet l'existence de phénomènes, cependant la lutte interne est la base de sa transformation (et donc de son existence). L'unité et la lutte forment elles-mêmes une contradiction.

La question s'est posée de savoir dans quelle mesure les termes d'unité et d'identité (des contraires) étaient équivalents ou lequel il fallait privilégier. On s'est vite aperçu que, plutôt que réduire le principe à un seul concept, il était plus adéquat d'élargir le champ des termes qu'on pouvait employer.

Lénine, dans ses remarques au sujet de la dialectique, souligne le caractère commun de ces deux termes d'unité et d'identité ; il déplace la question vers le rapport du général et du particulier. Il dit ainsi :

*« Les contraires (le particulier est le contraire du général) sont identiques : le particulier n'existe pas autrement que dans cette liaison qui conduit au général. Le général n'existe que dans le particulier, par le particulier.
Tout particulier est (de façon ou d'autre) général.
Tout général est (une parcelle ou un côté où une essence) du particulier. Tout général n'englobe qu'approximativement tous les objets particuliers.
Tout particulier entre incomplètement dans le général, etc., etc. »*

Il assimile de ce fait le terme unité à d'autres termes : coïncidence, identité, équivalence ; voici ce qu'il expose :

« L'unité (coïncidence, identité, équivalence) des contraires est conditionnelle, temporaire, transitoire, relative. La lutte entre contraires s'excluant mutuellement est absolue, comme sont absolus le développement et le mouvement. »

Puisque le mouvement est absolu, l'unité est particulière et relative ; de ce fait le rapport entre les contraires de cette unité des contraires est lui-même particulier et relatif. Il échappe à toute absolutisation en un seul terme.

Dans son immense classique *De la contradiction*, Mao Zedong présente la chose de la même manière, en élargissant les termes équivalents ou approximativement équivalents :

« L'identité, l'unité, la coïncidence, l'interpénétration, l'imprégnation réciproque, l'interdépendance (ou bien le conditionnement mutuel), la liaison réciproque ou la coopération mutuelle – tous ces termes ont la même signification et se rapportent aux deux points suivants : premièrement, chacun des deux aspects d'une contradiction dans le processus de développement d'une chose ou d'un phénomène présuppose l'existence de l'autre aspect qui est son contraire, tous deux coexistant dans l'unité ; deuxièmement, chacun des deux aspects contradictoires tend à se transformer en son contraire dans des conditions déterminées. C'est ce qu'on appelle l'identité. »

On a ainsi un rapprochement ou une assimilation des termes suivants :

- unité ;
- identité ;
- coïncidence ;
- équivalence ;
- interpénétration ;
- imprégnation réciproque ;
- interdépendance ;
- conditionnement mutuel ;
- liaison réciproque ;
- coopération mutuelle.

On a alors le paradoxe : le mouvement est absolu et pourtant on le définit de manière statique, alors que l'unité est relative (et statique) et pourtant on en a une définition mouvante, changeante, en mouvement, au moyen de différents termes pour essayer de la caractériser.

Ce paradoxe est en réalité lui-même dialectique. L'unité est en effet statique mais le statique est en mouvement, de par l'identité

des contraires ; de même le mouvement est identique au statique, et donc il n'est pas en mouvement.

C'est que l'identité, l'unité, la coïncidence... des contraires est présente partout, pour tout phénomène ; cela fait qu'elle est présente :

– dans le phénomène lui-même, dans le rapport entre l'unité et la lutte des contraires, unité et lutte formant elles-mêmes une contradiction ! ;

– dans le rapport qu'on peut avoir au phénomène : la saisie d'un phénomène au moyen de l'intellect est elle-même dialectique et donc contradictoire.

Ainsi, l'identité des contraires est valable pour la saisie de cette identité des contraires elle-même – la dialectique de la matière est dialectique et ne peut être saisie que dialectiquement.



Le matérialisme dialectique et la loi de la contradiction comme loi de la complémentarité oppositionnelle : la théorie des deux points

Le matérialisme dialectique considère que chaque phénomène forme une unité des contraires, ceux-ci étant en lutte, en opposition. C'est la loi de la contradiction, loi universelle de la matière éternelle et inépuisable en marche vers le communisme.

Le terme de contraire est dans ce cadre souvent assimilé à celui d'opposé. Dans ses notes philosophiques, Lénine dit ainsi :
« Au sens strict, la dialectique est la recherche des contradictions dans l'essence des choses elles-mêmes. »
« Le développement est la « lutte » des opposés. »

Les termes de contraire et d'opposé sont aisément interchangeables et dans les faits il est facilement passé d'un terme à l'autre, avec à l'esprit qu'ils seraient équivalents. Dans la langue française, il existe d'ailleurs une grande ambiguïté dans la définition des

deux termes ; on a tendance à définir quelque chose de contraire comme opposé, et quelque chose d'opposé comme un contraire, même s'il y a des nuances, selon le contexte.

La base de ces nuances est la suivante. Opposer est un terme venant du latin, c'est poser vers, devant, c'est-à-dire poser en face, contre. Il y a une idée de face à face.

La contradiction, c'est ce qui vient contre-dire ; le terme vient également du latin. Il y a une idée d'annulation.

Les langues latines et le russe suivent pareillement ce schéma ; en allemand cela revient au même avec pour le terme contradiction wider-spruch (wider signifiant à l'encontre, spruch le fait de dire) ; le terme gegensatz, opposition, signifie quant à lui au sens strict contre-phrase ou anti-phrase.

Karl Marx et Friedrich Engels utilisent le terme de wider-spruch, mais dans le sens de gegensatz ; la distinction n'est pas opérative.

Le langage mathématique fait quant à lui une distinction nette en apparence, mais on peut voir que cela revient au même.

L'opposé de 1 est -1, -2 pour 2, -3 pour 3, etc. L'opposé se pose contre, on retrouve l'idée de face à face : face à 1 il y a -1, face à 2 il y a -2, etc. La contradiction est dénommée

« inverse ». L'inverse désigne un nombre permettant d'arriver à 1 si on le multiplie par lui : 0,2 est l'inverse de 5, car $5 \times 0,2 = 1$; 0,01 est l'inverse de 100 car $0,01 \times 100 = 1$, etc.

Cet inverse contre-dit en fait un nombre, car il l'empêche de parvenir à 1, c'est-à-dire qu'il l'empêche de former une unité, d'être lui-même. L'inverse annule le nombre, il anéantit son identité, il le contre-dit. On retrouve ici l'idée de contre-affirmation à une affirmation.

Cependant, si on raisonne en termes de tension, de conflit, on voit mal de prime abord une différence entre contraire et opposé, même dans le langage mathématique. On a en effet toujours deux aspects, qui se font face, l'un ne pouvant exister sans l'autre.

Les termes de contraire et d'opposé sont ainsi en rapport étroit, voire interchangeables, car ils ont en commun de signifier la négation. Les nuances existantes ont trait avec les modalités de cette négation, mais leur substance est commune : leur rapport dialectique, à la fois lié (donc positif) et négatif.

Ces nuances négatives se retrouvent inlassablement dans tout langage cherchant à décrire les processus matériels. On parlera ainsi d'un vent contraire pour dire que le vent intervient et s'oppose au mouvement initial, formant une

annulation.

Le terme opposé lui implique l'idée de résistance, d'un obstacle : on dira qu'on a fait face à une opposition. Il y a une forte idée de tension.

On dira cependant indifféremment au contraire ou bien à l'opposé.

Il est ici utile de se tourner vers la langue chinoise. Le terme de contradiction choisi initialement en chinois par Mao Zedong, Mao-dun, est composé de 矛, signifiant lance, et de 盾, signifiant bouclier. Il s'appuie sur une vieille histoire, racontée par Han Fei Zi (280 – 233 avant notre ère) :

« Un quidam, désireux de vendre sa lance et son bouclier, vantait l'excellence de celui-ci en ces termes : « Sa résistance est telle que rien ne peut l'entamer. Ce bouclier est absolument impénétrable. » Passant à la lance, il poursuivait : « Sa pointe est si bien affilée qu'il n'est rien qu'elle ne puisse entamer. Elle est omni-pénétrante. » – Comment, objecta l'interlocuteur, votre lance peut-elle entamer votre bouclier ? L'homme ne sut que répondre. Il s'était contredit. Logiquement, un bouclier absolument impénétrable et une lance omni-pénétrable ne peuvent aller de pair. »

On a ici une contradiction, quelque chose vient contre-dire autre chose, il y a annulation, même si l'idée de lance et de bouclier implique également une tension, donc une opposition.

Il y a d'autres expressions chinoises qu'il faut noter, telles 一分为二, yifenwei'er, signifiant un devient deux, chaque chose a deux côtés, etc. ; 对立统一, duili tongyi, signifiant l'unité des opposés ; 相反相承, xiangfan xiangcheng, signifiant s'opposer et se promouvoir mutuellement ; 两点论, liangdian lun, qu'on peut traduire par la théorie des deux points.

Toutes ces expressions ont été utilisées en Chine populaire à l'époque de Mao Zedong, notamment au moment de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Elles sont utiles pour montrer que le terme de contradiction ne permet pas de cerner, en soi, de manière adéquate la complémentarité et la tension ; inversement, la notion d'opposé ne permet pas de saisir l'unité des deux pôles, qui est bien plus apparente avec le terme de contradiction.

Concrètement, contradiction et opposé forment deux aspects d'une même contradiction/opposition, les deux termes se rejoignant et se repoussant.

Si l'on veut éviter un tel va-et-vient, l'expression « théorie des deux points » semble plus abstraite de prime abord, mais elle permet de poser le cadre opératif dialectique.

L'expression a notamment été utilisé dans un article pour les cinquante ans du Parti Communiste de Chine, publié simultanément dans le Renmin

Ribao (le Quotidien du peuple), le Hongqi (le Drapeau rouge, l'organe théorique), le Jiefangjun Bao (le Quotidien de l'Armée Populaire de Libération).

Ce document de 1971 retrace l'histoire du Parti, avec les luttes de deux lignes, entre la ligne rouge et la ligne noire à chaque étape, depuis la guerre révolutionnaire jusqu'à la construction du socialisme et la lutte contre les forces de la restauration capitaliste, avec donc la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne lancée en 1966, tout en soulignant qu'il en faudrait plusieurs.

La longue conclusion porte sur le fait de bien apprendre et mentionne l'importance de la théorie des deux points :

« Nous devons suivre la théorie des deux points, pas la théorie d'un seul point.

Tout en portant notre attention sur la tendance principale, nous devons prendre note de l'autre tendance qui est possiblement masquée.

Nous devons prendre totalement en considération et fermement saisir l'aspect principal et en même temps résoudre un par un les problèmes soulevés par l'aspect non principal.

Nous devons voir les aspects négatifs des choses tout comme leurs aspects positifs. Nous devons voir les problèmes qui se sont déjà soulevés et également anticiper les problèmes pas encore perçus, mais pouvant se soulever. »

Hsueh Li précisa cela dans un article de 1972, La théorie des deux points, où il expliqua dès

le départ que :

« Qu'est-ce que la théorie des deux points ?

C'est ce que nous appelons usuellement le matérialisme dialectique ; c'est la théorie marxiste-léniniste de la loi fondamentale de l'univers. Le président Mao nous a donné une explication compréhensible et pénétrante dans son De la contradiction. »

Après avoir rappelé les fondamentaux du matérialisme dialectique, il conclut de la manière suivante :

« Parvenir à porter la théorie des deux points et à dépasser la théorie d'un seul point n'est pas simplement une question de méthode, mais de vision du monde.

La théorie des deux points appartient à la vision du monde prolétarienne et la théorie d'un seul point appartient à la vision du monde de la bourgeoisie et de toutes les classes exploiteuses.

Sans exception, la pensée des gens vivant une société de classe est marquée par une marque de classe et est invariablement influencée par l'orientation politique de la classe à laquelle ils appartiennent. Même si des personnes ne relèvent pas des classes exploiteuses, elles sont immanquablement affectées par l'idéalisme et la métaphysique existant universellement dans la société de classe.

C'est pourquoi chaque personne des rangs révolutionnaires doit faire en sorte que soit éliminé de son esprit tout point de vue idéaliste et métaphysique, et doit faire des efforts constants pour remodeler son monde subjectif tout en changeant le monde objectif.

Ce n'est qu'ainsi que la théorie des deux points peut être soutenue et la théorie d'un seul point dépassée. »

L'expression « théorie des deux points » permet de ne pas se focaliser sur l'idée d'annulation que peut impliquer abstraitement le terme de contradiction – et on notera que les révisionnistes chinois sont passés par là en disant que justement il fallait accepter l'existence de la contradiction, accepter les choses négatives, etc.

L'expression « théorie des deux points » permet également de ne pas employer le terme d'op-

position, qui perd de vue l'unité et risque d'amener à réfuter même l'unité des contraires, sur un mode gauchiste.

L'expression « théorie des deux points » souligne qui plus est immédiatement l'existence de deux aspects, ce qui est important à une époque où la bourgeoisie cherche à nier la dialectique, comme en témoigne la réfutation nihiliste de l'existence de l'homme et de la femme.

Elle permet de modifier son état d'esprit tout en transformant la réalité : ai-je bien suivi la théorie des deux points, ai-je bien vu les deux aspects, en m'appuyant sur la tendance principale pour voir dans quel sens aller ?

L'expression permet ainsi de mettre l'accent sur la pratique : c'est un bon équivalent aux termes contradiction et opposition, qui sont eux-mêmes « deux points ».



Le Parti socialiste SFIO au lendemain de la première guerre mondiale

LA FIN DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE DANS UN CONTEXTE DE RÉVOLTES

Le congrès de Tours est l'aboutissement de toute une séquence commencée en 1917. C'est l'année en effet où la France craque sur le plan interne, la guerre perdant son caractère intouchable.

Au début de l'année 1917, la mobilisation totale a clairement perdu son aura ; le nationalisme s'est épuisé ; le caractère parasite de la bourgeoisie dans « l'effort national » devient toujours plus visible. Déjà, en novembre 1916, un roman comme *Le Feu* Journal d'une escouade de Henri Barbusse pouvait paraître et avoir un im-

mense succès, le prix Goncourt lui étant remis la même année encore.

La guerre décourage, tout semble enlisé, la discipline s'étirole ; l'agitation grandit. La bourgeoisie est obligée de développer le mythe de la « dernière grande offensive », cherchant à forcer le destin. L'échec meurtrier de ce qui sera appelé la bataille du Chemin des Dames, avec pratiquement 200 000 soldats français tués, provoque des révoltes, des mutineries, des marches de régiments sur Paris : les rebelles sont fusillés par centaines, voire bombardés.

La grève est également devenue une actualité de masse. On passe de 1916 à 1917 de 314 grèves à 696, de 41 000 grévistes à 294 000. La région parisienne est le bastion de la contestation, notamment les métallurgistes de Saint-Denis, Aubervilliers, chez Panhard, les employés de banques, les midinettes (qui sont des employées de couture), mais le mouvement est également puissant dans la Loire, en Isère.

En réponse, en novembre 1917, la bourgeoisie lance une nouvelle vague nationaliste-autoritaire, avec la formation d'un gouvernement sous l'égide de Georges Clemenceau qui assume en même temps le poste de ministre de la Guerre. Georges Clemenceau avait déjà, lors d'un premier gouvernement en 1906-1909, réprimé brutalement, de manière sanglante, le mouvement ouvrier.

Mais février 1917 avait déjà été marqué par la première révolution russe et le premier mai 1917, 10 000 personnes manifestent à Paris en soutien de celle-ci, avec un manifeste diffusé qui affirme :

« Partout les peuples révoltés doivent se débarrasser de leur gouvernement de classe, pour mettre à sa place le pouvoir des délégués des ouvriers et des soldats passés au peuple. La révolution russe est le signal de la révolution universelle. »

Cependant, il faut bien voir ici le grand malentendu qui se pose. Du côté français, de man-

ière unanime à pratiquement quelques personnes près, on considère chez les socialistes que la guerre était nécessaire en raison du militarisme allemand et qu'il y a une seule erreur véritable : celle de ne pas avoir cherché à la terminer la plus rapidement possible.

Cela n'a strictement rien à voir avec la ligne des sociaux-démocrates russes ayant prôné la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. L'approche est radicalement différente. Les socialistes ne le voient cependant pas. Pour eux, cela n'est valable qu'en cas de prochaine guerre – ils considèrent avoir fait le maximum en 1914 et ne pas avoir à se remettre en cause.

Nullement autocritiques en quoi que ce soit, les socialistes français, voyant que la révolution russe met fin à la guerre et renverse la monarchie, qu'elle instaure même un régime à caractère collectiviste, se disent qu'ils relèvent de la même tendance historique, que tout cela s'appuie, somme toute, sur la même démarche.

C'est très important, car il faut bien saisir que le congrès de Tours est la convergence :

- de socialistes se réorganisant à la fin de la première guerre mondiale, cherchant une base pour le faire ;
- de mouvements de masse en opposition à la guerre et se reconnaissant à différents degrés dans les révolutions russes.

Le processus n'est donc nullement conscient, nullement organisé et c'est cela qui fait que la question se pose seulement en décembre 1920, trois ans après la révolution russe, deux ans et demi après la révolution finlandaise, deux ans après la révolution allemande, un an et demi après la révolution hongroise.

On peut de ce fait voir que la tendance qui va choisir la IIIe Internationale au sein du Parti so-

cialiste SFIO vient du camp pro-paix s'étant formé en son sein à partir de 1916-1917. Elle ne vient pas de révolutionnaires qui se sont opposés à la guerre, comme en Allemagne avec le noyau de « Spartacus » autour de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht.

Le camp pro-paix au sein du Parti socialiste SFIO pousse à reprendre les relations internationales, avec comme but une conférence à Stockholm à la fin de l'année 1917 qui ne se tiendra pas en tant que tel, alors que 1500 personnes se rassemblent à Paris Place de la République, scandant « À bas la guerre ! Stockholm ! Stockholm ! Nous voulons nos poilus ! ».

Le mouvement ouvrier ne cesse parallèlement de monter en puissance et à Lyon, le 19 janvier 1918, il y a une grève de trois jours, les ouvriers métallurgistes se rassemblant en plein centre-ville, exigeant de connaître les buts de la guerre menée par le gouvernement.

Ce thème des buts de guerre est également celui de la minorité syndicale qui s'est formée à la CGT et qui se réunit à Saint-Étienne en mai 1918, où une grève d'une semaine dans la Loire est décidée et menée.

En région parisienne, les délégués d'ateliers mis en place par le régime pour encadrer la production se transforment alors en terreau révolutionnaire, avec une révolte de masse appelant à l'armistice. Entre-temps, après Octobre 1917, le gouvernement français envoyait des troupes en Russie pour épauler la contre-révolution.

Favorables à la paix, sympathisant avec la révolution russe, alors que la guerre mondiale se termine et qu'une réorganisation est possible : pour les socialistes français, l'heure est à l'engouement, pour un élan les poussant à se tourner vers l'Internationale Communiste pour avoir l'impression de ne pas décrocher.

LES DEUX TENDANCES FAVORABLES À L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

En Allemagne, il y avait une toute petite structuration des sociaux-démocrates rejetant catégoriquement la guerre, autour de Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ; les bolcheviks avaient quant à eux les mains libres pour développer leurs activités anti-guerre, ayant exigé une centralisation théorique et organisationnelle.

On n'a pas cela en France, où il n'existe aucune continuité révolutionnaire, dans la mesure où la guerre a imposé un nationalisme généralisé et un soutien complet au militarisme. De plus, le mouvement ouvrier français a été marqué par les courants socialistes et le courant syndicaliste révolutionnaire ; dans les deux cas, il n'y a pas de base de masse. On est dans le substitutisme : les socialistes sont historiquement une machine électorale portant des élus agissant au nom du prolétariat tout en étant divisés en tendances en conflit ouvert ; les syndicalistes une minorité pratiquent quant à eux le style du coup de force au nom du prolétariat, avec l'espoir mythique d'une grève générale.

La social-démocratie comme mouvement historique est restée étrangère à la France, tout comme son idéologie qu'est le marxisme ; on est ainsi en France dans le mouvement ouvrier, au début du XXe siècle, soit électoraliste (tendant franchement à l'opportunisme), soit syndicaliste (tendant à l'anarchisme).

La révolution russe et le chamboulement de la première guerre mondiale bouleversent inmanquablement un tel panorama. Il y a alors l'idée de se sortir de l'impasse par le haut, en plaquant littéralement ses désirs sur la révolution russe et l'Internationale Communiste.

Un acteur clef de ce processus est Fernand Loriot. Socialiste, il soutient l'Union sacrée à l'entrée en guerre, mais se remet en cause en

août 1915. Il participe alors à la mise en place au sein des socialistes d'un Comité pour la reprise des relations internationales, qu'il dirige à partir de 1917, appelant à des pourparlers de paix, l'ancien dirigeant Alphone Merrheim ayant basculé ouvertement dans le réformisme et les plans américains de paix en Europe.

Un autre acteur clef est Raymond Péricat. Lorsque le Comité pour la reprise des relations internationales forma en 1916 un Comité de défense syndicaliste, Raymond Péricat en prit la direction en 1917. Il se tourna vers les anarchistes et les syndicalistes.

On va avoir, de ce fait, deux tendances favorables à la IIIe Internationale :

- celle avec Fernand Loriot, représentant les socialistes favorables à la paix et s'imaginant que l'Internationale Communiste valide ce positionnement et qu'il est ainsi possible de sauver le Parti socialiste SFIO ;

- celle avec Raymond Péricat, représentant les syndicalistes considérant que l'Internationale Communiste permet de récupérer les thèses syndicalistes révolutionnaires invalidées par le fait que l'ensemble de la CGT a soutenu l'Union Sacrée.

Fernand Loriot est à l'origine la pointe d'un mouvement de contestation pro-paix chez les socialistes. Avant même la fin de la guerre, le Parti socialiste SFIO tint un Conseil national, les 28-29 juillet 1918, ainsi que son 15e congrès, du 6 au 10 octobre 1918. Expression de la révolte contre la guerre, les partisans d'une fin de la guerre l'emportent, avec à leur tête Jean Longuet.

La motion de Jean Longuet obtint 1 544 voix au Conseil national, celle plus à gauche de Fernand Loriot en obtenant 152, la motion de Pierre Renaudel pour l'ancienne majorité en obtenant 1 172 (pour 96 abstentions et 31 absents).

Au congrès, Pierre Renaudel qui avait succédé à Jean Jaurès à la tête de l'humanité est alors remplacé par Marcel Cachin. Louis Dubreuilh, secrétaire général de la SFIO depuis 1905, est éjecté et remplacé par Ludovic-Oscar Frossard. La tendance de Fernand Loriot n'est donc, à ce moment-là, qu'une pointe de celle de Jean Longuet. Les soutiens à Fernand Loriot sont éclectiques et simplement pacifistes, lui-même n'a pas d'orientation, devenant simplement trésorier-adjoint dans la Commission administrative permanente.

Cela laisse un espace pour les syndicalistes pro-révolution russe autour de Raymond Péricat, qui fondent en mai 1919 un « Parti Communiste » dont l'organe « Le Communiste » se présentait comme « organe officiel du PCF et des soviets adhérant à la section française de la IIIe Internationale de Moscou, des conseils ouvriers, de paysans et de soldats ».

Il n'y avait bien entendu aucune reconnaissance de la IIIe Internationale et en décembre 1919 ce « Parti Communiste » se transforma en « Fédération Communistes des Soviets », pour disparaître très rapidement. C'est anecdotique, mais révélateur de comment en France la IIIe Internationale était un lieu de projection.

Ne restaient alors plus que les partisans de la IIIe Internationale au sein du Parti socialiste SFIO, le Comité pour la reprise des relations internationales étant devenu en mai 1919 le Comité pour l'adhésion à la IIIe Internationale.

Après la victoire de la tendance de Jean Longuet, les ex-majoritaires cherchent bien entendu à reprendre la main, mais ils échouent, les plus à droite s'éloignent alors souvent, fondant le journal La France libre en 1918, un Parti socialiste français en 1920 avec de nombreux députés, etc.

La SFIO penche de toute façon toujours plus vers la gauche et au congrès de 1919, la motion d'Alexandre Bracke triomphe avec 1 763

mandats contre 333 en prônant un refus de toute alliance avec les partis bourgeois.

Alexandre Bracke, intransigeant ici en reprenant la ligne d'avant 1914, avait entre-temps été en première ligne dans l'Union Sacrée et même à l'œuvre pour l'intégration des socialistes dans le gouvernement !

Il ne manquait plus que le mouvement de masse pour pousser davantage cet élan sentimental-romantique vers la révolution russe.

En avril 1919, alors que le meurtrier de Jean Jaurès est acquitté, 300 000 personnes défilent à Paris et le premier mai qui suit se transforme en bataille rangée avec la police, faisant au moins 430 blessés dans les rangs de celle-ci et un mort chez les manifestants, l'ouvrier électricien Charles Lorne, dont l'enterrement rassemble 300 000 personnes.

Le même mois, la flotte française de la mer Noire connaît une révolte, sur le Waldeck-Rousseau, le France, le Jean-Bart, le Justice... alors qu'André Marty tente avec le torpilleur le Protet de rejoindre l'armée rouge.

La grève est alors massive dans tout le pays en juin, avec notamment 500 000 grévistes à Paris, l'ensemble des mineurs du Nord ; 1919 est marqué par 2026 grèves et 1 151 000 grévistes. Cependant, l'incapacité à organiser le 21 juillet 1919 une grève politique contre l'intervention en Russie soviétique sera également extrêmement mal vue par l'Internationale Communiste venant de se former.

1920 verra ensuite 1832 grèves avec 1 317 000 grévistes, mais la tactique des « grèves successives » aboutit à un échec des grèves dans les métaux, puis dans le bâtiment, les transports, l'éclairage, les dockers, etc.

Pourtant, les masses s'organisent : de 34 000 membres en 1918, le Parti socialiste SFIO en a 150 000 au début de l'année 1920 ; la CGT a

quant à elle désormais 2,5 millions de membres.

Cela se produit dans un contexte explosif : en 1920, le coût de la vie est de 400 % celui de 1914. L'agitation populaire est telle qu'avant le premier mai 1920, le ministre de la Guerre André Lefèvre prévient :

« Il faut bien qu'on sache que l'armée reste la force publique, et qu'à l'avenir on n'ignore plus qu'elle sera munie de cartouches. »

Cependant, le Parti socialiste SFIO ne parvient pas à émerger. Aux élections de novembre 1919, il n'obtient d'ailleurs que 1,8 million de voix sur 8 millions d'électeurs. Il faudra que ce changement quantitatif avec le mouvement de masse provoque un changement qualitatif avec les congrès de Strasbourg et de Tours, qui ont lieu au début et à la fin de l'année 1920.

LE CONGRÈS DE STRASBOURG DANS UN CADRE CHAUVIN

Le congrès de Strasbourg de la SFIO s'est tenu du 25 au 29 février 1920 ; par définition, de par l'importance du mouvement ouvrier français historiquement, il attira fortement l'attention. Comment les socialistes français allaient-ils se comporter dans leur réaffirmation de l'après-guerre ?

Les invités étrangers consistaient en les suivants :

- de Grande-Bretagne, le Labour Party, clairement droitier, mais également l'Independent Labour Party et le British Socialist Party, qui ont été anti-guerre et se rapprocheront des communistes russes, la seconde organisation formant par la suite la base du Parti Communiste ;
- le Parti Ouvrier Belge, clairement droitier ;
- le Parti Social-démocrate de Suède, clairement droitier également ;
- des Pays-Bas, Henriette Roland Holst du Parti Communiste de Hollande, déjà affilié à la IIIe Internationale, ainsi que le très droitier Parti Ouvrier Social-démocrate des Pays-Bas.

Le dirigeant de ce dernier, Willem Vliegen, prenant la parole, souligna la chose suivante :

« Personnellement, je vous félicite, vous socialistes français, d'avoir tenu votre Congrès national à Strasbourg que rien n'a pu guérir d'être si longtemps éloigné de vous. »

Effectivement, le choix de la ville de Strasbourg était, par définition même, une provocation nationaliste ; cela n'a jamais été remarqué historiquement, ce qui est un comble.

Strasbourg avait en effet été allemande de la guerre de 1870-1871 jusqu'à 1918 ; elle n'était auparavant française que depuis la fin du 17^e siècle. Elle est donc une ville avec un parcours historique complexe, demandant pour le saisir un haut niveau d'internationalisme prolétarien, que la SFIO n'a nullement.

Ainsi, si le nombre de mandats dépend du nombre de « timbres » cotisés de manière régulière par les membres, celui-ci a été réduit « pour l'attribution des mandats aux Fédérations des régions libérées », allusion à l'Alsace et la Lorraine. La présidence du congrès est confiée d'ailleurs à un Alsacien, Michel Heysch, épaulé pour son travail de plusieurs membres d'Alsace et de Lorraine. Il n'y a strictement aucune opposition à ce sujet lors du congrès.

Même si Michel Heysch avait pris au mouvement des Conseils d'ouvriers et de soldats en 1918 en Alsace, il s'inséra totalement dans la démarche nationaliste ; premier à prendre la parole, il ouvrit le congrès en disant :

« Camarades, à vous tous accourus de tous les coins de France pour assister à ce premier Congrès tenu sur la terre libérée du joug du militarisme prussien, salut, fraternité et cordiale bienvenue. Vous n'ignorez pas quelle fut l'attitude du Parti socialiste d'Alsace et de Lorraine lorsque l'Allemagne déchaîna la plus formidable des guerres que l'univers ait jamais connue.

Trahis par les compagnons d'Outre-Rhin (...), vous savez tous, citoyens, combien grande fut notre joie lorsque nous pûmes rejoindre la grande famille des prolétaires français. »

Pierre Renaudel, principale figure du courant ayant précipité le Parti socialiste SFIO dans « l'Union sacrée » en 1914, pouvait s'exprimer totalement librement, jusqu'à revendiquer la participation gouvernementale et le soutien au régime de 1914 à 1918, quitte à quelques protestations lors de ses interventions :

« Nous avons fait ce qu'il était possible de faire à ce moment-là. L'Internationale a subi une secousse, c'est vrai.

Ce qui a tué l'Internationale, c'est le silence de la Social-démocratie allemande ; de même que ce qui rend à l'heure actuelle l'Internationale impuissante, c'est la faiblesse du socialisme français dont l'échec aux dernières élections a diminué – bien plus que ses mandats, – son unité et son autorité politiques. (Bruit et protestations.). »

Le Parti Socialiste Indépendant d'Allemagne envoya un long message solidaire, qui fut lu à la tribune, mais il ne fut pas applaudi, à l'inverse du très court message de soutien norvégien.

Ce chauvinisme étalé sans honte aucune reflète tout à fait un parti qui, somme toute, n'est qu'un assemblage hétéroclite et qui a repris entièrement sa forme et ses traditions d'avant 1914, sans se soucier en rien de la question de la guerre impérialiste. Son objectif est de repartir comme avant, de se relancer en profitant de la révolution russe.

De toutes manières, alors qu'avant 1914 l'amitié franco-allemande était sans cesse soulignée, alors que la révolution allemande de 1918 a été d'une immense portée, il n'y a au congrès de Strasbourg de février 1920 aucun délégué allemand.

Cyrille Spinetta pouvait par contre faire au congrès de Strasbourg un long éloge de la défense nationale, la France ayant été attaquée et

n'ayant aucune part dans le déclenchement de la guerre, etc., avec quelques protestations, mais sans condamnation aucune.

De la même manière, la question de la IIIe Internationale est reléguée loin dans les débats : après les rapports de la trésorerie, du groupe parlementaire, sur l'Humanité, après la question de la politique du Parti, etc. etc.

Et cela, alors que c'est la majorité pro-paix née à la fin de la guerre qui est à la tête du Parti !

Le secrétaire du Parti socialiste SFIO depuis 1918, Louis-Oscar Frossard, également directeur de l'Humanité, chef de file du courant pro-défense nationale tout de même partisan d'une reprise des relations internationales pendant la guerre, constata alors au congrès que :

« Camarades, permettez-moi de le dire, je n'ai pas l'impression que le Congrès se rende compte de la gravité de la situation dans laquelle nous nous trouvons placés à cet instant même.

Camarades, au moment où nous discutons avec tant de passion de savoir si nous aurions dû ou non, pendant la guerre, pratiquer une politique de Défense nationale, des mouvements ouvriers de la plus haute importance sont en train de se développer. (Applaudissements)

(Suit une très rapide présentation des grèves des cheminots, des mineurs, des imprimeurs, etc.)

Camarades, nous délibérons au milieu de ces événements, et il me paraît que le Congrès, lorsqu'il s'évertue à réveiller les vieilles querelles, ressemble à ces docteurs en théologie du Moyen-Âge qui discutaient sur la couleur des cheveux du Christ (...).

Camarades, je vais conclure (les débats sur la politique du Parti) en insistant sur ces mots : besoin d'éducation, besoin de recrutement !

Le Parti socialiste, devant les événements d'une gravité exceptionnelle qui se produisent ne doit pas oublier qu'il est appelé à prendre les responsabilités les plus lourdes.

Que demain, la grève des cheminots devienne générale ; que la grève des mineurs éclate ; que d'autres corporations entrent dans le mouvement, il faut que le Parti socialiste soit capable d'apporter aux prolétaires en grève autre chose, vous m'entendez, que des satisfactions verbales ; il faut qu'il

puisse leur apporter un concours actif, une aide efficace, et, si nous voulons servir utilement des mouvements de grève générale, qui sont à la vérité les prodromes du mouvement révolutionnaire par nous espéré, il faut que notre unité nécessaire soit maintenue et fortifiée, - unité entre les organisations politiques et les organisations économiques... (Vifs applaudissements) unité nationale, unité internationale : le triomphe du socialisme est à ce prix. (Applaudissements prolongés) »

Louis-Oscar Frossard défendit même les tenants de « l'Union sacrée » :

« Quand des parlementaires ou des militants, dans l'état présent des choses, affirment que, s'ils avaient à recommencer ce qu'ils ont fait le 4 août 1914, ils recommenceraient, c'est leur droit absolu au regard de toutes les décisions du Parti. (Très bien !) »

Et c'est ce même Frossard qui, au congrès suivant, un an après, prônera l'adhésion à la IIIe Internationale, devenant le premier dirigeant de la Section Française de l'Internationale Communiste !

L'ABSENCE DE LUTTE DE LIGNES ET LA IIIe INTERNATIONALE

Au congrès de Strasbourg, c'est paradoxalement Ernest Poisson, de l'aile droite, qui révéla tout le fond du problème, alors que les partisans de la IIIe Internationale ne comptaient pas pour autant mener une lutte de lignes dans la SFIO. La gauche de la SFIO était contre la droite, mais elle la tolérait, l'acceptait même, et Ernest Poisson dénonça logiquement ce paradoxe :

« Mais il y a, permettez-moi de vous le dire, une première raison, et la meilleure de toutes. Vous voulez adhérer à la IIIe Internationale ? Mais vous n'ignorez pas que nous ne serons pas tous reçus ; vous n'ignorez pas qu'à la porte on vous priera de bien vouloir d'abord laisser quelques-uns des vôtres.

Ce n'est donc pas avec tout le Parti socialiste français que vous allez adhérer. Je ne parle pas seulement de mon vieil ami Longuet à qui on veut faire passer une visite de santé morale avant de

l'admettre ; je veux parler de ceux qui, comme moi, comme nous, ceux que vous dites à la droite du Parti et qui sont d'avance expulsés.

On n'en veut pas ; des mandements sont donnés, des excommunications sont lancées. Je ne sais pas au nom de quelle démocratie, même ouvrière, mais je sais tout au moins que le Grand Maître de la IIIe Internationale, à lui tout seul, a décrété déjà les exclusions.

Et alors puisque nous ne sommes pas admis, nous sommes peut-être un peu difficiles, mais nous ne sommes pas des gens qui voulons tout de même aussi facilement – permettez-moi cette expression – recevoir des coups de pied quelque part !

Non, non, nous ne voulons pas aller à la IIIe Internationale où du reste on ne veut pas nous recevoir, et alors je vous pose une question à vous, camarades partisans de la IIIe Internationale : si vous adhérez, vous savez que nous n'en serons pas. Nous sommes donc des traîtres ; nous ne sommes plus des socialistes.

Alors avant d'aller à la IIIe Internationale, puisque vous savez que nous ne pouvons pas y aller, ayez d'abord le courage de nous mettre à la porte du Parti socialiste français ! (Applaudissements.)

Quand vous nous aurez mis à la porte, vous aurez le droit d'y aller, sinon vous allez demander à une des fractions du socialisme russe, ou plus exactement à celui qui parler en son nom à l'heure actuelle, vous allez lui demander la force de nous mettre à la porte alors que vous ne l'osez pas.

Commencez d'abord par l'expulsion et vous irez ensuite à la IIIe Internationale. (Applaudissements à droite.) »

Jean Longuet dira pareillement :

« Mon cher (Raymond) Lefebvre, si vous avez des exclusions à proposer, venez les apporter ici ! S'il y a des membres du Parti dont vous demandez que le Parti se sépare, il ne faut pas, sous la forme indirecte d'un voyage à Moscou, poser le problème ; il faut venir dire franchement : je propose telles et telles exclusions. »

De fait, c'était la IIIe Internationale qui représentait la ligne rouge, mais à l'extérieur du Parti socialiste SFIO. Henriette Roland Holst s'exprima au congrès de Strasbourg, en tant que déléguée étrangère, non seulement au nom du Parti Communiste de Hollande, mais au

nom du Comité Exécutif de la IIIe Internationale, par un mandat du secrétariat de l'Europe occidentale et du bureau auxiliaire d'Amsterdam.

Le message fut très clair :

« L'Internationale Communiste, assise solidement sur l'indestructible terrain du monde nouveau, réunissant l'avant-garde révolutionnaire de tous les pays, attend de vous, prolétaires de France, des décisions fermes et des actes hardis (...).

Prenez garde, camarades français, si, de loin, nous ne pouvons pas apercevoir comme vous, qui êtes dans la lutte, les détails de la vie sociale et politique française, par contre nous la voyons dans son ensemble et nous considérons comme notre devoir impérieux de vous mettre en garde contre votre bourgeoisie qui ne vous laissera pas un long intervalle de temps pour discuter paisiblement.

Elle profite du répit que vous lui fournissez par vos hésitations ou plus exactement par l'hésitation de votre représentation politique pour organiser la vie économique non pas pour remédier au désordre général mais pour organiser ses forces et pour vous écraser coûte que coûte (...).

Nous attendons de vous, camarades français, que vous poursuiviez par votre marche en avant, que vous ne vous laissiez pas endormir par des phrases et des déclamations qui dissimulent les anciennes pratiques, mais que vous luttiez pour créer un Parti solide, un Parti de combat en éliminant le poids mort du social-patriotisme et du réformisme. »

Voici également le télégramme envoyé le 17 janvier 1920 par la IIIe Internationale :

« Au congrès du Parti socialiste français à Strasbourg Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse aux travailleurs français en lutte contre le social-patriotisme et contre toutes les conceptions équivoques et les déformations bourgeoises des principes du communisme, son salut fraternel. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste espère que sous la pression des masses ouvrières françaises, le congrès de Strasbourg se décidera enfin à rompre avec la IIIe Internationale, avec l'organisation jaune dont Noske, Galliffet (= le militaire ayant écrasé la Commune de Paris en 1871) d'outre-Rhin, est en Allemagne le représentant le plus en vue et qui est de même représenté en France par les agents de la bourgeoisie.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste appelle tous les communistes français à s'unir en une seule organisation et à déclarer une guerre ouverte à tous ceux qui ont trahi le prolétariat. Vive le prolétariat révolutionnaire français ! Vive l'épuration des forces ouvrières dont les jaunes de la IIe Internationale doivent être chassés ! Vive la révolution prolétarienne ! Le président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste : Zinoviev »

Ce principe de l'épuration exigée par l'Internationale Communiste était en fait incompatible avec toute la tradition socialiste française, qui reposait sur l'unité des tendances divergentes et de fédérations autonomes, ayant toujours réfuté toute centralisation organique du Parti.

LE TRIOMPHE DE LA TRADITION SOCIALISTE FRANÇAISE AU CONGRÈS DE STRASBOURG

Au congrès de Strasbourg, on retrouve la même situation qu'aux congrès d'avant-guerre. Les sections de la SFIO sont de taille tout à fait disparates, numériquement comme politiquement. Il y a un côté fourre-tout dans la démarche, le congrès étant par ailleurs marqué dès le début par des compte-rendus sans fin sur la trésorerie, la non-publication des cartes et des timbres, la question de l'imprimeur changé avec le nouveau ne publiant pas assez et avec retard, etc. etc.

Dès le tout début du congrès, un délégué de la Fédération du Jura expliqua par exemple également que la société future serait entièrement décentralisée, organisée par communes et cantons se fédérant, avec un parlement régional, etc. Ces thèses anarchistes furent considérées comme relevant de la pensée socialiste dans sa multiplicité et ne choquaient pas.

Là où tout cela est fortement hypocrite et en tout cas inégal, c'est qu'on a encore et toujours quelques fédérations poids lourds, telle celle de la Seine avec 721 mandats – cela correspond grosso modo à la région parisienne -,

celle du Nord avec 567 mandats et celle du Pas-de-Calais avec 479 mandats, la Seine-et-Oise 171 mandats.

Pour le reste, les sections se divisent entre celles ayant 50-100 mandats – le Haut-Rhin a 101 mandats, le Gard 89, l'Isère 57, l'Oise 47, la Nièvre 44,... - et celles en ayant 10-30 (l'Eure en a 10 la Mayenne 7, la Haute-Savoie 11, le Finistère 36, etc.). Le poids des grandes fédérations est donc énorme.

Pour autant, cela ne doit pas donner l'idée que la SFIO soit un parti puissant. Les Fédérations les plus puissantes ont un nombre restreint de membres ! On a pour la Seine 18 075 cartes de membre, le Nord 14 700, le Pas-de-Calais 11 950... Suivent la Seine-et-Oise avec 5 600 membres, la Moselle avec 4 500 membres, le Haut-Rhin avec 4 300 membres, le Bas-Rhin avec 3 200 membres...

Au total, cela fait autour de 130 000 membres, dans 95 fédérations, avec seulement au total... quatre permanents, ce qui est la preuve d'une immense incapacité organisationnelle. On est à rebours des révolutionnaires professionnels prônés par Lénine.

Si l'on ajoute à cela que tels mandatés d'une Fédération peuvent voter dans un sens, d'autres mandatés de la même Fédération dans un autre, on peut voir qu'on a le principe de la division poussé jusqu'à son paroxysme. Un mandaté peut d'ailleurs souvent avoir le droit d'éventuellement... voter contre ce pour quoi il a été mandaté, tous les mandats n'étant pas impératifs !

Dans un tel rassemblement fourre-tout, les éléments traditionalistes du Parti n'ont aucun mal à surnager et à apparaître comme ceux qui forment le socle même de l'organisation. Paul Faure et Léon Blum apparaissent ici comme les meilleurs représentants d'une telle perspective et ils dirigeront d'ailleurs la SFIO de l'entre-deux guerres.

Ils représentent la tradition socialiste française, dans le rejet de la social-démocratie et du bolchevisme ; leur ligne est de pratiquer le réformisme, sans fermer la porte à la révolution pour le jour où elle arriverait éventuellement.

Avec une telle ligne, typique d'ailleurs du socialisme français – un discours à prétention révolutionnaire, une pratique réformiste, exactement comme chez Jean Jaurès – il n'y a pas de mal à balayer les ultras ne parvenant pas à asseoir leur démarche de manière conséquente.

Paul Faure défend ainsi aisément la tradition socialiste française contre les éléments exigeant de renverser la table, sans disposer d'aucune approche au sens strict à part le volontarisme cherchant une légitimité en se revendiquant abstraitement de la IIIe Internationale :

« Ah ! Du haut de vous-mêmes, vous nous dites : « les réformes, n'en parlons plus ! » Si, en revenant de Strasbourg, le Soviet central est constitué à Paris, et si la révolution est faite, il est possible, en effet, qu'on ne parlera plus de réformes, ou plus exactement, qu'on commencera à en parler. (Très bien ! Applaudissements)

Mais il faut envisager l'hypothèse, évidemment ennuyeuse et pénible, où la révolution ne sera pas faite et où nous n'aurons pas le pouvoir dictatorial.

Nous serons demain encore dans un pays où le capitalisme existera. Ceci est à craindre. J'entends bien que nous devons préparer le jour où nous pourrons abattre ce régime abject du capitalisme, je n'ai fait que cela depuis que je milite, je continuerai ; mais tant qu'il vivra, nous serons obligés tout de même de vivre avec lui, dans lui.

Si vous clamez nous ne voulons plus de réformes du tout, et je vous l'ai entendu dire, non seulement dans ce Congrès, mais ailleurs, il faut que vous rectifiiez, que vous essayiez de faire rectifier par le Parti notre doctrine traditionnelle. »

Léon Blum a exactement la même approche lorsqu'il justifie l'injustifiable au nom d'une sorte de pragmatisme révolutionnaire où, sans « révolution », tout est permis dans la compromission :

« Je pense que la participation ministérielle pendant la guerre n'a été à aucun degré le signe d'une inflexion révisionniste de la pensée socialiste, car ce n'est pas pour collaborer à des réformes sociales que le Parti socialiste a accepté le pouvoir.

Il l'a accepté pour un tout autre objet ; il l'a accepté dans des circonstances que la résolution Kautsky de Paris qualifiait de circonstances exceptionnelles ; il l'a accepté avec l'autorisation et la ramification des organes qualifiés du Parti socialiste. »

Il s'en sort une conclusion logique : il faut balancer par-dessus bord la seconde Internationale, qui est incapable de maintenir cette « fiction » révolutionnaire... Mais il ne faut surtout pas rejoindre la IIIe Internationale, qui exige que la révolution, c'est-à-dire la prise dans la violence du pouvoir d'État, soit la perspective centrale.

Pour cette raison, 4 330 mandats contre 337 votent la sortie de la seconde Internationale (avec 53 abstentions et 109 absents).

Puis 3 031 mandats se prononcent pour la « reconstruction » d'une nouvelle Internationale, les tenants de la IIIe Internationale obtenant 1 621 mandats, un score honorable mais dans une absence d'unité, de clarté, de connaissance même d'ailleurs de ce qu'est réellement la IIIe Internationale, qui est simplement assimilée ou confondue avec la révolution russe.

En fait, le congrès de Strasbourg marque simplement un recentrage du Parti socialiste SFIO. Les ex-majoritaires ont disparu : ils ont été liquidés en 1918-1919, ils sont trop compromis.

Mais le Parti ne rejette pas leur activité durant la guerre, ils considèrent seulement qu'ils sont allés trop loin, alors que de toute façon ils sont carbonisés niveau crédibilité « révolutionnaire ». Ils sont donc simplement remplacés par des gens voulant simplement en revenir à la ligne d'avant 1914, Paul Faure et Léon Blum étant leurs chefs de file.

On est donc dans l'ambiguïté assumée entre réforme et révolution, comme on le voit rien qu'à la première phrase de la résolution de politique intérieure adoptée au congrès affirme que :

« Le Parti socialiste déclare que, plus que jamais, dans les circonstances présentes, son action nationale doit être fonction de l'action internationale du socialisme mondial. »

C'est très symbolique puisque le Parti socialiste SFIO a abandonné la seconde Internationale sans rejoindre la IIIe, flottant dans un vide permettant toutes les ambiguïtés entre réforme et révolution qui lui sont caractéristiques... avec, naturellement, le « républicanisme ». La résolution de politique intérieure appelle ainsi à « la sauvegarde de la République », expliquant qu'il y a « un danger pour le régime ».

On est ainsi de retour à avant 1914. Le Congrès de Tours, avec un renversement total de perspective, n'en sera que d'autant plus une surprise.

LE RENVERSEMENT DU RAPORT DE FORCE AU SEIN DU PARTI SOCIALISTE SFIO QUANT À L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Entre le congrès de Strasbourg de la fin février 1920 et celui de Tours de la fin décembre de la même année, le rapport de force interne – grosso modo de 70 % / 30 % - va se renverser au profit des partisans de la IIIe Internationale.

La raison, c'est qu'en juillet 1920, l'Internationale Communiste tient son second congrès. Ce qui était considéré comme un simple appel avec le premier congrès se pose désormais comme véritable organisation mondiale, avec des soutiens désormais réellement nombreux.

Il y a des positionnements politiques, il y a une dynamique, il y a le régime soviétique qui montre sa stabilité, tout cela forme une véritable proposition stratégique. D'août à

décembre 1920, la question de l'adhésion à la IIIe Internationale devient l'obsession chez les socialistes et il est clair qu'il y a un engouement très net devant ce qui semble inéluctable.

Naturellement, c'est un déclic qui se produit avec retard en France, puisque le processus fut enclenché dès la révolution d'Octobre 1917 dans de nombreux pays. Mais cela amène d'autant plus de volonté de rattraper le temps perdu. La minorité au sein de la CGT progresse de manière notable au congrès d'Orléans de fin septembre – début octobre 1920, obtenant 659 mandats contre 1 485 à la majorité.

Mais cela se lit surtout avec les jeunesses de la SFIO, les Jeunesses socialistes. Avant même la fin de la guerre, à la conférence de Saint-Denis de juin 1918, la première depuis de 1913, le courant de Jean Longuet y devint majoritaire tout comme dans la SFIO. Pierre Lainé, né en 1899 et nouveau dirigeant avec 169 mandats contre 10, appartenait à ce courant depuis son adolescence.

Naturellement, les jeunesses étaient sur une ligne plus dure que leurs aînés et les partisans de la IIIe Internationale y étaient plus puissants. En avril 1920, lors de la conférence des jeunesses à Troyes, la tendance longuettiste de Pierre Lainé représente 3 168 mandats, le Comité pour l'autonomie et l'adhésion à l'Internationale Communiste des Jeunes 2 350 mandats, alors qu'une troisième tendance, partisane de l'adhésion mais considérant qu'elle n'était pas encore possible, obtenait 1826 mandats.

On notera que le représentant de la première tendance, Pierre Lainé, restera dans la SFIO « maintenue », tout comme le représentant de la troisième tendance, Émile Auclair, après un bref passage chez les communistes. Enfin, le représentant de la seconde tendance, Maurice Laporte, joua un rôle très important dans les Jeunesses Communistes, avant de craquer en

prison en 1923, de travailler pour la police et de devenir un ardent collaborateur des nazis pendant l'Occupation.

Sous l'impulsion du second congrès de l'Internationale Communiste, la seconde et la troisième tendance s'unirent à la fin juillet 1920 comme Comité de l'Internationale Communiste des Jeunes. Fin septembre, ils mettent en place un journal, L'Avant-garde ouvrière et communiste, dirigé par Gabriel Péri et obtiennent la mise en place d'un congrès à la fin de l'année.

La tendance longuettiste de Pierre Lainé fut balayée, sa résolution favorable à l'attente n'emportant que 1958 mandats, contre 5 443 pour l'adhésion immédiate à la IIIe Internationale (avec 350 abstentions).

Voici la résolution ayant triomphé :

« Le Congrès National des Jeunesses socialistes réuni à Paris les 30 octobre et 1er novembre 1920, constatant :

que la IIIe Internationale rassemble tous les socialistes révolutionnaires du monde entier ;

qu'elle répudie tout « socialisme de guerre » passé et futur, méconnaît le mythe que représente la Défense nationale, préconise l'intransigeance révolutionnaire et la dictature du prolétariat par le régime des Conseils des travailleurs se substituant à la fausse démocratie bourgeoise parlementaire, que ce régime peut seul faire triompher la production au bénéfice total du producteur et instaurer le Communisme ;

constatant, d'autre part, que l'Union Internationale des Jeunesses socialistes a fait faillite au même titre que la IIe Internationale,

le Congrès condamne avec force et refuse de s'associer jamais avec les Jeunesses qui, répudiant en 1914 les principes fondamentaux du socialisme en approuvant, de quelque manière que ce soit, la politique dite « d'Union sacrée », continuent deux ans après les hostilités à rester fidèles à leurs erreurs et à collaborer de près ou de loin, consciemment ou inconsciemment, avec la politique des renégats de la lutte sacrée de classe.

Elle condamne également les tentatives des Jeunesses jaunes de Noske, d'Allemagne, de Renner, d'Autriche, faites dans le but de reconstruire une Internationale qui serait en complète opposition avec l'Internationale Communiste des Jeunes ;

Le Congrès, conscient de l'idée de lutte de classe qui s'est affirmée dans l'Internationale Communiste des Jeunes ne faisant pas double emploi avec la IIIe Internationale, lui donne son entier appui et son adhésion non conditionnée, comme elle la donne sans réserve aucune à son aînée et approuve pleinement son manifeste et son programme lancé au Congrès international tenue le 25 novembre à Berlin ;

De plus, le Congrès,

considérant que la division qui s'est affirmée au sein de la Fédération Nationale des Jeunesses Socialistes résulte d'une divergence profonde sur le but et la doctrine ;

considérant qu'aucune organisation ne saurait exercer d'action révolutionnaire sérieuse et efficace si ses membres sont ainsi divisés sur les principes mêmes de la lutte ;

affirme que s'il est vrai que tous les communistes ont l'impérieux devoir d'adhérer sans réserve à la IIIe Internationale, il n'en est pas moins évident que seuls les communistes doivent y avoir accès.

En conséquence :

soucieux de permettre aux éléments révolutionnaires des Jeunesses de France d'adhérer à l'Internationale Communiste des Jeunes, le Congrès pour clarifier définitivement la situation et faire œuvre durable, décide la transformation des Jeunesses Socialistes de France en Fédération Nationale des Jeunesses Socialistes Communistes, et admet pleinement la déclaration et le programme général d'action suivant, qui sera celui de la Fédération ainsi reconstituée. »

Les Jeunesses Socialistes devinrent les Fédération nationales des Jeunesses Socialistes Communistes de France, puis en mai 1921 la Fédération nationale des Jeunesses Communistes.

Ce qui s'était dans les Jeunesses reflétait de fait la tendance générale dans le Parti. Pourtant les partisans de la IIIe Internationale auraient dû tirer une leçon de ce qui s'était passé après le vote.

Prenant la parole au nom, Pierre Lainé lut une résolution où il affirma, au nom des 1958 man-

ats qui s'étaient portés sur lui, qu'il était pris acte « de l'acte d'indiscipline de la majorité qui vient de proclamer l'autonomie des Jeunesses ». On avait ici déjà la base du discours de la minorité, qui accusait la majorité de liquidation, d'aventurisme, de dogmatisme, etc. et ne comptait certainement pas accepter les décisions prises.



La fondation de la Section Française de l'Internationale Communiste

Un saut qualitatif extrêmement tourmenté

L'adhésion du Parti socialiste SFIO à l'Internationale Communiste lors du congrès de Tours de décembre 1920 reflète un parcours très compliqué en cette direction ; ce fut tellement le cas qu'au sens strict, la fondation de la Section Française de l'Internationale Communiste est plus symbolique qu'autre chose.

Les raisons à cela sont multiples et se combinent.

1. Tout d'abord, le Parti socialiste SFIO est étranger à la tradition social-démocrate. Il ne fait pas du marxisme ni sa référence systématique, ni sa doctrine en tant que tel. Il n'a pas de système de pensée fermé, mais un style : l'union de tous les « socialistes » voulant dépasser le capitalisme, quels que

soient leurs approches, leurs choix, etc. Le Parti vit à côté du syndicat – la CGT – et admet la séparation des deux entités, sans parler même de la subordination du syndicat au Parti, inconcevable pour les syndicalistes et même pour les socialistes.

Comme le bolchevisme est une évolution de la social-démocratie russe, il aurait fallu que le Parti socialiste SFIO passe à la tradition social-démocrate puis au bolchevisme. Cela ne fut bien entendu nullement vu.

La conséquence, on s'en doute, est rapidement les socialistes pro-IIIe Internationale s'apercevront qu'ils se sont fourvoyés ; bien souvent ils refuseront de se remettre en cause et ils partiront. Les années suivant la

fondation de la Section Française de l'Internationale Communiste sont marquées par des départs en série, y compris au plus haut niveau.

Le chef de file des partisans de la IIIe Internationale lors du congrès de Tours, Ludovic-Oscar Frossard, qui devint le premier dirigeant historique de la Section Française de l'Internationale Communiste, démissionnera dès janvier 1923, pour aller dans la Section Française de l'Internationale Ouvrière « maintenue ».

2. Le problème qu'on a avec les anciens socialistes est également valable pour les nouveaux adhérents, arrivés en 1919-1920 en ayant l'impression qu'être en phase avec la révolution russe c'était adopter le style

« socialiste ». Les exigences de la IIIe Internationale n'en apparaîtront que plus rudes.

En 1919, le Parti socialiste SFIO a autour de 130 000 adhérents ; en 1920, au congrès de Tours, il s'appuie sur 178 372 adhérents.

En 1921, la Section Française de l'Internationale Communiste a 109 391 adhérents ; en 1922 elle n'en a plus que 78 828. En 1923, elle n'en a plus qu'autour de 45 000.

En 1924, elle en a 70 000, pour retomber à 60 000 en 1925. Il y a 55 000 adhérents en 1926, 54 000 en 1927, 52 000 en 1928, chiffre qui restera grosso modo le même jusqu'en 1934. Et encore faut-il considérer que la moitié des adhérents est réellement active.

La Section Française de l'Internationale Communiste a été un lieu de projection et il y a une incapacité majeure des gens la rejoignant à s'adapter aux exigences de l'Internationale Communiste.

3. Les délégués présents au congrès de Tours ne représentaient, de fait, pas réellement les adhérents. Eux-mêmes l'expliquent lors des présentations des votes sur la IIIe Internationale dans chaque Fédération : une grande partie des adhérents n'a tout simplement pas participé !

De plus, ceux qui ont participé ne savaient pas exactement de quoi il en retournait. Nombre de Fédérations votent pour la IIIe Internationale... tout en soulignant l'exigence de l'unité et en réfutant toute exclusion de la minorité. C'est

là une incompréhension totale du bolchevisme, des 21 conditions pour l'adhésion à la IIIe Internationale.

La majorité de la Fédération socialiste de l'Ain, par la voix de René Nicod, proposa ainsi une motion d'ajournement, avec comme motif le constat tout à fait réaliste comme quoi :

« L'effondrement de l'unité socialiste serait en France la première défaite de l'Internationale socialiste et la première grande victoire de la bourgeoisie capitaliste.

Si ce n'est pas le Parti tout entier, mais si c'est un parti amputé qui entre à l'Internationale d'action désirable – que ce soit la IIIe ou que soit une autre – la portée de cet événement sera considérablement amoindrie.

Or, le Parti socialiste constate que sur cette question particulière de l'adhésion ou de la non-adhésion à la IIIe Internationale, ses militants les plus qualifiés, ceux qui sont les plus imprégnés de sa doctrine, ceux qui sont les plus fidèles à sa tradition, sont presque partout en complet désaccord quant à la valeur socialiste ou à l'opportunité d'une décision immédiate.

Ce désaccord, qui oppose artificiellement des hommes qui, hier encore, semblaient en parfaite communion d'idées quant à la doctrine, à l'organisation, aux méthodes de propagande et d'action du Parti, est dû à ce que les thèses de Moscou et les conditions préalables posées à l'adhésion de la IIIe Internationale n'ont généralement pas été étudiées et jugées en elles-mêmes, mais en fonction de ce grand événement qu'est la Révolution russe. »

Cette motion visait dans les faits à temporiser en faveur d'une unité des restes de la seconde Internationale (qui deviendra ce qu'on appellera la « seconde et demie », avec Vienne comme centre névralgique) et de la IIIe Internationale. Ce n'était là pas réaliste, mais cela reflète l'approche « socialiste », incapable de saisir les choses de manière idéologique.

D'ailleurs, l'ensemble du Parti socialiste SFIO est grosso modo en accord avec cette approche. Même les partisans de la IIIe Internationale soulignent que, finalement, l'adhésion à celle-ci ne changera pas immédiatement quoi que ce soit, qu'il n'y aura pas d'expulsions de membres, que les traditions sont préservées : elles seraient simplement améliorées, le bolchevisme étant une technique, une « exigence », etc.

4. Les seuls qui avaient réellement compris les exigences du bolchevisme s'y opposaient. Sachant qu'ils allaient être en minorité au congrès de Tours, ils ont savonné la planche, préparé la scission de manière particulièrement machiavélique afin de passer pour des martyrs du sectarisme et du dogmatisme. Le plan réussira à merveille, les partisans de la IIIe Internationale, plus volontaires qu'autre chose, ne remarqueront même pas comment ils se font piégés.

Le congrès de Tours : l'affrontement quant à la question de l'adhésion à l'Internationale Communiste

Le 18e congrès de la SFIO s'est tenu du 25 au 30 décembre 1920 à Tours ; il est le prolongement direct du congrès précédent, qui s'est tenu à Strasbourg, sur le plan des idées, et bien entendu en ce qui concerne le principe fédéral. On a des délégués d'une fédération votant dans un sens, d'autres dans un autre sens ; la tradition est celle, social-

iste, du Parti comme lieu de convergence.

Cependant, la base s'est cependant élargie, d'environ 30 %. Il y a un engouement et une attraction toujours plus grande pour la révolution russe, alors que l'Internationale Communiste, très faible à sa fondation, gagne en ampleur et en organisation : la tenue de son second congrès, en juillet 1920, bouleverse littéralement l'impression qu'on a d'elle.

C'en est fini de l'hypothèse, dominante à Strasbourg, du mouvement ouvrier français comme îlot préservé des tempêtes sur la carte du socialisme international. La question se pose simplement : se mettre à l'heure de Moscou, ou pas. Le second congrès de l'Internationale Communiste a une aura telle que l'issue semble d'ailleurs inéluctable et les opposants à l'adhésion à la nouvelle Internationale savent dès le milieu de l'année que tout est plié pour eux.

Cela va leur laisser d'autant plus le temps de mettre en place un stratagème ingénieux pour torpiller le congrès de Tours. Cela va être facilité par le dédoublement des deux tendances en présence.

On a ainsi comme tendance principale celle de Marcel Cachin et de Ludovic-Oscar Frossard, qui est pour l'adhésion immédiate à l'Internationale Communiste, et celle de Jean Longuet et Paul Faure, qui s'y oppose.

Cependant, la première tendance se voit dédoublée par celle de Georges

Leroy et Maurice Heine, deux syndicalistes révolutionnaires ayant participé à l'aventure du « Parti Communiste » - « Fédération Communiste des Soviets ». Ils considèrent qu'il faut affirmer bien davantage la rupture avec la droite et le centre du Parti ; dans les faits, il s'agit en fait surtout d'une tentative de prendre le contrôle de la direction en se présentant comme les seuls ayant été vraiment en rupture depuis le départ.

La seconde tendance est, elle, dédoublée par celle de Léon Blum et Dominique Paoli. Tout comme la motion Leroy – Heine se veut la motion Cachin – Frossard en plus poussée, la motion Blum – Paoli se veut la motion Longuet – Paul Faure en plus dure, en plus anti-bolchevik.

L'ambiance est ici paradoxale : d'un côté il y a l'habituelle fraternité socialiste dépassant les tendances, dans une perspective de cohabitation et d'acceptation des autres tendances même si on les récuse, etc. De l'autre, les contradictions sont trop fortes et imposent les antagonismes.

Paul Vaillant-Couturier résume la situation de la manière suivante. Lui-même avait participé à toute la guerre mondiale de manière très volontaire (cinq citations à l'ordre de l'armée, médaille militaire, Croix de guerre 1914-1918), mais en était sorti socialiste convaincu et il deviendra une grande figure des communistes. Il fut d'ailleurs extrêmement populaire ; à son décès en 1937 à 45 ans, des centaines de milliers de personnes accompagnent

le cercueil à travers Paris, avant le Père-Lachaise (il fut le premier communiste enterré là-bas, ce qui ouvrit une tradition par la suite).

« Il ne s'agit plus de donner à une motion le nom d'un homme, mais d'en regarder l'esprit, de voir quelle est la grande crise qui nous divise.

Il y a ici des hommes qui ne peuvent plus collaborer dans le même parti. Il faut le dire.

Quelque douleur que nous ayons à l'avouer, il y a ici des hommes qui ne peuvent plus travailler ensemble. Ils se retrouveront peut-être sur certains terrains pour des actions communes.

Je serais désolé de penser que je ne me rencontrerai pas parfois avec mes camarades Sembat, Bracke, Boncour, pour mener certaines batailles.

J'espère, lorsque les batailles de cette nature viendront, que, contrairement à l'expérience de l'histoire, les social-patriotes ne seront pas du côté de la bourgeoisie pour nous faire la guerre.

Je compte sur eux pour qu'ils évitent ce geste, contrairement à l'expérience de l'histoire. Mais je ne me fais pas d'illusions, je sais que certains d'entre eux vont être entraînés, attirés par le flot bourgeois, malgré eux.

Je sais que cela doit arriver fatalement ; je sais que la bourgeoisie, à l'issue de ce Congrès, tournant des yeux attendris vers vous, va vous couvrir de fleurs. (Applaudissements.)

Je sais que cela se produira fatalement. Mais j'espère que vous aurez la force d'âme de résister au chant de toutes ces sirènes... (Mouvements divers.)

Je ne désespère pas de voir certains d'entre vous, éclairés par les faits, revenir vers nous, car un homme peut toujours s'être trompé, car un homme peut toujours avoir eu des illusions sur ce qui était son devoir. »

Ce qui est flagrant, tout au long du congrès de Tours, c'est que personne ne voulait la scission, tout le monde affirme vouloir l'éviter. En même temps, il y avait deux camps exprimant deux orientations op-

posées : en pratique, le Parti socialiste SFIO se retrouvait piégé par l'Histoire, réfutait ce piège, mais devait en sortir coûte que coûte pour subsister dans un sens ou dans un autre.

La tendance Cachin – Frossard

La tendance favorable à l'adhésion immédiate à l'Internationale Communiste est représentée par Marcel Cachin et Ludovic-Oscar Frossard. Ils forment le noyau dur de la nouvelle direction qui a émergé en 1918.

Ludovic-Oscar Frossard est le nouveau secrétaire, remplaçant Louis Dubreuilh qui était à ce poste depuis la fondation du Parti en 1905. Marcel Cachin dirige le quotidien, l'Humanité, remplaçant Pierre Renaudel, en poste depuis 1914 et l'assassinat de Jean Jaurès.

Ils ont été à Moscou au second congrès de l'Internationale Communiste en juillet 1920 ; s'ils n'ont pas pu y assister en entier – ratant la question de l'organisation, avec les 21 conditions – ils ont été très impressionnés. Pour eux, l'adhésion à l'Internationale Communiste relève de l'inéluctable.

Il ne s'agit pas d'une adhésion au bolchevisme, mais d'un raisonnement implacable : le passé a montré les limites d'une ancienne forme, certains ont réussi à débloquer la situation, il faut en être. Ludovic-Oscar Frossard résume tout à fait ce pragmatisme en disant au congrès de Tours :

« La IIe Internationale est morte, non parce qu'elle n'a pas empêché la guerre, mais parce qu'elle a oublié pendant la guerre le devoir précis qui lui incombait. (Vifs applaudissements.) »

La faillite de la IIe Internationale, ce n'est pas au 2 août 1914 qu'elle commence. S'il y a eu faillite ce jour-là, c'est celle du prolétariat international. (Applaudissements.) »

Marcel Cachin, qui a été pour l'Union Sacrée en 1914, ne dit pas autre chose. S'il est d'une immense ferveur lorsqu'il parle de la Russie soviétique qu'il a visitée, son regard reste pragmatique : il faut selon lui suivre les bolcheviks, car ils ont réussi.

C'est une réduction techniciste du bolchevisme qui est absolument typique en France : au congrès de Tours, tout le monde voit les bolcheviks comme des socialistes implacables dans l'organisation et les décisions, et certains trouvent cela bien, d'autres mal.

Marcel Cachin trouve cela bien, ce qu'il dit au congrès reflète parfaitement une incompréhension complète du principe de combat idéologique, de direction idéologique, au profit d'une lecture en terme de « dureté » :

« Je sais quels sont les procédés de violente polémique des révolutionnaires de Russie. Ils ne les emploient pas spécialement contre nous ; ils les ont employés contre eux-mêmes traditionnellement, si j'ose dire. »

Il serait très aisé de retrouver dans leurs journaux des outrages du même genre, peut-être pis encore, contre ceux qui jouent le rôle le plus éminent dans la Révolution présente. J'avoue qu'à notre premier contact et à la première lecture de leur littérature, certaines expressions me choquaient aussi. Et j'avoue qu'à l'heure actuelle – vous en

penserez ce que vous voudrez – à l'habitude de cette lecture j'ai pris celle de ne pas m'attacher à quelques expressions brutales, à quelques violences verbales.

J'ai pris cette habitude parce que je sais que si ces hommes ont employé contre un grand nombre de socialistes des violences souvent injustes, ils ne l'ont fait que pour assurer un recrutement de plus en plus rigoureux, vigoureux, énergique, pour la bataille et pour l'action.

Ce n'était pas seulement pour le plaisir d'outrager ou de violenter, comme vous les savez.

Vous savez comment ils ont sélectionné leur parti, comment ils l'ont composé, de quelle façon brutale ils ont en effet chassé un certain nombre de ceux sur lesquels ils ne croyaient pas pouvoir compter d'une façon absolue pour leur action.

Mais vous avez vu aussi qu'au terme de l'histoire de ce parti ils ont accompli – confessez-le – le plus grand geste de l'histoire moderne. »

Marcel Cachin insiste d'ailleurs sur le fait que le bolchevisme a été capable de mettre les masses en mouvements pour des initiatives, malgré les terribles conditions. Il ne comprend strictement rien au fait que tout relève de décisions idéologiques – pour lui, tout est décidé sur le tas, en raison des situations, afin de simplement faire face.

Pour lui, le bolchevisme a établi une machinerie destinée à vaincre :

« Le Parti russe a su, au cours de sa longue et tragique histoire, se forger une discipline qui lui a assuré la victoire, il y a trois ans ; c'est encore sa méthode ferme et énergique, à laquelle se soumettent volontairement ses militants depuis les plus obscurs jusqu'aux plus éminents, qui lui garantit sa puissance actuelle. »

Il sait utiliser les valeurs. Il peut disposer de tous ses membres pour leur commander les besognes les plus périlleuses, et nul ne peut ni ne veut se soustraire aux obligations qu'il a librement consenties.

Dans cette période de guerre civile et de guerre étrangère qui lui sont imposées depuis trois années, le nombre de victimes bénévoles du Parti bolcheviste est extrêmement élevé. Ils se sont habitués à sacrifier pour répondre à l'appel de l'organisation, non seulement leurs habitudes, leurs intérêts, leurs familles mêmes, mais leur vie elle-même lorsque les circonstances l'exigent.

Je ne dis pas que nous soyons à la veille, en notre pays, de dresser une organisation aussi parfaite ; il est temps tout de même que nous fassions un grand effort en cette voie. »

Cette lecture tout à fait erronée va de pair avec une vraie volonté de voir le socialisme triompher. Son élan est tel qu'après son discours au congrès de Tours, de nombreuses demandes arrivent au bureau du congrès pour que celui-ci soit édité en brochure, ce qui est immédiatement décidé à la fin de la prise de parole. Cette décision sera répétée plusieurs fois par la suite dans le congrès, mais le fait est que le discours de Marcel Cachin a véritablement donné le ton du côté des partisans de la IIIe Internationale.

On a un bon aperçu de ce sentiment révolutionnaire, mêlant ferveur et espoir, authenticité et idéalisme, dans ce qu'il écrit en août dans son carnet, alors qu'il avait été en Russie en avril 1917 initialement pour demander que celle-ci continue la guerre :

« Il faut agir dans le sens de Moscou, car d'abord ils ont montré le chemin et ont déjà accompli une moitié de leur tâche, celle qui est la moins aisée, la destruction du régime de l'argent. Et d'avoir agi leur confère un prestige immense et légitime. Puis, ils sont restés dans la tradition révolutionnaire des temps modernes.

Ils sont nourris de la révolution française. Et ils sont nourris de Marx, d'Engels, des

enseignements de la Commune. Ils sont la vie, l'avenir : ils ont frayé une voie nouvelle à l'humanité. Sans faiblir, sans fléchir, une voie farouche, ils vont de l'avant ».

La tendance Longuet - Paul Faure

La tendance représentée par Jean Longuet et Paul Faure est celle des « reconstituteurs ». Ceux-ci assument, du moins en paroles et en théorie, la dictature du prolétariat, la nécessité de la prise du pouvoir comme nécessité ; ils soutiennent la révolution russe.

Ils sont d'accord pour dire que la seconde Internationale a failli, mais ils ne sont pas d'accord pour dire que l'Internationale Communiste la remplace. Ils pensent que l'expérience russe est particulière, que ses leçons ne peuvent pas être généralisées. On a à l'arrière-plan une remise en cause du principe de vague révolutionnaire mondiale, mis en avant par l'Internationale Communiste avec le concept de crise générale du capitalisme.

Jean Longuet explique ainsi au congrès de Tours que :

« Le Congrès [de fondation] de la IIIe Internationale s'est produit à un moment où nos camarades russes étaient particulièrement exaltés par leurs victoires sur la Pologne ; ils étaient persuadés que rien ne résistait plus à l'armée rouge.

Et c'est dans cette exaltation, c'est dans ce moment tragique particulier qu'ils ont conçu une Internationale qui n'est pas une Internationale du prolétariat de tous les pays, mais une Internationale spécifiquement russe, avec des conceptions russes, une discipline russe et qui n'est pas adaptable aux autres pays. (Très bien à droite.) (...).

Nos camarades russes – je suis tout à fait d'accord là-dessus avec Frossard – dans leur impatience légitime causée par les souffrances terribles qu'ils endurent au service

de la révolution universelle, - pour quoi je les salue bien bas, en tant que lutteur de la révolution (applaudissements) – nos camarades russes attendent les gestes de la révolution immédiate.

Ils ne tiennent aucun compte des circonstances de temps et de lieu, ils les ignorent, vivant dans l'hypnose de leur révolution... (Exclamations.)

Nous ne sommes illuminés. Si nous étions en révolution, nous nous étonnerions comme eux que les autres pays ne fassent pas, eux aussi, la révolution. Ils sont excusables de leur erreur.

Ceux qui ne sont pas excusables, ce sont ceux qui l'affirment, alors qu'ils savent que c'est faux. »

Les Russes voudraient ainsi aller trop vite et s'y prendraient mal. Les reconstituteurs les soutiennent mais refusent leur modèle ; ils veulent pour cette raison une reconstruction avec tous les mouvements socialistes restant, sans distinction. C'est le sens du nom de leur motion : « Comité pour la Reconstruction de l'Internationale ».

C'est, en quelque sorte, la ligne de la social-démocratie autrichienne, qui a Vienne comme bastion.

Jean-Baptiste Lebas, une figure de la SFIO de Roubaix et du Nord en général, s'exprima ainsi au congrès, reflétant tout à fait cette approche :

« Nous irons à [l'Internationale de] Vienne [où les sociaux-démocrates, très puissants, rejetaient la seconde Internationale tout en refusant la troisième], non pour créer une IVe Internationale (...), nous poursuivrons donc notre route et nous irons à Moscou. (Mouvements divers.)

Mais nous irons à Moscou, non pas pour dire humblement : « Tout ce que vous nous avez imposé est accepté ; nous ne nous sommes même pas donné la peine de l'examiner ; il a suffi que vous parliez pour que nous allions à vous », mais, suivant le magnifique langage de [l'Italien Giacinto] Ser-

rati, nous irons en hommes libres, pour discuter d'égal à égal, en socialistes. (Applaudissements. - Mouvements divers.)

Nous dirons à Moscou... (Tumulte) « il est impossible que vous mainteniez vos conditions qui ont pour conséquence fatale – l'expérience est là, les faits sont probants – la division des forces socialistes.

Il faut que le prolétariat de l'Europe occidentale, pour ne parler que de lui, reste uni, soit de taille à faire front à la réaction internationale. Vos 21 conditions brisent cette force révolutionnaire et portent, du même coup, la mort dans la révolution russe.

Si, malgré tout, Moscou reste inébranlable dans son inconscience (Applaudissements. Protestations et mouvements divers.) et si par malheur pour le socialisme français, pour le bonheur de la bourgeoisie de notre pays, l'unité de notre parti est brisée... (Interruptions : « Il est décoré par la bourgeoisie ! »)... en ce qui nous concerne nous continuerons notre propagande de toujours, et aux cris de : « Prolétaires de tous les pays, combattez-vous », nous répondrons par le vieux cri plus vrai aujourd'hui que jamais : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » (Applaudissements.) »

Les tendances Leroy-Heine et Blum- Paoli

Les deux autres tendances forment l'expression jusqu'au-boutiste de la conception du bolchevisme comme une sorte de machinerie implacable. La motion ultra-gauchiste de Georges Leroy et Maurice Heine considère que la motion Cachin – Frossard ne va pas assez loin dans la valorisation de ce « bolchevisme », tandis que la motion Blum – Paoli considère qu'on ne va pas assez loin dans sa dénonciation.

Cette dernière motion est portée d'ailleurs par le « Comité dit de Résistance Socialiste », nom choisi afin de bien montrer qu'il s'agit de

défendre les traditions socialistes françaises, avec en particulier la représentativité proportionnelle. Léon Blum fera un long discours à ce sujet, qui passera à la postérité et sera le catéchisme des socialistes au 20^e siècle.

La motion de Léon Blum et Dominique Paoli dit ainsi du Parti que :

« Il se refuse à pousser la centralisation jusqu'au point où l'autonomie des groupes locaux et l'initiative du groupe parlementaire se trouveraient totalement anéanties.

Il se refuse à priver les minorités du droit d'agir, en supprimant la Représentation proportionnelle ; du droit de penser, en supprimant la liberté de discussion ; ou même du droit de vivre à l'intérieur du Parti en organisation les exclusions en masse et les épurations périodiques.

Il se refuse à créer à côté ou au-dessus des organismes publics du Parti, des organismes clandestins, et, par conséquent, irresponsables, qui les contrôlent. »

La motion de Georges Leroy et Maurice Heine a la perspective contraire, au sens où elle a la même interprétation totalement faussée du bolchevisme. La motion exige en effet qu'il faut que l'adhésion s'accompagne de l'acceptation ouverte des 21 conditions exigées par la III^e Internationale pour rejoindre ses rangs.

Ce n'est toutefois qu'un masque pour prendre les commandes. En effet, Georges Leroy et Maurice Heine relevaient cependant de l'ultra-gauche, de la mouvance du « Parti Communiste » et la « Fédération Communiste des Soviets ». Au sens strict, ils représentent les tous premiers activistes, issus du

syndicalisme, à se tourner vers la Russie soviétique, ici dans les rangs du Parti socialiste SFIO. Ils prétendent à ce titre prendre la direction du cours des choses.

Georges Leroy, le premier orateur de cette tendance, commença évidemment par prétendre qu'il existerait une continuité révolutionnaire, qu'ils représenteraient :

« De cœur avec les Zimmerwaldiens et avec les révolutionnaires russes depuis 1917, nous avons suivi avec attention leur action quotidienne, qui s'est toujours trouvée d'accord notre pensée.

C'est donc sans hésitation que nous avons accepté les thèses et les conditions adoptées par le 2^e congrès de la III^e Internationale communiste, en faveur de laquelle nous n'avons cessé de militer, tant au sein du Comité de la III^e, que dans les sections du Parti, dans les Syndicats ou dans les Coopératives.

Personne plus que nous n'a vu avec satisfaction les progrès réalisés par ce mouvement qui ralliait chaque jour un nombre grandissant d'adeptes. »

La motion de la tendance reprend la même argumentation visant à se légitimer :

« Dès que nous fut parvenue la nouvelle de la constitution à Moscou de la III^e Internationale – et alors que tant d'autres cherchaient leur voie – nous entreprenions spontanément, au sein du Parti Socialiste et malgré l'opposition acharnée de ceux qui formaient, à ce moment, sa majorité, la campagne de propagande communiste et soviétique la plus nette et la plus résolue.

Communistes sans conditions de la première heure, nous sommes logiques avec nous-mêmes en demeurant, à la onzième heure, communistes sans réserves.

Nous ne sommes donc, quoi qu'on ait dit, ni des « surextrémistes », ni des « superbolcheviks » (Rires), à moins que ce ne soit outrepasser la discipline communiste que de prendre au sérieux chacune des thèses

comme chacune des conditions d'admission votées par le 2e congrès de l'Internationale communiste. (Approbations) »

Ils ne resteront évidemment, en raison de leurs conceptions ultras, que très peu de temps dans la Section Française de l'Internationale Communiste, Maurice Heine se faisant notamment éjecter pour avoir tiré avec un pistolet au plafond lors d'une réunion, car on avait refusé une de ses prises parole !

Au congrès de Tours, l'ultra-gauche utilise ainsi l'argument des 21 conditions, considéré comme une technique, afin de se faire valoir et de prendre les commandes. Georges Leroy cherche à se présenter comme le vrai porte-parole du bolchevisme :

« Les thèses et conditions de l'Internationale communiste forment un tout qui constitue les moyens pratiques nécessaires et indispensables à l'établissement du régime nouveau, tel que seul il permettra de réaliser le communisme.

Renoncer à ces moyens, les vouloir incomplets, les accommoder aux anciens moyens, qui ont surabondamment démontré leur vanité et leur impuissance, c'est continuer à se payer de mots et remettre la Révolution aux calendes grecques.

L'Internationale communiste nous demande un changement radical, non seulement dans la forme et les noms, mais dans l'esprit et le caractère ; elle insiste pour une chose nouvelle, du tout au différente de la chose ancienne, qui a fait faillite et qui, continuée en son fond identique, ne peut que nous vouer à un nouvel échec. »

Le masque tombe cependant dès que la perspective concrète se profile :

« Nous ne sommes pas des sur-extrémistes, mais nous pensons qu'il n'y a pas d'action révolutionnaire possible si l'action syndicale,

l'action coopérative et l'action politique ne sont pas convergentes et pour cela nous disons qu'il est indispensable que les militants du Parti forment des noyaux au sein de chacune des organisations où ils militent et que l'action de ces noyaux soit subordonnée à celle de l'ensemble du Parti. »

Pour l'ultra-gauche, le Parti est un état-major permettant un mouvement par en bas, un syndicalisme, un anarchisme. Mais elle n'a aucune considération de la part de l'Internationale Communiste, qui porte son attention sur la dynamique portée par Marcel Cachin et Ludovic-Oscar Frossard.

Le télégramme du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

Pour l'Internationale Communiste, Marcel Cachin et Ludovic-Oscar Frossard ne sont nullement des bolcheviks, mais elle pense qu'il y a une tendance de fond et que les socialistes français, s'ils se lancent, peuvent se dépasser. Il s'agit de débloquer la situation avant tout et c'est pour cela que l'Internationale Communiste cherche des rapports cordiaux, sans être trop exigeante à part en ce qui concerne la rupture avec la droite et le centre. Elle considère que cette rupture faite, les choses avanceront d'elles-mêmes.

Aussi, l'Internationale Communiste décida de saluer le congrès de Tours, au moyen d'un télégramme du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Il mettait l'accent sur l'affrontement avec les centristes – on devine qu'il n'était

pas fait confiance en ce domaine à Marcel Cachin et Ludovic-Oscar Frossard.

Voici le télégramme, reçu le troisième jour du congrès.

Riga, 24 décembre.

Chers camarades, c'est avec un plaisir extrême que le Comité exécutif de l'Internationale communiste suivra les travaux de votre Congrès, qui occupera sans aucun doute une place importante dans l'histoire du mouvement ouvrier français.

Nous avons lu un projet de résolution portant les signatures des camarades Lorient, Monatte, Souvarine, Cachin, Frossard et autres.

Sauf quelques points (la domination du Parti), nous pouvons nous solidariser avec cette résolution.

Nous avons lu ensuite un projet de résolution signé par Longuet, Paul Faure et autres. Cette résolution est pénétrée d'un esprit de réformisme et de diplomatie mesquine et chicanière.

Les thèses approuvées par le 2e Congrès de l'Internationale Communiste admettent certaines exceptions en faveur de réformistes qui se soumettront maintenant aux décisions de l'Internationale communiste et renonceront à leur opportunisme d'autrefois.

Le projet de résolution signé de Longuet et Paul Faure montre que Longuet et son groupe n'ont aucune envie de faire exception dans le camp des réformistes. Ils ont été et restent des agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat.

Ce qui est le plus remarquable dans leur résolution, c'est moins ce qu'ils disent que ce qu'ils taisent. De la révolution mondiale, de la dictature du prolétariat, du système soviétique, Longuet et ses amis préfèrent, ou bien ne rien dire du tout, ou bien dire les plus banales ambiguïtés.

L'Internationale Communiste ne peut rien avoir de commun avec les auteurs de pareilles résolutions. Le plus mauvais service qu'on puisse rendre dans les circonstances actuelles au prolétariat français est d'imaginer je ne sais quel compromis embrouillé qui sera ensuite un véritable boulet pour votre Parti.

Nous sommes profondément convaincus, chers camarades, que la majorité des ouvriers conscients de France n'admettra pas un compromis aussi ruineux avec les réformistes et qu'elle créera enfin à Tours le vrai Parti communiste un et puissant, libéré des éléments réformistes et semi-réformistes. C'est en ce sens que nous saluons votre Congrès et que nous lui souhaitons le succès. Vive le Parti communiste de France ! Vive le prolétariat français !

Le Comité exécutif de l'Internationale communiste : Zinoviev, Lénine, Trotsky, Boukharine (Russie) ; Rosmer (France) ; Janson (Hollande) ; Chabline (Bulgarie) ; Sultan Zade (Perse) ; Comwitch (Amérique) ; Quelch (Angleterre) ; Milkić (Yougoslavie) ; Manner (Finlande) ; Stučka (Lettonie) ; Chtchakaïa (Géorgie) ; Roudianski, Varga (Hongrie) ; Steinhart (Autriche). — ROSTA [Agence Russe des Télégraphes]

L'Internationale Communiste envoya également une de ses principales figures, en la personne de Clara Zetkine.

L'intervention de Clara Zetkine au nom de l'Internationale Communiste

L'Internationale Communiste envoya au congrès de Tours la communiste allemande Clara Zetkine, déjà très âgée puisque née en 1857. Elle fut dans l'impossibilité d'arriver dès le départ, car le gouvernement français d'Alexandre Millerand – exclu du Parti socialiste SFIO en 1904 – lui avait interdit l'entrée dans le pays.

Elle écrivit par conséquent une lettre dénonçant son impossibilité de venir, dont le ton est très différent

de celui du triomphalisme qu'on trouvait alors dans les rangs du Parti Socialiste SFIO, puisqu'elle accuse celui-ci d'être dans une faiblesse complète.

Outre que le gouvernement soit en mesure de faire ce qu'il veut de par la faible influence des socialistes, elle rappelle que le gouvernement a accusé de complot Fernand Lorient et Boris Souvarine, à la suite de grèves des cheminots en mai ; il s'agit des principaux cadres du Comité de la IIIe Internationale, qui furent emprisonnés à la suite de cette accusation et ne purent ainsi participer au congrès de Tours.

« Je laisse aux ouvriers révolutionnaires de France la réponse à donner au gouvernement [pour son interdiction d'entrée dans le pays], recourant aux moyens les plus misérables dans la lutte gigantesque entre les classes antagonistes.

Il y en a une seule, digne d'eux. C'est l'adhésion à la Troisième Internationale, dont je devais être une porte-parole.

Petite comme est la chose en elle-même, le refus du visa ressemble pourtant à ces pailles qui font voir d'où le vent vient et dans quel sens il va.

Le même Parti Socialiste français, dont la plus grande majorité a enchaîné le prolétariat du pays au char de la guerre sanglante des impérialistes, assoiffés de profit et de puissance, ne jouit pas en récompense d'assez d'autorité et de respect, pour pouvoir décider qui sera admis à son Congrès et qui y prendra la parole.

C'est le gouvernement des renégats du socialisme, des serviteurs sans vergogne et sans scrupule des expropriateurs des ouvriers et paysans, qui en décide. Les prolétaires qui, insensément, criminellement, ont sacrifié des centaines de milliers de leurs meilleurs, ne sont pas libres d'accorder l'hospitalité de leur pays à qui bon leur semble.

Quelle preuve éclatante de la faiblesse, de l'impuissance de la classe ouvrière en France !

Ce petit fait accentue ce que l'emprison-

nement de longs mois des communistes convaincus et dévoués Lorient et Souvarine, ce que les condamnations des grévistes courageux ont gravé au cerveau des ouvriers français. »

Arrivée enfin au congrès, de manière clandestine, elle tint un discours dans la même perspective :

« Pour que ce Congrès réalise cette œuvre grandiose de l'Histoire, il faut que vous fassiez de la division pour arriver à l'union. Il faut faire la division avec le passé, avec la politique réformiste, opportuniste, des majoritaires et des centristes avec leur phraséologie et leur idéologie opportunistes et contre-révolutionnaires, phraséologie des social-patriotes d'un côté et social-pacifistes de l'autre.

Il faut substituer à cette politique la politique purement révolutionnaire et la lutte de classes du prolétariat.

L'unité du Parti que vous avez à présent n'est pas une forteresse qui décuplera vos forces dans la lutte contre l'ennemi.

Cette unité du Parti n'est même pas une maison bien construite dans laquelle vous trouverez les agréments d'une petite vie domestique pour les travaux de réforme ; c'est un bâtiment en ruines, c'est une maison croulante où nos pas en avant sont empêchés par les ruines du passé (...).

Il faut donner votre adhésion pure et simple, nettement, à la Troisième Internationale, pas seulement à ses principes, à sa tactique, mais aussi à ses conditions. (Applaudissements sur de nombreux bancs.) (...)

Tous nos efforts au Parlement seront toujours anéantis par les balles et les mitrailleuses au service de la bourgeoisie. Alors, il faut arriver à la lutte révolutionnaire pour conquérir le pouvoir politique.

Et si vous voulez faire cette conquête, vous ne pouvez pas marcher la main dans la main avec les défenseurs d'une politique de trahison et de faiblesse. »

Cette insistance sur les balles et les mitrailleuses était évidente du point de vue de l'Internationale Communiste, mais elle posait un vrai

problème de fond dans la tradition socialiste.

La grande peur de la lutte armée

Le Parti socialiste SFIO, depuis sa fondation en 1905, est une machine de propagande se mettant en branle avec les élections. Il n'est pas un Parti de lutte sociale, car il laisse cela aux syndicats ; il n'est pas un Parti de lutte politique, car il est axé sur la République parlementaire. Il n'a donc aucune expérience du combat politique ouvert et de la clandestinité ; il appréhende donc particulièrement les exigences bolcheviques d'aller dans le sens de la guerre civile.

L'opposition à l'adhésion ne cesse d'insister sur la question du mode d'organisation bolchevique, espérant convaincre encore en jouant la carte des traditions socialistes de soumission au cadre républicain. Les deux figures clefs sont Paul Faure et Léon Blum, qui prendront ensuite la direction de la SFIO « maintenue », Paul Faure étant le numéro 1 et également le rédacteur en chef du quotidien de la SFIO, *Le Populaire*.

Voici comment Paul Faure accuse au Congrès de Tours les partisans de l'Internationale Communiste de courir à l'aventure :

« Dans la direction où vous allez, il faut que vous sachiez à quelles forces de résistance et de répression vous allez vous heurter. (Applaudissements sur certains bancs, bruits.)
Toutes ces organisations se préparent contre

la classe ouvrière et tout soulèvement éventuel. Elles se préparent non plus seulement avec le fusil – cette période est dépassée – mais, je le répète, avec les mitrailleuses, avec les gaz asphyxiants... (Interruptions, tumulte.)

Il y a plus encore que l'organisation policière et militaire des répressions éventuelles. Vous vous heurterez aussi à l'organisation systématique et habile des briseurs de grèves (...).

Toutes les révolutions ont été faites par des armées en déroute. (Très bien!) Les révolutions allemande, autrichienne, russe ont été faites par des armées, avec des soldats.

Maintenant que les soldats ont rendu leurs armes, vous n'avez plus rien entre les mains.

La bourgeoisie – persuadez-vous en bien – cette bourgeoisie que vous avertissez tous les jours que vous allez faire la révolution, s'amuse de vous et vous amènera dans des guet-apens. (Applaudissements sur certains bancs. Mouvements divers.) »

Voici comment Léon Blum dit la même chose en attaquant plus précisément le bolchevisme :

« Il n'y a pas un socialiste, si modéré soit-il, qui se soit jamais condamné à n'attendre que d'un succès électoral la conquête du pouvoir. Là-dessus, il n'y a aucune discussion possible.

Notre formule à tous est cette formule de Guesde, que Bracke me répétait il y a quelque temps : « Par tous les moyens, y compris les moyens légaux. »

Mais cela dit, où apparaît le point de divergence ? Il apparaît en ceci, c'est que la conception révolutionnaire que je viens de vous indiquer, et qui était celle de Jaurès, de Vaillant, de Guesde, a toujours eu à se défendre contre deux déviations contraires et a toujours frayé difficilement son chemin entre une déviation de droite et une déviation de gauche.

La première est précisément cette déviation réformiste dont je parlais tout à l'heure. Le fond de la thèse réformiste, c'est que, sinon la totalité de la transformation sociale, du moins ce qu'il y a de plus substantiel dans les avantages qu'elle doit procurer à la classe ouvrière, peut être obtenu sans crise

préalable du pouvoir politique. Là est l'essence du réformisme.

Mais il y a une seconde erreur, dont je suis bien obligé de dire qu'elle est, dans son essence, anarchiste. C'est celle qui consiste à penser que la conquête des pouvoirs publics est par elle-même une fin, alors qu'elle n'est qu'un moyen, qu'elle est le but, alors qu'elle n'est que la condition, qu'elle est la pièce, alors qu'elle n'est que le prologue (...).

Ouvrez votre carte du Parti. Quel est l'objet que le parti socialiste jusqu'à présent se donnait à lui-même ? C'est la transformation du régime économique.

Ouvrez les statuts de l'Internationale communiste. Lisez l'article dans lequel l'Internationale définit son but.

Quel est ce but ? La lutte à la main armée contre le pouvoir bourgeois. »

Suit alors une dénonciation populiste du bolchevisme par Léon Blum : ce serait du blanquisme, des petites avant-gardes cherchant non pas à organiser les masses « inorganiques », mais à les entraîner dans un soulèvement, etc.

Cette question de la prise du pouvoir par la lutte armée reflète en fait tout l'arrière-plan républicain du Parti socialiste SFIO.

L'incapacité à dépasser les traditions socialistes françaises

Les appréhensions quant à la prise du pouvoir par la lutte armée s'accompagnaient de toute une série d'autres du même type, largement partagées. Ludovic-Oscar Frossard, pourtant le chef de file avec Marcel Cachin du mouvement pour l'adhésion à l'Internationale Communiste, ne cachait pas ses « réserves ».

De manière totalement opposée au bolchevisme et absolument dans la tradition socialiste française, il expliqua ainsi qu'il voulait l'indépendance syndicale :

« Je ne dissimule pas un instant au Congrès que je préférerais que le mouvement syndical, dans notre pays, à l'exemple du mouvement syndical dans d'autres pays, s'accordât davantage avec le mouvement socialiste (très bien!) et que si j'avais le choix, je préférerais à notre Confédération Générale du Travail une C.G.T. qui, à l'exemple de la Confédération Générale du Travail italienne, se mettrait à la disposition du Parti pour les grands mouvements d'ordre politique nécessités par les circonstances. »

Puis, après avoir expliqué que c'est la conséquence du refus des syndicalistes de se plier aux réformistes socialistes alors, Frossard en déduit que :

« La subordination du mouvement syndical au mouvement socialiste est dans notre pays une impossibilité matérielle et une impossibilité morale.

Aussi bien n'est-ce pas cela qui importe pour l'action révolutionnaire que nous voulons accomplir. Ce qui importe, c'est que la Confédération Générale du Travail soit pénétrée de cet esprit ; c'est que dans les syndicats les socialistes sachent demeurer des socialistes prêts à toutes les éventualités (Applaudissements.)

Ce qui importe, c'est qu'ils n'oublient jamais, nulle part, sur quelque terrain qu'ils se placent, leur devoir de socialistes ; c'est qu'on en finisse avec cette situation paradoxale de militants socialistes qui, au sein de l'organisation syndicale, combattent avec véhémence comme des « politiciens » leurs camarades du parti (Applaudissements.)

Ce qui importe enfin, c'est que, par une propagande inlassable, nous parvenions à opérer le redressement de notre mouvement ouvrier et à lui redonner cette belle vigueur révolutionnaire qu'il avait avant la guerre (...).

J'ai confiance que nous parviendrons à réaliser, non pas la subordination d'un mouvement à l'autre, mais l'unité de front du prolétariat révolutionnaire dans notre pays. Et c'est cela qui importe ?

Il n'est pas un seul d'entre nous, je tiens à le redire, qui veuille domestiquer le mouvement syndical. »

Ludovic-Oscar Frossard restait tout à fait dans le cadre de l'acceptation socialiste, voire de la fascination pour l'actionnisme substitutiste des syndicalistes révolutionnaires, pourtant foncièrement hostiles au Parti Socialiste SFIO.

Une autre réserve de Ludovic-Oscar Frossard concernait la question de l'épuration. Base de la démarche bolchevik, Ludovic-Oscar Frossard la récusait au nom bien entendu des traditions socialistes françaises.

Voici ce qu'il dit, assumant d'être en conflit avec l'Internationale Communiste :

« Je parle ici au nom de la majorité solidaire : aucune exclusion.

Comment, d'ailleurs, pourrait-il en être autrement ? J'ai dit, non seulement ici, mais à Moscou et dans toute la campagne qui aboutit à l'adhésion de notre Parti à la IIIe Internationale, que des hommes comme moi se déshonoreraient s'ils acceptaient de renier et de frapper ceux aux côtés desquels ils ont mené la bataille pour le redressement socialiste pendant de longues années.

Je le répète encore aujourd'hui, si l'on m'avait demandé de frapper Longuet d'exclusion, si l'exclusion de Longuet avait pu être votée par ce Congrès, moi, je serai parti avec Longuet. (Applaudissements.)

On me demande d'être net, je suis net. (Mouvements divers.)

Il n'est rien qui puisse, sur ce point, modifier ni mon état d'esprit, ni celui des membres de ma fraction, ni la résolution que nous avons signée ensemble. (Très bien à gauche.) (...)

Ce n'est pas sans tristesse que je conclus. Nous allons nous séparer (...).

Quant à moi, demain, je parlerai de vous sans amertume. Demain je ne prononcerai pas à votre égard une parole blessante. Je vous considère comme des socialistes et je le dis.

Je vois ici des hommes que je connais depuis quinze ans, des hommes comme Blum qui a apporté au Parti son talent, sa vaste culture, sa puissance de travail, qui l'a grandement honoré, des hommes comme Renaudel, avec lequel je n'ai jamais été d'accord dans le Parti, mais dont je sais qu'il est un homme de courage et de probité (Applaudissements.), Renaudel dont il nous arrive souvent de nous dire entre nous : « S'il était avec nous, quelle belle force révolutionnaire ce serait. » (Très bien ! Mouvements.) (...)

Maintenant, c'est à mes amis du centre que je vais m'adresser. Je leur dis : vous n'avez pas le droit de nous quitter ; vous ne le pouvez pas ; vous ne le devez pas. Nous avons besoin de vous comme vous avez besoin de nous. »

Ludovic-Oscar Frossard en reste tout à fait au socialisme comme tempérament, faisant même l'éloge du mysticisme en s'appuyant sur la grande figure de l'idéalisme spiritueliste que fut Charles Péguy :

« Je me souviens d'une époque où nous redoutions que les jeunes s'en aillent à d'autres organisations que les nôtres.

Ils sont venus, les uns par passion anti-militariste et antiguerrière, les autres, comme autrefois ceux dont Charles Péguy parlait dans son livre Notre jeunesse, à la recherche d'une « mystique ».

D'où qu'ils viennent, qu'ils soient les bienvenus parmi nous. »

On est là très éloigné des exigences de conscience et d'organisation du bolchevisme. Et c'est justement cet idéalisme qui va donner des armes à Léon Blum pour présenter les oppositionnels comme les seuls rationalistes.

Le jeu tactique des oppositionnels

La grande erreur tactique de la gauche du Parti, c'est que les jeux sont faits : on sait avant même le congrès que l'adhésion à la IIIe Internationale est acquise, puisque chaque Fédération a voté en son sein et que les résultats sont connus avant le congrès lui-même. Or, cela permet à la droite de se poser comme unitaire et comme martyr.

Les premiers mots du premier orateur, Léon Blum, relèvent de ce jeu tactique :

« Je demande au Congrès d'avoir égard à ce qu'il y a d'ingrat dans la tâche que mes camarades m'ont confiée devant une assemblée dont la résolution est arrêtée, dont la volonté d'adhésion est fixée et inébranlable. »

Il en va de même pour les premiers propos de Paul Faure, consistant à s'étonner qu'il va répéter ce qu'il a dit au congrès précédent, à Strasbourg, sans que cette fois la majorité du Parti soit avec lui :

« Je sens que je vais me heurter à l'hostilité d'une grande majorité. Il faut donc qu'il se soit passé quelque chose de grave pour qu'il y ait eu un pareil déplacement des forces socialistes !

Il faut que nous nous expliquions, que nous nous demandions les uns et les autres, pourquoi ce changement si rapide et si spontané chez les autres ?

Je disais à Strasbourg : À Moscou ? - Oui ! Aujourd'hui encore je continue à faire la demande en mariage, mais pour le mariage il faut être deux et les réponses qui nous sont faites ne favorisent pas, à mon sens, le contrat. »

Toute l'argumentation de la tendance de Léon Blum, comme celle de Longuet – Paul Faure dont elle n'est qu'une variante, est de dire que normalement les socialistes français savent discuter, qu'ils sont ouverts entre eux, que tout le monde se connaît, que donc rester bloqué sur tel ou tel point c'est sortir de la tradition, qu'eux défendent par conséquent la tradition, que les tenants de la IIIe Internationale importent des comportements et des attitudes étrangères et hors contexte, etc.

Les oppositionnels seraient donc des martyrs d'un sectarisme importé de Russie. Léon Blum a le dessus parmi les oppositionnels justement parce que sa critique va plus loin : c'est celle qui oppose le plus le socialisme à la française au bolchevisme, parce qu'en fait il dénonce en même temps la social-démocratie historique avec sa primauté du politique et son souci de centralisation.

Léon Blum ne le sait pas, mais il se fait le défenseur intransigeant de l'opposition du bolchevisme autant que de la social-démocratie, et c'est pour cela que son discours au congrès de Tours aura un tel succès.

Elle reflète toute une tradition française, en opposant un parti décentralisé, fédéral, avec des tendances, au « bloc » social-démocrate / bolchevik :

« Quel sera le parti nouveau que vous voulez créer ?

Au lieu de la volonté populaire se formant à la base et remontant de degré en degré, votre régime de centralisation comporte la subordination de chaque organisme à l'organisme qui lui est hiérarchiquement supérieur ; c'est, au sommet, un comité directeur de qui tout doit dépendre, c'est une

sorte de commandement militaire formulé d'en haut et se transmettant de grade en grade jusqu'aux simples militants, jusqu'aux simples sections.

L'autonomie des groupes et des fédérations ? Les thèses vous disent que c'est une pure et simple hérésie. Il ne peut plus être question de cela dans l'organisme communiste.

Donc hiérarchisation de tous les organes du Parti, de telle façon que tout organe dépende, par une subordination directe, de l'organisme qui lui est supérieur (...).

Les thèses communistes vont vous imposer, d'une part, la subordination à tous les degrés, avec à la tête, un comité directeur, et, de l'autre, des organismes clandestins que vous êtes tenus d'organiser (...).

Comment ces organismes se formeront-ils ? Est-ce qu'à l'issue de ce congrès, après avoir nommé votre comité directeur public, vous allez procéder à la nomination du comité clandestin ? (Exclamations)

Est-ce que vous allez mettre aux voix la désignation de cet organisme ? (Applaudissements à droite)

Votre comité directeur occulte ne pourra donc pas naître d'une délibération publique de votre congrès, il faudra qu'il ait une autre origine. Il faudra que sa constitution vous soit apportée du dehors.

Ceci revient à dire que, dans le Parti qu'on veut nous faire, le pouvoir central appartiendra finalement à un comité occulte désigné – il n'y a pas d'autre hypothèse possible – sous le contrôle du comité exécutif de l'Internationale elle-même. Les actes les plus graves de la vie du Parti, ses décisions seront prises par qui ? Par des hommes que vous ne connaîtrez pas. (Exclamations. Bruit. Mouvement) (...)

Il est vraiment bien extraordinaire qu'on vienne nous parler de tyrannie dans le Parti actuel : tyrannie des chefs, tyrannie des élus. Je ne sais pas quels moyens les élus emploient aujourd'hui pour exercer leur tyrannie, mais du moins vous les connaissez, vous pouvez vous en prendre à eux.

Et demain ? Vous vous en prenez à qui ? À des anonymes, à des inconnus, à des masques. (Protestations sur certains bancs, applaudissements sur d'autres)

L'unité dans le Parti – on vous l'a dit hier en des termes que je voudrais que vous n'oubliez pas – étant jusqu'à ce jour une

unité synthétique, une unité harmonique, c'était une sorte de résultante de toutes les forces, et toutes les tendances intervenaient pour fixer et déterminer l'axe commun de l'action.

Vous, ce n'est plus l'unité en ce sens que vous recherchez, c'est l'uniformité, homogénéité absolues.

Vous ne voulez dans votre Parti que des hommes disposés, non seulement à agir ensemble, mais encore prenant l'engagement de penser ensemble : votre doctrine est fixée une fois pour toutes !

Ne varietur ! Qui ne l'accepte pas, n'entre pas dans votre parti ; qui ne l'accepte plus devra en sortir. »

Tout cela relève d'un jeu tactique en fait, car le but des oppositionnels est de présenter le vote majoritaire comme un putsch, une anomalie. Une fois mis cela en place lors des discours, la fracture sera aisément assumée au moment des votes.

Le piège en deux temps du vote pour l'adhésion

Le piège s'est immanquablement refermé sur les partisans de la IIIe Internationale, en deux temps trois mouvements. La première étape consista à organiser un petit scandale avant le vote, au cinquième jour, le 29 décembre.

À un moment pendant le congrès, on s'aperçoit qu'il manque des délégués, qui discutent à l'extérieur, apparemment en recherche d'un accord en marge du congrès. C'est le scandale général, il y a des débats pour savoir s'il doit y avoir ou non suspension de séance, ce qui a finalement lieu à 16h45, pour une reprise à 18h15, d'une très courte durée, juste le temps de décider de reprendre à 20h30 !

La reprise a lieu en fait à 21h ; Fernand Le Goïc voulut intervenir en proposant une sorte de motion conciliatrice pour tout le monde, mais n'ayant pas de mandat il en fut empêché tant par le président que par l'ensemble des présents ensuite.

La première étape visait à établir une véritable tension, tout en cassant l'élan naturel allant au vote. Il fallait prolonger le tir et pour cette raison, dans la foulée, Léon Blum intervint alors encore une fois...

pour dire que lui et ses partisans ne participeront pas au vote sur l'adhésion à la IIIe Internationale !

C'était là un coup magistral. Il s'agissait de pouvoir se positionner comme non-réformiste tout en faisant passer les pro-IIIe Internationale pour des sectaires. Ce coup était sorti de nulle part et personne ne protesta devant une telle action dont la nature était pourtant évidente si on réfléchit aux forces en présence.

Les partisans de l'Internationale Communiste étaient piégés par leur volonté d'en finir. Et en apparence, ils triomphèrent, puisque le vote dans la foulée donna 3 208 mandats pour l'adhésion à la IIIe Internationale, à quoi s'ajoutent 44 mandats pour la motion d'ultra-gauche qui se reporta sur celle-ci.

En face, la motion Longuet n'obtenait que 1 022 mandats, alors qu'il y avait 60 mandats pour une motion proposée par Adrien Pressemanne et voulant maintenir le principe de la « défense nationale ». Il y avait également 397 abstentions et 32 absents.

Aux résultats, les partisans de la IIIe

Internationale entonnèrent l'Internationale, repris par les partisans de Longuet qui enchaînèrent par « Vive Jaurès ! », ce qui fut repris par les premiers sous la forme « Vivent Jaurès et Lénine ! ».

Vint alors la troisième étape. En ne participant pas au vote les partisans de Jean Jaurès avait provoqué une scission sans même que cela se remarque. Les « reconstruteurs » se précipitèrent dans la brèche.

Ils exigèrent en effet dans la foulée du vote pour rejoindre la IIIe Internationale que soit votée la motion suivante, qui rejetait le contenu du message reçu par télégramme lors du congrès par cette même IIIe Internationale :

« La Congrès, profondément ému par le télégramme du Comité exécutif de la IIIe Internationale et les violentes polémiques qu'il contient, déclare se refuser à s'engager dans la voie des exclusions demandées par ce télégramme, et proclame sa volonté de maintenir intacte l'unité actuelle du Parti socialiste. »

Cette proposition de motion fut accompagnée d'un ultimatum : si elle n'était pas votée, les reconstruteurs sortiraient du Parti.

Ce n'était évidemment qu'un prétexte pour ne pas se plier à la majorité. Mais celle-ci avait commise l'erreur de permettre à la tendance de Léon Blum de se mettre de côté et d'avoir toléré le scandale de négociations en coulisses en plein congrès.

Qui plus est, les réserves de Ludovic-Oscar Frossard et de Marcel Cachin sur une prétendue bru-

talité de la part des bolcheviks laissaient un espace pour la présentation du télégramme comme d'un chantage.

Les nouveaux majoritaires continuèrent d'ailleurs en cherchant à se distinguer de l'exigence des bolcheviks. La réponse des partisans de la IIIe Internationale, par la voix de Daniel Renoult, est... qu'il n'est pas besoin d'une telle motion, car aucune exclusion n'était prévue ! Du moment qu'on accepte les nouvelles règles dans le Parti, personne ne se fera exclure, le télégramme dit une chose mais ce serait négociable, etc.

Une motion en ce sens fut alors proposée, contournant les exigences de la IIIe Internationale en disant que tout cela relève du débat d'idées, qu'il ne faut pas éjecter les centristes, etc.

« Le Congrès ayant pris connaissance de la déclaration du camarade Zinovieff et de la critique qu'elle dirige, dans les termes ardents de la polémique doctrinale contre la politique de la droite et celle de la fraction dite centriste, rappelle que l'indispensable discipline vis-à-vis de l'Internationale communiste n'exclut pas pour celle-ci, ainsi qu'il est dit dans l'article 16 des conditions votées par le dernier Congrès de Moscou, le devoir de tenir compte des circonstances de lutte si variées et de n'adopter de résolutions générales et obligatoires que dans la mesure où elles sont possibles.

Il déclare que la motion d'adhésion signée par le Comité français de la IIIe Internationale, approuvée par le Conseil exécutif de la IIIe Internationale, légifère pour l'avenir, n'impose aucune exclusion pour le passé, et précise, de la manière la plus formelle, que les exclusions prévues à l'article 7 et à l'article 20 des conditions de Moscou ne peuvent s'appliquer à aucun membre du Parti acceptant, dans son principe, la décision du présent Congrès et conformant son action

publique à la discipline commune. »

C'était là tenter une conciliation qui était précisément ce que les scissionnistes attendaient. Ils n'avaient qu'à finir le travail.

La sortie des scissionnistes

Devant l'exigence des « reconstruc-teurs », les partisans de la IIIe Internationale se posaient comme les défenseurs du passé de la SFIO et réfutèrent le principe d'exclusions. Ludovic-Oscar Frossard expliqua même qu'il n'était pas d'accord avec Zinoviev, que les centristes ne seraient pas « des serviteurs de l'influence bourgeoise ».

Il tenta de jouer sur les sentiments, ne comprenant rien à au terrible coup que les centristes portaient au Parti :

« Camarades de la reconstruction : restez avec nous ! Je le proclame : vous êtes autant que nous de bons ouvriers du Socialisme international.

Restez avec nous, ô vous avec qui j'ai lutté dans les conditions les plus difficiles. Restez avec nous, je vous le demande. Restez avec nous pour l'avenir du Socialisme international !

Il ne se peut pas que vous restiez insensibles à l'appel que je vous adresse de toutes mes forces, presque en désespéré. Camarades de la reconstruction, à cette heure difficile où nous tenons les destinées de notre parti entre nos mains, élevez-vous, je vous en conjure, comme j'essaie de le faire moi-même, au-dessus de nos déchirements intérieurs, si douloureux qu'ils soient, arrachez-vous aux blessures d'amour-propre et ne songez, comme j'essaie de le faire en cet instant suprême, qu'à l'intérêt qui doit nous unir tous, celui de la classe ouvrière et du Socialisme international. »

Or, tout cela n'avait aucun sens. La position des centristes quant au télégramme de la IIIe Internationale n'était évidemment qu'un prétexte. En les valorisant ainsi, alors qu'ils étaient d'avoir une démarche scissionniste, Ludovic-Oscar Frossard ne faisait que leur donner une légitimité. Les centristes ruèrent ainsi dans les brancards, refusèrent d'en accepter le contenu, Longuet étant ici un très bon acteur.

« Daniel Renoult : Mon cher Longuet...
Longuet : Non ! Non ! Je suis un agent de la bourgeoisie, je ne peux plus vous être cher.
Daniel Renoult : Je vous ai dit, mon cher Longuet... (Bruit au centre.) Vous le savez, nous vous l'avons dit au cours de la discussion que nous avons eue cet après-midi, nous n'acceptons à aucun degré l'interprétation que vous donnez à cette phrase de Zinoviev...

Longuet : Ce n'est pas une interprétation, il y a des mots. »

Et évidemment, la motion proposée par les partisans de la IIIe Internationale fut refusée par les « reconstruc-teurs », qui argumentaient qu'il faudrait dénoncer le télégramme, la confiance serait rompue, le prestige des centristes critiqués étant perdu ils sont déshonorés s'ils restent, etc.

Qui vint alors à la rescousse des « reconstruc-teurs » ? Bien évidemment Léon Blum et sa tendance de « résistance socialiste ». C'était un admirable coup tactique. En se mettant à la marge au moment du vote, les partisans de Léon Blum n'apparaissaient pas comme des opposants à la bonne marche des choses et ils avaient d'autant plus les mains libres pour venir à la défense d'une minorité prétendument agressée par la nouvellédirection.

Les partisans de Léon Blum affirmèrent ainsi qu'ils soutiendraient la motion des « reconstructeurs », rédigé par Paul Mistral, qui obtint 1398 mandats. La motion de la nouvelle direction s'appuyait de son côté sur 3 247 mandats, alors qu'il y avait 143 abstentions et 29 absents. Or, cela impliquait la formation de deux nouveaux blocs, une chose qui n'aurait pas pu avoir lieu si les partisans de Léon Blum avaient participé au vote initial.

Ne restait plus alors qu'à porter le coup de grâce. Paul Faure annonça que les « reconstructeurs » se réuniraient le lendemain matin pour examiner la situation, c'est-à-dire évidemment en réalité de former une nouvelle structure, dont les bases avaient été prévues depuis plusieurs mois déjà. Il y a notamment une captation de fonds pour Le Populaire, un quotidien parisien qui deviendra par la suite l'organe de la SFIO « maintenue ».

Il fallait toutefois que la mise à l'écart des « reconstructeurs » tourne à la crise ouverte. Là encore, les partisans de Léon Blum furent à la manœuvre. Dans la foulée de la décision des « reconstructeurs » de se réunir le lendemain, Dominique Paoli annonça le départ des partisans de la « résistance socialiste », officialisant par-là la scission, la déclaration qu'il lut accusant bien entendu la majorité de sectarisme, d'aventurisme, de dogmatisme, etc.

« En dépit de tous les artifices accumulés jusqu'à la dernière heure pour en dissimuler le caractère et les conséquences, l'adhésion sans réserves et sans garanties à la IIIe Internationale crée un Parti entièrement nou-

veau, nouveau par sa doctrine, nouveau par sa tactique, nouveau par ses règles d'organisation et de discipline.

Il ne dépend pas d'un vote de Congrès de reporter sur le Parti de demain l'engagement qui continue à nous lier au Parti d'hier et d'aujourd'hui ; qu'il ne dépend pas davantage d'un vote de Congrès d'interrompre la vie du socialisme en France ni d'empêcher la participation du prolétariat français à une Internationale qui puisse comprendre l'universalité des travailleurs organisés.

Nous laissons donc le premier Congrès communiste tenir ici ses assises. Le Congrès du Parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière) continuera ses travaux dans la salle du Démophile, 72 rue de Lariche, demain jeudi, à 10 heures du matin.

Y sont invités tous ceux des délégués qui n'acceptent pas les résolutions du Congrès de Tours transformant le Parti en Parti communiste. »

Non seulement les partisans de l'Internationale Communistes s'étaient fait manœuvrés mais ils ne virent même pas que les scissionnistes menaient une grande opération de récupération du Parti socialiste SFIO afin de s'en présenter comme le canal historique, les seuls légitimes.

Les partisans de l'Internationale Communiste pensaient avoir à faire face à la droite, les « reconstructeurs », la « résistance socialiste » : tout convergeait en fait contre eux. Leur réussite dans la transformation du Parti socialiste SFIO en Section Française de l'Internationale Communiste commençait par une débâcle politique.

Le sens de la scission

Les scissionnistes avaient admirablement bien mené leur opération. Les partisans de l'Internationale Communiste pensaient en être débarrassés ; Ludovic-Oscar Frossard dit ainsi :

« Ne nous dissimulons pas que la scission qui est intervenue est une scission de chefs bien plus qu'une scission de troupes – je pourrais même dire qu'elle est surtout une scission d'élus. (Applaudissements.) »

C'était là une illusion totale, fondée sur une incompréhension d'un affrontement entre lignes. Les scissionnistes avaient formé un bloc et posé lors du congrès les bases de leur structuration. C'est tout à fait flagrant quand on voit les propos de Léon Blum au congrès de Tours quant à la défense nationale.

Feignant l'humilité, prétendant s'empresser de quitter la tribune, Léon Blum a donné des gages à la bourgeoisie pour la suite :

« Nous avons volontairement posé le problème dans notre motion. Nous avons affirmé quelque chose, et nous l'affirmons encore : il y a des circonstances où, même en régime capitaliste, le devoir de défense nationale existe pour les socialistes. (Mouvements divers).

Je ne veux pas entrer dans le fond du débat. [Une voix : Précisez.]

Non. Je ne veux pas prendre corps à corps une pensée qui, au fond, est une pensée tolstoïenne ou néo-chrétienne plutôt qu'une pensée socialiste.

[Un délégué : Précisez les cas ; faites une hypothèse.]

C'est bien simple : l'hypothèse d'une agression caractérisée, l'attaque de quelque na-

tion que ce soit. (Mouvements divers, bruits, cris : « À bas la guerre ! ». Les délégués entonnent L'Internationale. Tumulte)

[Le président : La parole est à Pressemane avec l'autorisation du camarade Blum.

Voix nombreuses : Non ! Non ! (Bruit)]

Je suis resté quelques minutes de trop à la tribune. Je vous remercie de l'attention que vous m'avez prêtée. Les derniers mots que j'ai prononcés ont fait apparaître chez vous des sentiments que vous exprimerez, j'espère, dans votre motion, car elle est encore muette sur ce point. (Applaudissement sur les bancs de droite, cris, tumulte)

Cela dit, je me hâte de conclure et de descendre de la tribune.

Sur les questions d'organisation, sur les questions de conception révolutionnaire, sur les rapports de l'organisation politique et de l'organisation corporative, sur la question de la dictature du prolétariat, sur la question de la défense nationale, je pourrais dire aussi sur ce résidu sentimental de la doctrine communiste, que nous ne pouvons pas plus accepter que sa forme théorique, sur tous ces points, il y a opposition et contradiction formelles entre ce qui a été jusqu'à présent le socialisme et ce qui sera demain le communisme. »

Léon Blum ne quitta évidemment pas la tribune, continuant son discours. Daniel Renoult intervint dans la foulée pour le dénoncer vigoureusement, fort logiquement :

« Je déclare que, en effet, à l'heure actuelle, après le discours provocateur que vous venez d'entendre, il est impossible que des socialistes vraiment révolutionnaires cohabitent dans le même Parti avec Léon Blum ! »

Cela était juste, mais pour autant le congrès avait laissé un immense es-

pace à Léon Blum qui, dans les faits, avaient bien plus que les tenants de la IIIe Internationale compris que le bolchevisme est une idéologie tout à fait complète :

« Le IIe congrès international de Moscou avait eu de toute évidence le caractère d'une sorte de Congrès constituant.

Sur tous les terrains, au point de vue doctrinal comme au point de vue tactique, il a énoncé un ensemble de résolutions qui se complètent les unes et les autres et dont l'ensemble forme une sorte d'édifice architectural, entièrement proportionné dans son plan, dont toutes les parties se tiennent les unes aux autres, dont il est impossible de nier le caractère de puissance et de majesté.

Vous êtes en présence d'un tout, d'un ensemble doctrinal. Dès lors, la question qui se pose à tous est la suivante : Acceptez-vous ou n'acceptez-vous pas cet ensemble de doctrines qui ont été formulées par le Congrès de l'Internationale communiste ?

Et accepter – j'espère qu'il n'y aura aucune divergence de pensée sur ce point – accepter, cela veut dire, accepter dans son intelligence, dans son cœur et dans sa volonté ; cela veut dire accepter avec la résolution de se conformer désormais d'une façon stricte dans sa pensée et dans son action, à la nouvelle doctrine qui a été formulée.

Toute autre adhésion serait une comédie et indigne du Parti français.

Vous êtes en présence d'un ensemble. Il n'y a même pas lieu d'ergoter sur tel ou tel point de détail. Il s'agit de voir la pensée d'ensemble, la pensée centrale.

Si vous acceptez avec telle ou telle réserve de détail, peu importe. On ne chicane pas avec une doctrine comme celle-là.

Mais si vous contestez des parties essentielles, alors vraiment vous n'avez pas le droit d'adhérer avec des réticences, avec des ar-

rière-pensées ou avec des restrictions mentales.

Il ne s'agit pas de dire : « J'adhère, mais du bout des lèvres, avec la certitude que tout cela n'est qu'une plaisanterie, et demain, le parti continuera à vivre ou à agir comme il le faisait hier ».

Nous sommes tous d'accord pour rejeter de pareilles interprétations. (Applaudissements). »

Léon Blum n'hésita pas à dire qu'il avait mieux compris la IIIe Internationale que ses partisans, que d'ailleurs la IIIe Internationale reconnaît tout à fait qu'elle veut refonder entièrement les socialistes français, sur une nouvelle base.

En ce sens, il avait un coup d'avance sur les partisans de l'Internationale Communiste, qui de leur côté n'avaient pas saisi l'ampleur de la rupture. Leur manifeste écrit par Paul Vaillant-Couturier se fonde d'ailleurs sur une sorte de combinaison du « socialisme français » avec l'Internationale Communiste.

Pour cette raison, la Section Française de l'Internationale Communiste naît aisément mais se précipite dans une liste sans fin de problèmes, alors que les scissionnistes naissent dans le chaos mais disposent d'une matrice déjà mise en place, leur permettant de se réactiver avec aisance.



Le sens de la reconstitution du Parti Communiste en France

Qu'est-ce qu'un Parti Communiste ? Ce sont des gens qui incarnent la volonté de la révolution, qui portent les valeurs de la révolution, qui font de l'agitation et de la propagande, qui organisent. C'est une vérité bien connue dans notre pays, qui grâce à sa longue histoire de lutte des classes, a su porter génération après génération des éléments se tournant vers le Communisme.

Il est bien connu toutefois que, malheureusement, notre pays résume la politique au tempérament ; à cela s'ajoute que les Français ne sont jamais bons que dans l'adversité. Lorsque le Parti Communiste fut fondé en 1920, il s'appuyait sur la majorité du Parti socialiste SFIO et pourtant il sombra immédiatement dans le sectarisme et la marginalité.

Il fallut la tentative de coup d'État fasciste du 6 février 1934 pour que, le dos au mur, les révolutionnaires prennent l'initiative, portant une nouvelle dynamique qui fut celle du Front populaire. Livré à lui-même, le Front populaire s'enlisa toutefois et il fallut le drame de l'Occupation et du régime de Vichy pour que les révolutionnaires, une nouvelle fois le dos au mur, surent se transcender pour mener la Résistance.

Ce n'est pareillement que le dos au mur, après dix années de régime gaulliste né du coup d'État de 1958, que les révolutionnaires furent en mesure de provoquer l'étincelle donnant naissance à Mai 1968, qui fut un véritable mouvement populaire. Puis, pareillement, les révolutionnaires sombrèrent dans le sectarisme et la marginalité après mai 1968.

Nous avons compris cette incapacité des révolutionnaires de France à agir de manière autonome, cette dépendance vis-à-vis des situations sans issue. Il s'agit déjà d'une démarche très française, s'appuyant sur un esprit rationaliste toujours prompt à relativiser et a ainsi se retrouver piégée par les situations.

Cela, on n'y peut pas grand-chose : telle est la nature culturelle de notre peuple, de par son parcours historique. Si l'on ne discute pas de tout, ce n'est pas français. C'est une très bonne chose pour après la révolution, car c'est source de démocratie populaire. Cela n'aide toutefois pas pour aller à la révolution, car cela pousse à repousser les échéances, à retarder les prises de décision, voire à ne jamais décider de rien.

Il y a cependant un autre aspect, qu'on peut et qu'on doit travailler. C'est le fait qu'en France on réduise la question de la révolution au tempérament, à la volonté. C'est là un grave travers qui provient du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarchisme ; être révolutionnaire, ce serait ruer dans les brancards, tout le reste ne serait que réformisme.

Nous affirmons que, justement, le bolchevisme développé par Lénine permet de ne pas sombrer ni dans l'anarchisme et sa vaine fascination pour le spectaculaire, ni dans le réformisme et son pragmatisme toujours prompt à la corruption. Ce fut également ce que comprirent la majorité des socialistes en France en 1920, lorsqu'ils décidèrent de former la Section Française de l'Internationale Communiste, comme Parti Communiste.

POURQUOI LE PARTI COMMUNISTE A-T-IL ÉCHOUÉ DANS LES ANNÉES 1920-1930 ?

Les socialistes ont assumé, en 1920, de changer leurs méthodes de travail, leur conception de l'organisation, leur perception des questions théoriques. Cela a été très laborieux toutefois et il fallut attendre 1931 pour que le Parti Communiste se mette « à l'heure de Moscou ». Ce fut d'ailleurs le Slovaque Eugen Fried qui fut nommé en 1930 comme référent pour la France par l'Internationale Communiste ; c'est lui qui réorganisa le Parti Communiste, alors que Maurice Thorez en prit la direction.

C'est ainsi sous la direction directe de l'Internationale Communiste que le Parti Communiste put réellement s'affirmer dans les années 1930, mais on sait bien qu'il y avait le besoin que soient générées des forces vives de l'intérieur pour que cela fonctionne vraiment. Or, avec l'Occupation,

livrés à eux-mêmes, les militants du Parti Communiste ont montré qu'ils étaient comme Maurice Thorez.

Les militants du Parti Communiste étaient plein d'abnégation, de tempérament sincèrement communiste. Mais ils ne comprenaient rien au matérialisme dialectique, ni à ce qui se passait en URSS. Ils suivaient l'URSS par intuition, par passion ; ils restaient incapables d'assimiler les bases du Communisme et ne produisirent aucune analyse matérialiste historique de leur propre pays.

Les militants du Parti Communiste considéraient qu'ils représentaient le Parti du syndicalisme, que la révolution viendrait du syndicat, la CGT, qu'eux étaient des agitateurs politiques préparant le terrain pour cela. Lorsque le révisionnisme triompha en URSS en 1953, strictement rien ne changea pour le Parti Communiste : il continua tout comme avant.

POURQUOI LE PARTI COMMUNISTE A-T-IL ÉCHOUÉ DANS LES ANNÉES 1940-1960 ?

Le Parti Communiste avait mené la Résistance, mais il se mit à la remorque de De Gaulle, tout comme il suivait en réalité le syndicat CGT dans tous les domaines. Devenu un mouvement de masse en 1945, et même le premier parti politique du pays, il ne prit jamais l'initiative, se plaçant toujours dans cette position de suivisme.

Lors du coup d'État gaulliste de 1958, il ne fut pas en mesure de prendre l'initiative et après avoir rejeté le régime de la Ve République, il finit par s'en accommoder et même le suivre. Cette logique de suivisme fut tellement forte que le Parti Communiste Français fut le grand opposant à mai 1968, jetant avec la CGT toutes ses forces pour étouffer la protestation et casser les « gauchistes ».

Comme on était alors déjà loin des principes du bolchevisme, de l'affirmation de la clandestinité, du soulèvement, de l'insurrection armée ! Et il est marquant que cette incohérence ne fut pas remarquée dans les rangs du PCF. Il y a une continuité profonde dans l'histoire du PCF, il n'y a jamais eu d'opposition interne, de protestation contre la décadence des orientations, de refus du révisionnisme à l'encontre des principes.

C'est que le Parti Communiste, malgré les efforts de l'Internationale Communiste, ne fut jamais en France qu'un parti de type social-démocrate comme il existait en Allemagne et en Autriche avant 1914.

Il était de masse, il exigeait les réformes, il en menait à grande échelle dans les municipalités ; il organisait de très nombreuses structures populaires, à grande échelle, comme le Secours Populaire, la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), l'Union des femmes françaises, l'UNEF, la Fête de l'Humanité, etc.

Il était un lieu de socialisation, pas de révolution.

POURQUOI LE PARTI COMMUNISTE A-T-IL ÉCHOUÉ DANS LES ANNÉES 1970-1980 ?

Mouvement de masse, Parti du syndicat, suiviste, le Parti Communiste a 440 000 membres au début des années 1970, mais il est incapable de prendre des initiatives, il ne peut que suivre. Il se mit logiquement à la remorque des socialistes, avec qui un programme commun est établi en 1972.

De manière cohérente avec ce positionnement toujours accompagnateur, il avait naturellement balancé par-dessus bord tous les encombrants restes de principes idéologiques. Quelques jours avant son 22e congrès, son secrétaire général Georges Marchais annonce à la télévision que le

concept de « dictature du prolétariat » était abandonné, sans que personne n'en soit offusqué par la suite parmi les 1500 délégués, qui ont 32 ans de moyenne d'âge et dont 60 % ont adhéré après 1968.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, PARTI GOUVERNEMENTAL DANS LES ANNÉES 1980-2020

Au début des années 1980, le Parti Communiste Français est un mouvement de masse et il le restera jusqu'au début des années 1990 encore. Cependant, il est hostile à l'idée de révolution ; il est ouvertement un parti d'orientation gouvernementale, étant d'ailleurs au gouvernement (1981-1984). Il choisit d'ailleurs de rester entièrement un parti visant à une participation gouvernementale, ce qu'il réussit dans le cadre de la « gauche plurielle » (1997-2002).

Il n'est plus que l'ombre de lui-même, il professe un « communisme » qui n'a plus rien à voir ni de près ni de loin avec son origine, ni même avec son propre parcours. Il a échappé à son rôle historique, qu'il n'a pas voulu assumer.

LE SENS DE LA RECONSTITUTION DU PARTI COMMUNISTE EN FRANCE

Puisque le Parti Communiste Français a trahi, il y a lieu de le reconstituer. Il ne s'agit pas de le « reconstruire ». Il y a eu des tendances qui sont apparues dans le Parti Communiste Français dans les années 1990, exprimant la nostalgie des années 1980, 1970, 1960. Cela n'a aucun sens, car le Parti Communiste Français était déjà corrompu.

Il ne voulait déjà plus la révolution, le renversement du capitalisme et de son État par les masses en armes. Il n'assumait déjà plus le marxisme-léninisme et soutenait ouvertement le révisionnisme soviétique, auquel il contribuait comme avec la thèse

développée par son économiste Paul Bocara, le « capitalisme monopoliste d'Etat », qui prolongeait celle du soviétique Eugen Varga.

Aucune « reconstruction » n'est possible. Seule une reconstitution est possible et cela sur la base de deux éléments : l'affirmation de la prise du pouvoir par la violence et l'incarnation de l'antagonisme dans la société française. Le Parti Communiste se reconstitue en assumant la violence révolutionnaire et en étant porté par des gens assumant de rompre avec l'idéologie dom-

inante, de ne pas céder aux valeurs proposées par le capitalisme.

C'est cela qui forme le terrain pour l'expression du matérialisme historique permettant d'analyser la société française, du matérialisme dialectique comme vision du monde des communistes. C'est cela qui établit la substance du Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste), comme avant-garde portant l'antagonisme et le diffusant aux masses populaires, pour enclencher le processus révolutionnaire.



L'idéologie au poste de commande du Parti Communiste : contre le révisionnisme

La grande erreur historique des communistes français a été de penser qu'ils accompagnaient un processus qui était indépendant d'eux et que par conséquent ils pouvaient, ils devaient même adapter en permanence leurs conceptions, leurs idées, leurs modalités d'organisation.

La révolution viendrait d'elle-même, il n'y aurait qu'à suivre le cours des choses, à maintenir ses positions en général, quitte à abandonner des principes en particulier ; tout serait bon du moment qu'on s'installe dans le paysage, et plus on s'installe dans le paysage plus la révolution qui vi-

ent d'elle-même permettrait de triompher.

Sans même le remarquer, les communistes français ont alors basculé dans le révisionnisme. Il est tout à fait remarquable qu'il n'y ait aucun traumatisme chez les communistes français malgré le fait qu'ils aient changé d'idéologie du tout au tout, d'organisation du tout au tout, de conception du tout au tout. Ils ont accepté les modifications telle une évidence, sans se poser aucune question.

Les communistes français sont passés sans aucun problème de

l'étude de Staline au rejet total de Staline, de la révolution aux nationalisations pour s'approprier le « capitalisme monopoliste d'Etat », de la dictature du prolétariat au programme gouvernemental. Il n'y a pas eu de conflit, d'opposition interne, de rébellion ; tout a été parfaitement lisse.

C'est là un problème de fond, quelque chose qui doit être compris, sinon on ne peut pas régler le problème qu'on peut résumer de la manière suivante : comment se fait-il que des gens révolutionnaires, en France, se transforment en réformistes sans même s'en apercevoir ?

Pourquoi les gens ne restent-ils révolutionnaires d'ailleurs qu'à un moment de leur vie, avant de reprendre une vie « normale » ?

C'est là que se pose la problématique de l'idéologie comme devant être au poste de commande. Il n'y a pas un Parti Communiste avec une idéologie – mais une idéologie avec un Parti Communiste. Toute autre conception est de l'opportunisme.

Si on regarde plus en détail le parcours du Parti Communiste Français et qu'on cherche bien, on peut bien trouver une révolte, au début des années 1960. Mais elle est totalement marginale et se déroule parallèlement au Parti Communiste Français, elle ne l'atteint pas.

Cette révolte avait eu lieu dans le Parti Communiste Français et dans l'Union des Étudiants Communistes. Au PCF, il y avait eu quelques protestations au sujet de la question algérienne et la question de soutenir François Mitterrand aux élections. S'est alors produit un rapprochement avec les thèses de Mao Zedong, ce qui a donné la formation de cercles marxistes-léninistes et la formation en 1967 d'un Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

Dans l'Union des Étudiants Communistes, il y a eu des jeunes marqués par la Chine populaire de Mao Zedong, par la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Ils ont alors formé une Union de la Jeunesse Communiste (Marxiste-Léniniste). Or, quel a été le problème ? Les gens formant le Parti Communiste

Marxiste-Léniniste de France ne consistaient qu'en quelques mécontents. Ils sont partis, cela a déplu au Parti Communiste Français, mais cela n'a nullement touché sa base. D'ailleurs le Parti Communiste Français a énormément profité de mai 1968, bien qu'il ait été contre, et pas vraiment le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France, alors qu'il était pour !

Le Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France n'a été, dans les faits, qu'une sorte de micro-copie du Parti Communiste Français, incapable de rompre avec son style de travail, son approche, son révisionnisme. Il n'a été qu'une fraction de mécontents, incapables de rupture.

On ne peut pas en dire autant de l'Union de la Jeunesse Communiste (Marxiste-Léniniste). Là, il y avait l'ambition de systématiser les positions pour reconstituer le Parti Communiste. Et l'Union s'est prolongée dans la Gauche Prolétarienne qui a organisé des révoltes populaires. Mais la reconstitution a été abandonnée, au profit d'un « Parti de la Résistance ».

C'est que la marche était trop haute. Et quelle a été cette marche ? La thèse du « capitalisme monopoliste d'État ».

C'est qu'il ne suffisait pas de s'apercevoir au milieu des années 1960 que le Parti Communiste Français avait jeté par-dessus bord les thèses de Marx, Engels, Lénine et Staline, qu'il était devenu un rouage des institutions, tout comme la CGT. Encore fallait-il savoir pourquoi.

Si on ne comprend pas pourquoi, on tente de mener la révolution en trouvant des idées « géniales » pour faire avancer les choses, puis on s'aperçoit qu'il y avait une part de vrai dans ce qu'on fait, parce qu'on veut la révolution et qu'on fait avancer l'idée de révolution, mais qu'on est surtout hors du contexte historique, qu'on se marginalise, et alors on capitule. Cela a été le sort des initiatives « gauchistes » des années 1970.

Les « gauchistes » ont tenté de créer un « parti » révolutionnaire nouveau, ils ont pratiqué l'hyper-activisme sur la base de quelques idées, puis est venu l'isolement, la défaite, après une période de succès relatif.

C'est qu'il n'est pas besoin d'idées « géniales », mais d'une vue réaliste de la situation historique du pays, de ses contradictions, de sa situation économique, politique, idéologique, culturelle, militaire.

Dans d'autres pays, il y a pu ainsi y avoir une reconstitution, car un révolutionnaire s'est forgé comme Dirigeant et a dit : l'interprétation de notre pays faite par le Parti Communiste devenu révisionniste est fausse, voilà où est l'erreur, voilà comment il faut la corriger. En Inde, en Turquie, au Pérou... la reconstitution avait comme axe central la conception de la situation historique du pays concerné.

Tel ou tel révolutionnaire, forgé dans la lutte des classes, a dit : il y a des contradictions que le Parti Communiste devenu révisionniste ne voit pas, ou bien fait exprès de ne pas voir. Il n'est plus sur les rails

historiques de la révolution, il ne fait plus qu'accompagner le cours des choses.

Ainsi apparaissent des documents fondamentaux, analysant le pays, montrant le parcours de celui-ci, les contradictions existantes. Par exemple, en Amérique du Sud, les révisionnistes ont dit qu'il fallait se soumettre à la bourgeoisie nationale, pour acquérir une réelle indépendance. Les véritables communistes ont alors dit : c'est de l'escroquerie, la bourgeoisie nationale existe mais elle est faible, ce que vous appelez bourgeoisie nationale est une bourgeoisie bureaucratique que vous voulez simplement faire passer dans le camp soviétique.

En ce qui concerne la France, le problème est simple, les « gauchistes » ont sombré face au Parti Communiste Français révisionniste car ils n'ont pas étudié la situation historique de la France. Le Parti Communiste Français révisionniste n'avait de son côté pas besoin d'une telle analyse, puisqu'il accompagnait le cours des choses. Il profitait du développement du capitalisme, de l'élargissement de l'aristocratie ouvrière, pour se corrompre à travers les municipalités et la CGT.

Il était forcément dans le vrai... même si du mauvais côté de la barrière. Les « gauchistes » pouvaient être du bon côté de la barrière comme ils le voulaient, ils n'en restaient pas moins hors-sol. Sans une analyse correcte de l'Histoire, on ne peut pas trouver les leviers pour exister de manière révolutionnaire – c'est plus simple

pour les non-révolutionnaires, les contre-révolutionnaires, qui eux ne font qu'accompagner ce qui se passe.

Ainsi, si on est vraiment révolutionnaire, quand on regarde un groupe, une organisation, un parti qui se dit révolutionnaire, il faut demander : quelle est votre vue d'ensemble ? Soit, vous avez un point de vue sur les faits divers, des faits politiques du jour, des événements qui se sont produits... Mais quelle est votre vision d'ensemble ? Quelle est la tendance historique de la France, son mouvement concret, son évolution particulière ?

Et donc, qu'est-ce qu'une analyse correcte de l'Histoire pour la France ? En quoi cela a-t-il un rapport avec l'idéologie au poste de commande du Parti Communiste ?

C'est que l'analyse correcte de la situation historique d'un pays et l'idéologie sont une seule et même chose ; ce sont les deux faces de la même contradiction.

On arrive à l'idéologie correcte quand on comprend véritablement la situation d'un pays ; on ne peut comprendre la situation d'un pays qu'au moyen de l'idéologie adéquate.

On ne peut pas étudier le marxisme dans une chambre pendant vingt ans, l'avoir compris et se mettre à analyser la société à partir de ce qu'on a appris. Pareillement, on ne peut pas lutter et s'imaginer qu'on va avoir spontanément une vue d'ensemble, un regard d'envergure. Il faut la combinaison dialectique de la

dignité du réel et de la théorie communiste.

Il y a pour notre pays un exemple très parlant et malheureusement glaçant. Le Parti Communiste Français révisionniste a justifié son approche au moyen de la théorie du « capitalisme monopoliste d'État », au début des années 1960. Paul Boccara, un jeune économiste, a formulé que l'impérialisme était un concept dépassé, que désormais l'État venait organiser le capitalisme, qu'il y avait fusion des grandes entreprises et de l'État.

Cette conception devint immédiatement la conception du Parti Communiste Français, de l'URSS, de tous les pays satellites de l'URSS. Il y avait d'ailleurs à l'arrière-plan le travail de l'économiste soviétique Eugen Varga au sujet de ce prétendu « capitalisme monopoliste d'État » dans les années 1950.

Or, il aura fallu attendre les années 2010 et le PCF(mlm) pour qu'il y ait une analyse de la question du capitalisme monopoliste d'État ! Naturellement, le PCF(mlm) rejette cette conception révisionniste qui trahit le concept d'impérialisme forgé par Lénine, cette conception révisionniste qui revient à la théorie social-démocrate des années 1920 d'un « capitalisme organisé ».

Mais au-delà de ce rejet, on peut voir qu'il s'agit de toute façon de la seule étude de fond menée ! Pire encore, la thèse du « capitalisme monopoliste d'État » a été unanimement acceptée à l'époque ! Que ce soit du côté du théoricien trotskiste Ernest Mandel, du gauchiste Paul

Mattick, des « marxistes-léninistes » du PCMLF et du PCR(ml), tous sont d'accord pour dire qu'il y aurait en France un « capitalisme monopoliste d'État » !

Ce faisant, ils se plaçaient eux-mêmes dans l'orbite du Parti Communiste Français révisionniste. Ils donnaient des réponses « révolutionnaires » à une question qui, en réalité, ne se posait pas du tout ainsi.

Et ce qui est dramatique, c'est que la thèse du « capitalisme monopoliste d'État » ait pu être validée au sein du Parti Communiste Français sans produire aucune rébellion. Des gens pourtant formés à comprendre l'impérialisme comme stade suprême du

capitalisme ont accepté, sans sourciller, une thèse disant qu'on était passé à autre chose, à un stade post-impérialiste. C'est là une catastrophe.

Et la source de cette catastrophe, c'est la considération que le Parti a une idéologie, alors que c'est le contraire. Il y a comme aspect principal l'universel : la vision du monde communiste, le matérialisme dialectique, l'idéologie de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Zedong. Et il y a comme aspect particulier le Parti Communiste de tel ou tel pays, appliquant l'idéologie aux conditions concrètes.

Le révisionnisme nie l'universalité de la vision du monde, il nie le matérialisme dialectique, il nie que le Parti soit une expression historique dont le fondement est nécessairement idéologique. Le révisionnisme fait du Parti un regroupement puisant comme il le veut dans les idées, dans les conceptions, dans les points de vue, selon les besoins apparents du jour.

Contre le révisionnisme, il faut l'idéologie au poste de commande du Parti Communiste, avec le Parti Communiste comme expression concrète, particulière, de l'idéologie universelle : le matérialisme dialectique, aujourd'hui à son étape marxiste-léniniste-maoïste.



Parti Communiste, crise générale, démocratie populaire

L'Histoire est l'histoire de la lutte des classes et le Parti Communiste est l'organisation des gens ayant justement compris le sens de l'histoire. Il ne s'agit pas d'une idée révolutionnaire plaquée abstraitement sur une société, ou même de grandes réformes élaborées de manière théorique et qu'on voudrait voir être instaurées.

Le Parti Communiste pose son regard au moyen d'une grille historique : il définit la situ-

ation, les tâches et agit conformément à la lutte des classes, qui historiquement marque le passage du capitalisme au socialisme.

Il fait face à l'opportunisme, qui profite du fait que certaines choses ne soient pas encore possibles pour prôner un soutien au capitalisme ; il fait face au gauchisme qui veut forcer le cours de l'histoire au moyen de méthodes se voyant attribuées des propriétés littéralement magiques.

Au-delà de ces considérations générales, il faut voir en quoi le Parti Communiste est le produit d'une époque... le produit de son époque. Il est en effet incarné ; ce sont des êtres de chair qui le composent, qui l'ont forgé, qui sont forgés par lui. Étant donné qu'il est composé d'êtres concrets, de militants, de cadres, d'une direction, sur la base d'une pensée ayant synthétisé la nature du pays concerné... c'est tout un processus historique complexe, dont le cheminement n'est pas linéaire.

Au cours de ce processus, à la base, il y a le noyau dur, qui voit le chemin et qui agit en tant que Parti pour le Parti. Ce sont des gens qui ont compris les caractéristiques générales de la période historique, qui ont participé à la lutte des classes de leur pays et en ont saisi les traits généraux. Ce noyau est déjà le Parti et il ne l'est pas encore, car il représente la substance du Parti, qui cependant doit encore se conjuguer avec les luttes de classes pour produire l'Histoire.

Il est tout à fait possible que l'Histoire ne soit, en certains cas, pas au rendez-vous, ce qui fait qu'il y a de la lutte de classes, mais pas selon les modalités attendues. En Allemagne de l'Ouest, au début des années 1970, la Fraction Armée Rouge naît par exemple de ce constat d'impossibilité de la révolution à court et moyen terme, de par les conditions historiques alors. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait rien à faire, cependant l'ambition est forcément moins grande de par une telle analyse qui montre que la situation oblige les communistes à rester particulièrement isolés.

Heureusement, nous échappons en 2020 en France à un tel triste constat, ou plus exactement nous commençons à y échapper. La raison, c'est l'irruption de la seconde crise générale du capitalisme.

Le PCF(mlm) a affirmé que l'irruption du COVID-19 correspondait à l'expression d'une nouvelle crise générale du capitalisme. La

première crise générale du capitalisme avait, comme aspect principal, la contradiction entre le travail manuel et le travail intellectuel : la bourgeoisie totalement aux commandes avait mené les travailleurs à la boucherie de 1914-1918, mais heureusement les bolcheviks avaient saisi la situation et mené les travailleurs au pouvoir en Russie.

La seconde crise générale du capitalisme a de son côté, comme aspect principal, la contradiction entre villes et campagnes : le capitalisme élané au niveau mondial provoque une urbanisation qui défigure la Biosphère planétaire et provoque des catastrophes sanitaires, dont celle du COVID-19 qui a littéralement provoqué de lourds blocages économiques et politiques.

Le mode de production capitaliste est rentré dans le mur et c'est cela qui justifie le Parti Communiste. Le Parti Communiste Français a été le Parti à la suite de la première crise générale, le PCF(mlm) sera celui de la seconde.

Mais comment réussir là où le Parti Communiste Français a échoué ? Justement en comprenant mieux la seconde crise générale que le Parti Communiste Français n'avait comprise la première.

Rappelons les faits. Le Parti Communiste Français avait très bien compris le Front populaire, dont il a été l'initiateur concret. Il a été toutefois incapable de prolonger le tir, ce qui s'est vu dans le réformisme de Maurice Thorez, le dirigeant du Parti Communiste Français du tout début des années 1930 au début des années 1960. Au lieu d'en arriver à la Démocratie populaire, le Parti Communiste Français a cherché à démocratiser le capitalisme. Il s'est donc inscrit dans les institutions. Il s'est fait engloutir.

Alors, pour se justifier, il a mis en avant la théorie du « Capitalisme Monopoliste d'État » : l'État serait devenu neutre, il aurait fusionné avec les

grands capitalistes, il faudrait l'arracher à ceux-ci et le démocratiser.

C'est là du révisionnisme. Le PCF(mlm) l'a compris et a par conséquent réactivé l'affirmation de la nécessité de la Démocratie populaire, en se réappropriant les enseignements de l'Internationale Communiste et de Staline, en revenant à la source. Ce fut un processus complexe, une bataille pour la récupération des fondamentaux, un travail de fond idéologique de grande ampleur.

Qu'est-ce que la Démocratie populaire ? C'est l'unité des forces anti-monopolistes. Il ne s'agit pas de réaliser le socialisme, il s'agit d'unir les forces refusant le pouvoir des monopoles et ses menées guerrières. On l'aura compris : la notion de Démocratie populaire est éminemment défensive ; elle est dialectiquement le pendant de la révolution. S'il y a une offensive alors on peut faire la révolution ; si on ne peut pas, que le capitalisme a l'initiative, il faut la Démocratie populaire.

Comment le capitalisme peut-il avoir l'initiative ? En allant vers la guerre impérialiste par la mobilisation populaire au moyen du fascisme. C'est la fuite en avant de la bourgeoisie passée sous la direction de sa partie la plus agressive, la plus puissante, celle des monopoles.

Ce processus était extrêmement puissant dans les années 1920-1930 en raison de la crise générale du capitalisme produite par la première guerre mondiale et la révolution russe d'octobre 1917. Le capitalisme était en perdition et pour s'en sortir, chaque pays allait à la confrontation. Les communistes allemands, autrichiens et italiens, pour ne mentionner que les cas les plus connus, se sont faits littéralement déborder par ce processus.

Pourquoi le PCF(mlm) affirme-t-il qu'il faut la Démocratie populaire ? Pourquoi adopter une position défensive ? La raison en est que dans les métropoles impérialistes, le 24 heures sur 24

du capitalisme a littéralement lessivé le mouvement ouvrier. En 2020, le niveau de conscience est pratiquement nul, le degré de corruption immense. Que ce soit sur le plan des idées, de l'organisation, de tout ce qu'on voudra, les masses populaires sont en-dessous de tout. Elles sont emprisonnées dans le capitalisme.

Il suffit de voir les gilets jaunes, un mouvement petit-bourgeois radicalisé, sans base ni envergure puisque petit-bourgeois. Qu'un tel mouvement puisse exister en dit long sur le vide complet qui caractérise la situation française. Les syndicalistes tentent des coups de force sans y arriver, les anarchistes cassent des vitrines et tout s'arrête là, alors qu'une partie des masses est attirée par l'extrême-droite pour espérer qu'un capitalisme national les aidera à s'en sortir.

Le processus est bien entendu contradictoire, mais dans tous les cas il est évident que le processus de reconstruction du camp des travailleurs va être particulièrement douloureux, étant donné tous les sacrifices à réaliser. Il y a une certaine expérience du conflit social, mais aucune perspective de lutte de classe consciente et il n'y a de ce fait ni détermination, ni engagement, ni participation de la classe ouvrière à quoi que ce soit pour l'instant.

Tout cela va changer, mais cela implique une transformation très exigeante, qui devra se produire dans un contexte très difficile. Autant dire que c'est une position défensive, alors que du côté du capitalisme, il y a une longue expérience du pouvoir, un État à son service, un processus d'entraînement dans la compétition impérialiste internationale, dont la confrontation sino-américaine, c'est-à-dire la bataille de la superpuissance hégémonique contre la superpuissance en devenir cherchant à prendre directement la première place, est l'aspect principal.

La ligne n'est donc pas celle de promouvoir directement la révolution, une chose qui apparaît clairement impossible. La ligne est de mettre en place les vecteurs démocratiques populaires forgeant un contre-pouvoir face à ce qui caractérise le capitalisme en crise : l'effondrement de la société sur elle-même et sa reprise en main par en haut.

La difficulté est d'à la fois lutter contre la décadence et d'également lutter contre ce qui prétend lutter contre cette tendance. Le capitalisme en crise, c'est en effet l'individualisme, les idéologies relativistes allant jusqu'à nier la réalité biologique humaine, l'affirmation des « libertés » absolues de l'individu à faire ce qu'il entend comme il l'entend... et en même temps

une mobilisation collective sur une base nationaliste, avec une militarisation généralisée accompagnant l'avancée vers la guerre impérialiste.

Autrement dit, c'est en comprenant les modalités de la crise générale que le Parti Communiste se construit, parallèlement à la crise, comme réponse historique à la crise. Il n'est pas un produit de la lutte de classes en général ou d'activités en particulier. Il suit une ligne historique qui est celle de la crise. C'est parce qu'ils n'ont pas compris ces modalités que les communistes ont échoué en Europe dans les années 1920-1930, à un moment la crise les a dépassés.



Vive le Parti Communiste !



materialisme-dialectique.com

Imprimerie spéciale
2020

CB